

LES ORGANISATIONS DE MASSE :

Pour ce qui concerne l'appui à donner aux organisations de masse aussi bien pour celles qui existaient au moment de mon arrivée que pour celles qui existaient sur papier, nous avons pu atteindre certains résultats :

SOLIDARITE :

Toutes les sections sans exception ont participé à l'action en faveur des démocrates espagnols, même là où il n'y avait pas de section de SOL. Le résultat ne fut pas mauvais. Cependant, et ceci concerne aussi bien cette organisation que les autres, nous devrions céder des cadres et la fédération n'en a pas trop.

A.B.S. :

Là où les A.B.S. existent, ~~xxxxxx~~ surtout à Isegem et à Menin on déploie une bonne activité dans le domaine des représentations cinématographiques qui réunissent chaque fois, dans les deux communes, environ 250 personnes. La section des A.B.S. de Isegem a encore progressé dans le domaine de l'activité. ~~xxxxxx~~ L'U.B.D.P. faisant défaut, les A.B.S. ont pris ~~xxxxxx~~ la Conférence de Moscou ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ dans le rayon de leurs activités et ils ont réussi de convaincre deux industriels d'assister à la Conférence Economique de Moscou. Les sections de Wervik et de Comines des A.B.S. travaillent ensemble pour pouvoir prêter quelque chose dans le domaine des actions. La section de Courtrai A.B.S., sauf la vente du journal des A.B.S. ne livre aucune activité. A Luigne et à Mouscron, les A.B.S. font certaines actions.

U.B.D.P. :

L'U.B.D.P. n'existait plus. Nous avons réussi à ~~libérer~~ libérer ~~xxx~~ un très bon militant de la section de Menin pour ce travail et nous pouvons déjà voir les premiers résultats du travail de ce camarade. L'U.B.D.P. compte actuellement à Menin une centaine de membres dont 50 % non membres du Parti. Une Conférence a été organisée avec le Prof. Léo Michielsens et a réuni 36 personnes. Le 1er mars un grand meeting est organisé à Menin. Le camarade a pu s'assurer la collaboration de quelques camarades et amis en dehors du Parti, ainsi il bayonne sur d'autres sections et communes. L'objectif est de commencer avec les sections d'Isegem et de Roulers et de faire adhérer les deux patrons à l'U.B.D.P. lorsqu'ils reviendront de la Conférence de Moscou.

R.F.P. =

Cette organisation n'existe pratiquement pas bien que nous essayons de faire des actions avec une camarade femme de Menin.

F.I. :

Immédiatement après mon arrivée j'ai pris contact avec un camarade du F.I. notamment le cde. Van de Meulebroeck. Nous avons réussi de faire prendre une bonne position par le F.I. de Courtrai pour ce qui concerne les autres régionales nous ne pouvons pas dire que nous avons obtenus du succès.

Jeunes :

Nous ne comptons parmi les membres de la Fédération que 18

membres moins de 25 ans . Plusieurs contacts que nous avons eus avec des camarades membres du C.F., des jeunes, parmi lesquels Soubry et Breine n'ont pas donnés de résultats pour ce qui concerne la jeunesse . Les camarades n'assistent même pas au C.F.

Ce n'est pas à notre honneur mais nous n'avons pas encore réussi à faire aboutir les ~~réseaux~~ tentatives .

La seule possibilité pour la constitution d'une organisation de jeunesse ne réside que dans l'action du Parti parmi les jeunes et pour atteindre ce but les sections doivent s'occuper intensément de ce problème.

Le raisonnement des nos camarades des comités de section est le suivant : " nous n'avons pas de jeunes, nous ne pouvons donc pas avoir de mouvement de jeunesse", et " nous n'avons pas les cadres" . Nous devons combattre ce raisonnement parce que nous n'avons pas de mouvement de jeunesse parce que nous nous occupons trop peu des problèmes de jeunesse dans la fédération. ici nous devons mettre plutôt l'accent sur l'agitation comme point de départ que sur l'organisation .

NOS CADRES :

Nous avons des cadres insuffisamment formés et éduqués. Lorsqu'on assiste aux assemblées des comités de sections on se rend compte qu'elles ont toujours le caractère d'assemblées de travail d'organisation : répartition du travail selon les directives reçues du Centre ou de la fédération. Pas de discussion sur la situation dans la région ou la commune . Pas de perspective politique.

cependant, lorsqu'on intervient et que l'on porte la discussion sur le plan de la structure et des revendications économiques et politiques on constate que les discussions provoquent des interventions magnifiques .

La soirée d'étude de la fédération sur le matérialisme dialectique est suivie avec assiduité par tous les camarades sauf le cde. Dhandschotter, malade . Ce camarade reprendra le travail sous peu.

Le niveau général des camarades de la Flandre Occ. est plus bas que je n'ai pu le constater ailleurs mais pour ce qui concerne les prestations , le dévouement pour le Parti , ils peuvent bien se mesurer avec les autres camarades .

Il y a de grandes possibilités en Flandre occid. de construire un ~~xxxxx~~ parti très fort. C'est pourquoi nous devons nous soucier de l'éducation de nos camarades et je suis d'avis qu'il faut ~~xxxx~~ veiller aussi bien à l'éducation pratique que théorique. J'estime que nos camarades de la Flandre occid. n'aiment pas le travail de "maître d'école" mais ils préfèrent l'éducation au travers des assemblées et de l'activité ~~praxixixix~~ pratique .

LA PRESSE :

Nous avons pu constater que de plus en plus les camarades s'adressent à la Rode Vaan pour transmettre des articles traitant les problèmes locaux ou d'entreprise . Le réseau de correspondants ouvriers s'étend .

La vente de la R.V. reste stationnaire : 1300 ex. La vente quotidienne a même une tendance à baisser. Je suis d'avis que la mauvaise situation économique des travailleurs de la Flandre Occid. est à l'origine de ce mal. D'autre part, les camarades dans les communes attachent de plus en plus d'importance à la rédaction et la diffusion de leurs journaux locaux.

PERSPECTIVES :

Le mot d'ordre central, politique pour la Flandre Occid. reste : La défense de la paix, la lutte pour le bien-être et l'indépendance nationale.

A cet égard et étant donné la situation dans la Flandre Occid., le chômage croissant, la Conférence de Moscou et la revendication du commerce avec l'Est, est un élément très important.

Pour ce qui concerne notre programme du Parti (programme revendicatif), nous nous attacherons surtout aux problèmes du chômage, des salaires, des pensions, de la défense du petit commerce et de l'artisanat, sans pour cela oublier les autres points et notamment la défense de la petite et moyenne paysannerie.

Nous éditons en ce moment une brochure régionale, nous sommes sur le point de la terminer.

La question à laquelle nous devons donner une solution urgente c'est la pauvreté du Parti étant donné les couches sociales qu'il englobe. Les 762 membres de notre fédération, ce sont ~~uniquement~~ des ouvriers, quelques petits commerçants ou tenanciers de café. Le Parti ne pourra parvenir à ~~un~~ son plein développement en Flandre Occid. que si nous parvenons à faire entrer au Parti des éléments de la petite bourgeoisie et si nous pouvons ajouter au Parti un contenu intellectuel. A cet égard nous devons convaincre la base du Parti dans notre fédération, qui souffre d'une certaine déviation "ouvriériste".

Nous n'avons jamais eu l'occasion comme maintenant de briser l'isolement dans lequel nous nous trouvons à la condition de nous diriger vers toutes les couches de la population et la meilleure arme pour y arriver est certes le programme revendicatif du Parti.

N.B. : LA COOPERATIVE DE MENIN :

Cette affaire est d'une importance exceptionnelle et le maintien de la coopérative, une nécessité. La Coopér. pourrait nous aider pour l'ouverture prochaine d'une librairie à Menin, c'est ~~la~~ pourquoi la question devrait être examinée de près avec la direction nationale du Parti. Si possible, je donnerai d'autres détails sur cette question.

Mar 52

BP08-1952-03

Vol. 100m -

136
6
81.60

J.S. de salair de maîtres 1^{re} catégorie

Lett Bonenfant n/ petites unives / social
c/ 24 mois

Propose y ajoute travail en commun patentes
unions consid. communisme.

ii ajoute par le suite 12 mois -

Dépense proportion de la travail patentes.

Faut il soutenir le petites unives / social

Or le socialisme ne est pas une science.

Dem continue action c/ 24 mois par J.P.

Demain nous de droit - si l'appareil

de nous socialisme -

V.H. Problème complexe. Reprenant unan

Cette action Commun. travail nous fait par le

Syndicat de 8 unives.

On participe aux conditions -

on boycotte.

Le boycotte nous compare nous nous.

y participe mais en ont fait

de déclaration : 18 mois par

les 12 mois et condamnant

par de le fait de droit (Bastille Pl. 8-1)

La Broom - le ps compliqué - Soumis ^{Le} p
la réduction - 2 réserves - sur préparation
à la guerre
- Defect lui - un unique réduction fait
aut pays en fin ps 24 mois.
Se. seuls profits de départ du ps.
Deux eucomap a signer le pétitionnement.
Provoque d'écouler: on m'ordonne d'écouler
donner aut sous au pétitionnement.
flueur - Heiste - m. sous d'24 mois -
Doc. mêmes compes p 18 mois on fait fin
un référence en faire d'accords militaires -
Sommes - Deuxi rapport auvons qu'il y
aurait opus p ditourn d. au d. le
lutt p l'initie d' l'accusation.
Environ le retour à 18 mois et un ps en avant.
Porte diffinit Com synd - de cell de P.C.
De ce cas com. participer en esplan
et essayer faire vte O.T.
Le qui comen le Part ps de participant aut
Sauf de possibilité d'aller + loi -
Saluer - Pop. veit - m. mobilis 8 barill?
- Remi le loi 5 réserves.
- Remi de mobilis apr 18 2

D: peut être, occ. entendre. J'en suis sûr -
L'union était en union ailleurs, il
l'accepterait.

Même leur accord avec le accord Internet
S'il n'y a pas en union pour, c'est p. d.
raison d'équité.

Seul un acte c/le p. l'acte de p. l'acte
permette indirecte null de S.M.

Mécontentement p. l'acte - il semble le
conscience et le contenu de une union
de p. l'acte de l'acte de l'acte de l'acte
de p. l'acte de l'acte de l'acte de l'acte
M.O. anticipés.

D: ces conditions le bloc uni sans plus et
p. une manière c/le. ou -
Le p. l'acte et p. l'acte est le contenu
de mécontentement.

Ne pas dire de ne pas signer -
Mais ne pas signer à signer et à faire
signer.
Profite de ceci p. clarifier l'acte de l'acte.

Les pouvoirs et sur mon témoignage
de la préfecture à la presse.

Le point je suppose que c'est le
couper de la main -

Deux grands points Conte - Deuqque &
de d'histoire -

Inf - Comme qui la de referendum
de l'entreprise - Pri de parole - Une c'est
dépend de l'analyse de ce qui se fait
on est tenu -

LD - se former et le par - peut être
le on en tenant que le ren en le liti.
est aff - & 18 ans -

Revue Reviser la 1^{re} partie & le clau 12

Propriété mais S.P.B.

Alors L.B.D.P. R.P.P.

Bonne - D'accord qu'il y a un des
manière p canaliser lutt p faire -
1^{re} partie et le maintien politique sur
2^{de} part et la - : redouble

Le P ne peut pas participer

Mais clair de S entreprises. Faut-il
avoir une en fait pas clair.

Carl - Aller au réunion - clarifier le pollen -
pt de départ par écrit si le pt. de pour

VH - Il me vient mille explications et de son

Donner caractéristiques au lot de l'en-
semble de l'entreprise. Condamner le plan

VdB - Donner article typ. à visée de

P. S. pour l'entreprise - ailleurs

manifeste ~~donner~~ ~~test~~ explicatif.

Noter que con. pour signer -

Calvin - le pour pas signer.

VdB - le pas signer sera le mal compris
ce serait les confondre.

Carl - le fait c'est pour le fait c'est
et le pour -

VH - Alors il faut appeler tout le monde

et le pas signer -
Bon - D. ce crédit remplacé par
aut. de

Taf Com en faunt p. spon de ket enger ¹⁴
fluen Com " " " den de wter -
De cutyri. or il y delyn com. or pr
verdipen helleten in uagyn de fite -
Boor - les foun p le pilitzi de puen
man p eul les all uer le fite p x.
fluen - verdipen le fite -
haluand - Il fait puench pite conte -
Rem le gurt au Lee lund -
lef pifarens texte -

Rapport P1

Caus diffcults : React a ten d. of
fat. v. men se fol. d'or de gnyet
ejecte com.

Situation ap disidence :

{ on act d'or

{ leyndat statut d'offat

Deuany piteit upr com d'ichel
de logante. ciat auer comant
Com

Roch prière isolée ce p. sein o
le son D. p. lutt aut. com.

M. O. de Roch pointer leur fruit.
retait de son com. Com. intant seul
à l. tit de F. L. Aucun objectif intant
atteint - HT disparu.

Rinet point point intant un peu de
le dif. leur à un intant point et
Debas un p. ^{connut} de la R. is. l. an

Shandens nombre mieux l'élégant
- ^{qu'am. m. fait} nombre leur signas:
fermeur de contact leur et p. l'unité
- qu. p. isolé, qui venant accord intant
- de direction l. descendant
leur et aut. point unie à un l.
faible de cord.

- Reun. de CO h. l. Acton ou F. M. O.
- Resultat positif 50 chapeaux
- Diffus. de la violente intant
- Contact au Ch. de Dijon

15
Rinellat rifat : ty fin d'pant.
compté p' any l'age.
~~Resistant~~

Situat actuell

Instaur par lie Spandz

transforme
Exécute

+ adam Collard & Den

Leuient fin d'faci de'drui

Pe comence & uspat. l'is.

Ce h'at ven qu & col : ne dispat
cf col -

Pa d'aide & col

Heim - Port
Culais auten beas - up & /

litrat crinid de pin -

Jon J'fin -

Rifate : difficulte : amun up au sui

Ce h'at pl. paroz - fuis - q's flaudr

misclazé -

A culais unuents un sui flay

ds l'81 - unai p' any d'p' de cult emp -

Jeune action par P1.

Un plan local dispose pour départager un
différent cas.

P2 de la 1^{re} - Situation pol. favorable à un réajustement
un instant P1 - libéral, criminel pour -
réajustement allemand -

Faillite de caduc.

Le comité fait toutes les collectes régionales -

Candidature Lee local - le pouvoir accepte apparemment de voter
par au local - (7 membres)

P1 dit un jour que Adam au Cte local Ristman au
cas où P1. serait en serait exclu -

(Préciser à maintenir)

Tripes - Tactique : P1 présente.

Puis rep. à local élément pontif.

Problème y a été clairement développé.

P1 n'est pas mauvais depuis dim. d'usage - mais p. de
certaines variantes - Pas d'attente bon travail

Manifestations par attachement sentimental au P1.

Caractère sérieux de réunions.

Credit unifié de Deuvarny - mais important à tout

de P1 intégralement communiqué - (craindre répétition !/port/)

Quant Deu un ^{ancien} ~~est~~ comme objet républicain élément sans.

Chaque réunion du 9 mars - principe et fait -

Abandonner car p. remettre chose d'aplomb.

L'opération n'est pas payée. Inter. dirigée autour -

Leitnant local - 7 c'est idiot plus ni même après

Relevé de fichiers majorité connaît abstr.

Deu donner de satisfaction spectaculaire.

Avec un comité.

Com financier du FI. U'a de spiration [6]
 qui de cada FI, an ann - d'inn manueu -
 Integration PA pit utile - affort élement saus mai
 certain esprit boutique P.A.
 Représenté de ces class de FI p redem situation -
 le p riigleu necten statut, diration, v autre -
VA - Spification union du 2 - U'amor p 2 élement
 p constitue les capab satisfi résitant - Propose qu'on
 d'ann l'OT pout pui surf élection meut cropt -
 Vent et entité de - Reim d'ann fixer cupi annul FI
 qui n'a statutaire - ainsi tout 2 section de l'expectati
 seront tenu en l'ann - D'annu comacien celem
 chef de file de 2 Résistance - Longue p'ub'ité
 Organisation - Incapacité mult en pratiqué l'p'font -
 Affairé uel d'expectati - figurant pas militants -
 Union avec le l'p' d'expectati -
 Comité de section au contacts -
 Pa de parante amilioration de 2 proportions -
 grandjean ne sont p p diriger 2 act -
 D'annu - n'p liquidati - On explique q' a liquidé
 itenu qu'un meilleur travail, par un p'f'ant p'f'ant
 meilleur meilleur ventu financier - P'f'ant de
 PA p'f'ant reaf'ce -
 P'f'ant de l'p' de action : 10 l'rai - c/Rin - al -
 locatari : pour op'at'at -
 P'f'ant - d'accord p cupi - P'f'ant de redem
 tables by s/annu -
 D'ann cantonni de 2 d'annu - le sortir p
 annu FI s/tenue d'acti - avec s/
 d'effort de p'p'ant s/ l'ult d'annu

10 mai la jte - manifest d 8 localités -
L'aut. se demandant -
ferlo - Si on ne passe pas à faire une loi ce sera le
premier qui ne sonnera rien. Ce sera exploité
par Demary et consorts.

Imposant une telle réunion de deux ans.
Dem. amener le congrès de maintenant.

~~Dem. ne~~ Réunion 2 ans doit être maintenant.

Calendrier - P2 réaliser l'op. pol. apparaît élément.

^{Orateur}
Karl Jellandine - Densité n. est un objet d'étude.
Plan financier - crée le + vite possible l'état sans
- établir budget sérieux augmenté se tendre -
sagement d'après un niveau par ailleurs
augmenté rapide de recette.

Pour le établir budget sérieux qui apparaît
donc un des points actuellement & le l'est br-
riant donc le visage - Dette 110.000 -

140.000 de rentes - établir budget de 6 mois
+ recett. normales avec usages permanents.

Replacer opérateur par ceux exist. anciens usages.

Victor s/s des valeurs d'opérations de l'effort pour -

Difficile pour l'état de voir à donner l'op. temp.

Donc permanent p 6 mois -

Déterminer pour se réaliser p avec rapidité même.

Financ. - m. des avocats prohibent rien au
C'est l'Etat -

Les de Caen - le recett. d'après l'état que

Château est en train

Jules En de Cami fort - / l'édifier P1 -

17

Bleu - la parole ne p. le remède.

Jef - les documents ne peuvent que se tenir

Bleu - les. L'idée est de réunir. 5^e aig -
Responsabilité de l'écrit. : l'écrit - Jules - le plan
dans leur esp.

Bulletin - just tend vers bulletin unique -

Protest - le 2^e et le 3^e du 2^e entre l'écrit et le

Problème politique : l'écrit / dissonance - p. cela
le respect à l'ancien plan.

Adversaires ne se sont vus - les et C^{te} l'écrit c'est
ce qui est négatif.

Revenir de dissonance doit être bien - l'écrit
p. à un moment.

Magasin communautaire n'est p. x. O.M. dit un

donner organisation de travail + plan large -

Examiner problème de magasins du 1^{er} de la semaine.

Ente idée de manoeuvre -

Revenir de dissonance O.T.

- Turentain de ce qui a été fait
+ proposer p. semaine à venir.

- C'est d'affaires mécaniques - aller vers l'écrit

Parce qu'il y a le + puissant / dissonance.

de faire avant la dissonance - l'écrit d'en

entre l'écrit et C.V. d'un véritable représentant

Sauf adversaires du P1

- Compris - p. cela les provisions

Congrès reunification pour problèmes
politiques qui précèdent le 11.

Devasnes - Inconnu à 8 jours 3 mois.

Dem. faire un blème ^{avec aide de} ~~par le~~ Parti le on il
à existe par de collectif P1.

Fusion PA - M.P. Par d'accord avec le 11
Problème un peu fait, mais pas de vultar
par certains dirigeants ont opposé
Fusion administratifs - ont par possible pour statuer
Congrès rencontrera certainement de un en

Lal - Modifié O.T.

Quand à Butane! - exécuté par professeurs
titiste - relation au Comité Japonais -

Cherche un fermement

Germain Peller - Adam - Amédée Burell.

Mais celui qui sera revêtu de respect
Accusation et Conseil d'administration -

Leopold Blum et Huet - œuvre mauvais
état de Renovation - Burell - Rapport

une enquête plus poussée - ^{avec des détails} - Que Valéry
et éventuellement Perdot.

Pluie - Depuis entrée de l'atta. amér. 18
Controle D.N.A.M.I. s'est déclaré satisfait -
Introduit nouveau élément à la p. ch.
Ch. Hébertaire -

Cas. H. Raymond -

- Concernant la caution DR -

- A fait des dettes et ses fournisseurs
p. la caution -

- ses fournisseurs s'en sont et conti
appliqués des décisions -

Calme attirer attention sur point
financiers à la rue de la Caserne -

Rapport enquête sur aut. a. -

Attirer attention sur embauche -

Faire enquête auprès f. d. en fait qu'elle
a recommandé et sanctionner -

Bonne faire un bulletin de
lecture -

BP d'accord -
Commissaire BP

} fin de l'année -
0,50 p.
au cours de
projet américain

8P 1/3/52

~~Cher~~ Camarades.

Il n'est pas possible de discuter de la situation du Front de l'Indépendance sans rappeler les causes profondes des difficultés actuelles. Il est clair que la réaction ~~a besoin de~~ pour continuer sa seule politique de préférence à la guerre, a besoin ~~de~~ de plus en plus de l'appui de organisations fascistes, ou tout au moins, lui on elle ne veut pas avoir l'appui de ces organisations. Elle doit les acotiser. Pour cela, il faut les désagréger, provoquer des discussions internes, et faut-entendre et éjecter les communistes des organes dirigeants de ces organisations on les ^{isoler.} Le FI n'échappe à la règle.

^{après ce la demander.}

Ceci dit la situation du mouvement ne peut être discutée. Serrement. Que si on l'envisage dans ces ³ ~~quatre~~ domaines propres. bien de plus et qui sont.

- 1) Le FI ^{Réviser son action et}
- 2) son organisation.
- 3) la liquidation des statuts.
- 4) son programme ^{des} et la hauteur de la Résistance.

^{entre autres} ^{syndicaliste}

Lorsque Demany, demis du FI, s'est présenté le 21 devant.

refus de reconnaître et adhérer à la déclaration de loyauté. il voulait de ce fait et malgré toutes les explications données par ses camarades et acceptées et confirmées par tous les participants du congrès. il voulait de se créer un courant anti-communiste parmi les membres du FI en particulier et dans les organisations fascistes en général.

(2)

Par après Roch prétendit de la révolution du Comité Central du Parti: form
dû que les adhérents du Parti se séparèrent de libèrement. Les autres camarades FI
n'ont eu fait Roch venait à la rescousse de Demany dans la lutte contre
les communistes au sein du Front de l'Indépendance. ^{Tout leur comme j'ont} ~~Par la suite~~

~~Il avait un moment de la même hostilité d'ordre. Depuis le FI.~~
S'il est vrai que le départ de Demany se fit par fraud et abet dans nos
rang, alors devons reconnaître que les mots d'ordre lancés par Roch lors
de la dernière, portèrent leurs fruits et nous venies à l'ors. Le plus grand des
non-communales, membres du Comité National, suivent les mots d'ordre de Roch
et ne plus participer à nos travaux. En fait à la tête du FI les communistes
étaient isolés et cela ^{donnait} ~~permettait~~ à nos adversaires ^{de la possibilité} ~~de s'organiser~~
^{d'affirmer que} ~~leurs arguments~~ ^{étaient} le FI de l'authenticité. Et un FI spécifiquement communiste
Ce n'est plus l'ancien FI. En fait, camarades, l'objectif de la réaction, était véritablement
atteint, surtout à la tête du mouvement. En plus, notre mouvement ^{fait sensiblement} ~~présentait une~~
^{déposer} ~~intendait beaucoup~~ ^{haut} du point de vue politique et du point de vue
lié avec les milieux des fractions.

À fin de porter un coup fatal à la vie de notre mouvement, les deux instances
avaient besoin d'une personnalité de chef nous reconnue par le gouvernement. Ils
la trouvèrent en la personne de Lénine, Commandant National des H.P. qui déclara
à cette occasion, reprendre les prérogatives ou l'inspiration d'un Parti dans les affaires
intérieures du FI. La Trise de Paris le Lénine entretenait avec malheureusement
le Ministère de la Défense Nationale ~~arrière~~ et de la Reconstruction à venir leur
position vis à vis de Gerlo et moi-même pour ce qui concerne les défendables de statuts.
et en plus, elle défendait une famille à l'Union Nationale de la Résistance armée aussi
quedans certaines communes officielles on voyait les drapeaux de mouvements de résistance.

1. Cette situation provoquée. le départ des ~~nos~~ communistes au sein du Comité National
elle entraîne en même temps de nombreux camarades membres du C. N. Ils ne se résignent
pas silencieusement le danger que courait notre mouvement. Il fallait l'intervention
quelque d'un camarade par qui les choses se passaient suffisamment pour le rôle qu'ils
avaient à jouer. L'un d'eux nous fait pour résoudre cette situation.

~~Il s'agit de~~ Avec l'aide
~~du Comité National~~ du Parti, de nombreuses réunions régionales furent organisées
et on le problème de la déviance fut posé et résolu.

Ces réunions portaient leur fruits. Ces réunions donnaient des résultats
appréciables. Les uns et les autres.

10. Ils permirent de constater que l'ensemble des membres de la base sat-
pour l'unité de notre mouvement et qu'ils ne veulent pas, dans de nos branches
régionales de l'auto-communisme national.
20. Ils permirent de constater que les besoins des Comités représentent une plate-
forme politique qui réunissent l'accord de la force même des décisions.
30. Ils permirent de dénoncer ~~Deux~~ les déviants et nos amis de plus en plus.
Deux ont particulièrement été jetés par de nombreux ~~membres~~ membres du P.I. qui
ne sont pas communistes.
40. ~~Elles ont permis de constater~~
~~Elles ont permis de constater~~
Elles ont permis de constater la grande faiblesse de ~~chacun des~~ l'organisation et de
chacun des différents secteurs de notre mouvement y compris l'Union nationale

57

Une deuxième action fut entreprise.

C'est la mise au point de la Réunion Nationale d'action du 3 février

Elle avait 5 thèmes pour objet:

- 1°) contre la politique d'annexion de la haute Alsace de l'occupant.
- 2°) la défense des résistants menacés et particulièrement Dockes
- 3°) la défense des droits moraux et matériels des résistants.
- 4°) contre le réarmement de l'Allemagne
- 5°) la défense de la souveraineté du Pop. et de la Paix.

Elle eut des résultats positifs.

- 1°) Plus de 50 chapeaux de feutre à la colonne du congrès et cela à 9 h 1/2 du matin.
- 2°) Elle nous permit de rassembler toute l'après-midi et le lendemain des dizaines de personnes. Le soir, la bleue-bleue et d'autres avec elle radio diffusaient notre résolution votée.
- 3°) Elle nous permit de nouer des contacts avec le Comité de Défense ~~française~~ et de préparer avec les camarades P. 7 et L. B. N. R. de la commission de législation à Paris.

Mais elle eut également des résultats négatifs.

D'abord la composition de cette assemblée ^{aurait pu être plus} ~~était~~ ^{représentative} ~~était~~ nombreuse. Les voix d'ailleurs du droit que c'était de la législation alors que lors les membres du P-I étaient réunis. La composition de la délégation à l'assemblée par exemple était large. A part les députés, Charles, Claudine, la grande partie des autres participants étaient communistes. En fait, les résistants du P-I n'avaient pas encore leur espace.

En résumé maintenant, la situation est la même actuelle de notre mouvement suite à ces actions menées -

aculé du Comité National du FI, il faut le

Le Comité National M. P. qui est fort composé.

17 membres. dont. 9 ont pris part. 5 entrés et 3 démis.

L'assemblée (Pélati Horta et Delbreck). et qui en font ce comité.

qui de les défendre et dont se vengent. L'autorité dans son effort.

De cette ~~admission~~ il ~~est~~ ^{est} ~~appert~~ ^{appert} que la vi nos camarades ont ~~seulement~~
huelo o la hie, la ~~et~~ nos camarades, hie l'ent d'une force constante dans le I-I.
la dissidence ne nous pas ^{malgré ses efforts} c'est vrai pour l'ou 7. c'est vrai pour l'ou 7. pour la l'ou 7.
pour Charles. l'ou 7. et ~~pour tout le dit~~ l'ou 7. la. ou nos camarades ne tout pas les ~~seulement~~
~~est. l'ou 7. l'ou 7.~~ a la base, la dissidence ~~admission~~ l'ou 7. l'ou 7. l'ou 7. l'ou 7. l'ou 7.
fait pas nos camarades ~~seulement~~ d'admission. c'est vrai pour l'ou 7. pour la l'ou 7. l'ou 7.

Il ~~apparaissait~~ ^{apparaissait} également et de plus en plus clairement que ~~la dissidence~~
~~d'autre dissidence~~ ^{d'autre dissidence} ~~de l'ou 7. l'ou 7.~~ ^{de l'ou 7. l'ou 7.} ~~de l'ou 7. l'ou 7.~~ ^{de l'ou 7. l'ou 7.} ~~de l'ou 7. l'ou 7.~~ ^{de l'ou 7. l'ou 7.}

la ~~conscience~~ ^{conscience} de la dissidence. que une ~~admission~~ ^{admission} si petite soit elle.
nous permettant de renforcer notre front. et en haut de nous l'ou 7. d'autre
mouvements de résistance avec de objectif de plus en plus précis. Notre l'ou 7.
de l'ou 7. nous permet comme pour l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7.
Comité. Nous de l'ou 7. elle ne permettant également de renforcer notre front a
l'ou 7. de l'ou 7. et nos camarades de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7.
l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7.
de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7. de l'ou 7.

Sur le plan régional et local, nous avons vu cette dernière action comme à Pont (8)
de Loup - Lencour - e. Préf. dimanche hier. L'ach. et qu'on nulle -

Le Problème de la dissidence a abordé les comités régionaux et a
liés. domine? ~~il faut rompre le cercle d'autorités qui a~~ travers de ces documents il apparaît que le programme
du FI et autres et est pour la grande base de l'économie. Elle trouve
que nous avons de problèmes énormes mais cela ~~fait~~ ^{fait nommer} également une de nos faiblesses
qui est la vétusté de collectifs fédéraux. P.P. résidence. C'est collectif a
~~présent sans doute sur papier blanc~~ ^{font une exposition} à nous aucune utilité. ^{et un responsable nommé}
^{rent les igni}

Il apparaissait de lui se plus clairement que l'on devrait succéder (9)
des moyens de rapprochement pour éviter l'isolement pour éviter la conservation.
de la dissidence. Il fallait que le Secrétariat redevienne représentatif.
pour tout le F.I. Il fallait que le Comité National reprisse son aspect.
Normal. C'est celle une des buts de l'Assemblée du 9 mars avec
comme ordre du jour. Le F.I. et la dissidence. Et l'importance du C.N. Bledin
du Secrétariat National et se fût plan d'action pour la réalisation de notre programme.
Cette assemblée sera donc un corps sans que tout le Comité National.
l'est pas renouvelé - Tout doit être mis en œuvre pour la venue de
cette assemblée. Cette réunion doit nous permettre de ramener tous les hésitants
à fin d'éviter la dissidence.

La Reussite de cette assemblée est elle possible? est elle realisable? -

Je crois que oui et je ne veux comme preuve que ceci -

[illegible]

également de force de la force de l'effort. Brillant libéral mais habitant so. (11)
 Nicolas Weyen. Il est pourtant nécessaire et urgent d'avoir des candidatures non communistes.
 au Secrétariat et aussi les propositions que ~~Gustave~~ nos pour soumettre - Gerbo -
 Grandjean - Davenne. Deubant - ~~de Duerck de Gand~~ - Leclercq Philon de Bruges. Delebray
 et Deuamme. Pour ce qui me concerne - je ne suis pas d'accord. pour deux ans la première
 C'est que d'un raccourci encore une tâche supplémentaire alors que j'en ai déjà débordé.
 la 2e. C'est que j'ai peur que il n'y ait même une possibilité d'apaisement. il n'y a pas moyen.
 avec nos communistes que tous les autres pas profitez d'une situation déterminée pour renverser la
 fonction communiste tout au moins certaines fonctions de la tête d'ensemble. Ma liste
 actuelle ne permet comme ça d'usurper quel secrétaire et être lié avec la base X.XX
 du 10 et ces camarades. Ce qui est vrai. si dans le 8 nous qui venons nous ne
 pouvons pas. tout nos forces pour que la réunion du 9 ne permette pas de
 éléger un Secrétariat National et un Comité National très large. la preuve
 sera faite alors que nos hommes existeront et c'est peut-être ce qui attendent les autres
 pour l'exploiter à la vue du Congrès que ils annoncent. Soit pour provoquer
 ne briserons rien. ne briser pas la chaîne mais libérons nos camarades de l'étranger.
 pour qu'ils habilitent une délégation la plus large possible à la réunion du 9. et pour qu'ils
 viennent avec des candidatures non communistes. Schaebeek pour exemple.
 à éléger des observateurs pour le 9. Il est certain que leur décision ne fera pas de
 doute si les communistes sont seuls une Comité National -

7xx

Intérieur du mouvement.

Cela n'est pas suffisant. dans le cadre de ~~Secrétariat Général~~ F.I., il faut aussi ¹¹²
~~que les comités du Parti~~ une forte refaçon et un contrôle sévère de l'œuvre et nous
 nous faisons les propositions suivantes.

Crisle. Responsable de tout le mouvement.

Collas. Responsable de la gestion de la Maison de la Résistance et des F.I.

Grandjean. Le contrôle et le développement des actions et les relations
 avec F.I. dans le cadre de la résolution du Congrès. Elle devra
 se faire avec une responsabilité absolue et personnelle.

Belam. Amicale P.A. et coordinateur P.A.-F.I.

Devaune. Responsable et organisateur.

Une autre relation est faite dans l'ouvrage, l'un est un livre nouveau
numéro. c'est la relation avec la formule 700.

Après ça, c'est la nouvelle formule à résoudre. Encombrement de
l'hygiène pour le monde. Communauté.

Mais de la difficulté pour le monde. Pour le monde. Les hommes
sont tous différents. Nos idées, nos faits, le monde n'est pas le même.

C'est et c'est 180.000 pour le monde. Les hommes sont tous différents. Les hommes
sont tous différents. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents.

Il y a des hommes. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents.

Un autre problème. Un autre problème. Un autre problème. Un autre problème. Un autre problème.

Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents.

Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents.

Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents.

Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents.

Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents.

Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents.

Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents. Les hommes sont tous différents.

Il est certain que si nos gardons la responsabilité de l'Etat, les "renforcements"
automatiquement vont venir vis à vis des membres de la base. En effet, si
il y a des comités. L'ensemble dans le cadre politique, il y a aussi les hésitants.
qui ne voient que les avantages accordés. Pour eux, il est absolument nécessaire
de rester ou d'adhérer à l'ensemble qui perdure la responsabilité.

De fait, la composition. le F.I. dépend de 2 ministères. D'une part du Ministère
de la Défense Nationale pour la Milice Patriotique. D'autre part du Ministère
de la Reconstruction pour la Résistance civile et la Presse clandestine -

La part est difficile au Ministère de la Défense Nationale et au Ministère de
la Reconstruction. Parce que. au Ministère de la Défense Nationale, c'est lui qui est en
fait le responsable de M. P. L'autre part au Ministère de la Reconstruction. C'est lui qui
tient pied à terre pour la Résistance civile et la Presse clandestine sauf pour les
détachements on leur donne un peu comme des F.I.

Pour ce qui concerne le Ministère de la Défense Nationale. Lorsque l'un
l'autre son pouvoir communiqué, immédiatement je lui envoie au préalable Colonel
de Riedler qui me dit les circonstances de la nouvelle situation etc. Je crois que je
vais aller voir les correspondances avec le 38. Rue de la Bastille en attendant. Une
décision définitive je la prendrai. entre cette façon de faire en montrant que en fait
il faut aller plus loin pour l'un et d'autre part. la résolution du Comité National.

M. P. aussi que les nombreux résolutions de comités régionaux envoient le
Colonel et ils ne peuvent pas élever de l'un à l'autre. une si grande partie
des ^{Comité FI} aussi que les rapports du Comité National de Milice Patriotique qui
avaient toujours leur solidarité avec la responsabilité Guebet. Mais même -
M. P. d'autre part. on n'a pas que le statut nos statuts et des obligations
vis à vis du Ministère de la Défense Nationale. la justification de l'ensemble des faits -
les résolutions - les corps de travail et autres choses - Il est certain que si
les réponses par le service à toutes les demandes, ce sera un travail en plus pour

12
les relever la liquidation et les remettre à l'arrêt. Si dans les prochains jours
nous ne sommes pas à côté de nos meilleurs amis revendiquant leurs droits légitimes
pour intervenir auprès de certains commissaires pour la défense devant les commissions
Cela creuse de recrudescence parmi les membres et favorise leur défection. Mais si
on continue. Les faire le nécessaire pour eux et particulièrement la ou la
démocratie agit à l'arrêt la République. Si demain je ne suis pas la première
politique du FI que je ne introduit une proposition de loi pour eux et qu'il
n'a pas fait de documents pour compléter leur dossier je leur renvoie que parmi eux il
y en a beaucoup qui qu'on veut Roch -
Si on les se dirige comme liquidation National. et l'arrêt de la République si
demain on ne relève la liquidation je ne puis plus tenir à l'arrêt et Adam le relève
seul pour baigner avec un adversaire en plus franches ce sera la République
de l'arrêt. D'ailleurs mardi dernier de l'arrêt contre moi ont été de
la République. Il faut que je crois que l'on définit exactement que elle attitude
les deux frères Adam et moi si cette ~~offensive~~ ~~attaque~~ ~~attaque~~ continue à
être faite.

Quant au Ministère de la Reconstruction se n'est pas tout est nous attaqués.
Cela ne veut pas dire que toute situation est plus avec l'arrêt de la République. L'attitude du
Ministère de la Reconstruction a été regardé et plus méchant encore. Il a d'ailleurs
reconnu le Front National de l'Indépendance, il en fait officiellement la reconnaissance.
C'est comme au Ministère de la Défense Nationale, notre mouvement doit profiter
au Ministère de la Reconstruction. L'argent ne nous occupe pas. Le fait est que nous
que l'argent bloque. Dans ce domaine on ne nous les fait. On plus tôt si nous
sommes refusés jusqu'à gauche. On nous que solidarité et déblocage méritent
de nous relevant à plusieurs milliers. Comme solidarité et se faire reconnaître. C'est la
FI que reconnait. En plus on reconnaît les droits de l'individu que on fait au
membres que ce soit pour les instances civiles, la presse clandestine. Le fait de P.P.
etc. On le fait pour les droits de l'individu ou de complément de droits.
Le Parti et la FI ont fait un rôle important dans la presse clandestine. Le Ministère de
la Reconstruction veut minimiser le rôle, et ~~l'arrêt~~ est nécessaire de sa défense.
Mais pour cela, il faut aussi faire les blocages de finances clandestines. Les deux
faire de nous les recommandations qui ont fait un rôle important dans la
presse clandestine.

Dans la circonstance présente, l'intention d'occuper de la liquidation d'une façon
durable et permanente ~~insuffisant~~ que une nécessité pour la vie de notre
changement.

Plan de la démission

Je me suis dit bientôt que le F.I. n'avait plus d'argent mais il a tout même
un patrimoine. Ce patrimoine est pour une Caisse d'Administration -
La caisse c'est la pétitionnaire. Lorsque Demany était le premier secrétaire
général, il a créé la Caisse d'Administration. Il était jamais venu en la fin.
Il a fait le même acte de achat de l'immobilier avec que 2 fois verbaux
dans le statut, la même à certains pas mais c'est clair. Les membres du comité -
National F.I. Prof. ~~Propriété démissionnaire~~. Le F.I. se trouvait sans argent. Il a écrit
une hypothèque de 5000 francs sur la maison. Lorsque ~~le~~ Demany a démissionné.
et qu'il a fini sa mission au sein du problème, on a constaté que ce n'est plus maintenant
au Conseil d'Administration; les élus maintenant ~~se sont~~ à l'assemblée
générale et que d'autre part Roch avec quelques éléments administratifs.
et qu'il a fini de l'organisation. Demany et ensuite il a écrit les lois membres.
Prof. il a constaté de plus en plus que la caisse se trouvait en déficit et que
les biens n'ont pas pu être vendus mais il a constaté également que il ne
fallait pas faire de faux pas et que cette affaire pourrait devenir une affaire
judiciaire d'un moment à l'autre. Comment se présente la situation actuellement.
Les 7 membres du Conseil d'Administration. 4 sont communistes, Gerlo, Collas, Devienne, Michels.
1 est démocrate. Roch, un autre et dans l'administration. Font le 7. et Pilate qui lui a
été pris de nos jours. Il a été pour l'heure de la démission. L'assemblée générale
et a constaté communément par l'effet de l'absence de la maison. Les 11 ans, l'assemblée
le 1er. L'argent de l'hypothèque qui se trouve à 5.50.000 francs et celui du Comité chaque et
il lui en laisse pas. Je suis sûr que d'un à deux ans, nous pourrions provoquer une assemblée
générale de membres et renouveler le conseil d'Administration. Toutefois il serait de
la même importance que une assemblée judiciaire des partis. Tout de même pour la maison et la
donner la caisse afin d'éviter un faux quelconque.

Je ne m'acharmerai pas à terminer cette partie sans signaler cette faiblesse de nos commandés.
Je ne suis pas le seul qui ait vu le Conseil d'Administration et j'ai vu 4 commandés en
plus le président du conseil et commandés formant ~~un conseil de la Fédération~~
le bureau et commandés, formant les commissions à mi-temps, et l'assemblée de la maison.
et j'ai de l'ouvrage à faire. et c'est la constitution de la fédération et de l'assemblée
réunion et c'est tout -

Pour conclure.

Je m'acharmerai donc que tout le mouvement ~~soit~~ de front et de force sur
notre tâche que il s'est assigné au dernier congrès - Ceci
pour jouer ce rôle de meneur inquiet et impétueux :

10. ~~Administratif~~ ^{Tout mettre en œuvre} ~~immédiatement~~ pour la préparation de la fédération du 9 Mars.
20. Pour l'intermédiaire des collectifs P.D. existants ^{aidé par} la fédération du parti.
notamment de commandés responsables F.F. ^{liste} des mots d'ordre d'action beaucoup
dans le ~~travail~~ ^{pour} de résolution du congrès.
30. A l'échelle nationale et. Regional. une fois le parti et un comité.
severs de tâche - Pour ce qui concerne l'échelle National.

Je récite les fonctions de travail :

- Girio . Responsable de tout le mouvement !
- Collar . Responsable de la base de la maison et des bureaux de la
- Chaudreau . Les problèmes politiques F.F. Contrôle et développement
dans le collectif F.F.
- Adam . Immuables P.A. et rapport P.A. P.I. dans la liste de l'histoire
- Devouaux . L'enseignement et l'organisation

Commandés je crois que si

- Levins ~~et~~ Girio
Grain
Devouaux

J. 2. 632
17. 000

Cde 7 Berfve
de J. Tefoc

Décision B.P. du 1/3/1952.

- ✓ Location salle Elysée : d'accord.
- ✓ Modification journal A.B.S. : faire appliquer décision antérieure.
- ✓ Liquidation section J.P.B. : " " " "

Invitation Cde Hollandais - Van Hoorick.

Position sur allocation chômage :

75 % salaires manoeuvres - 1ere catégorie.

Glineur fera article D.R.

Pétition socialiste contre 24 mois : prendre position contre, modalités, application seront examinées lundi au Secrétariat.

F.I. : Augmenter appareil d'un permanent pour 6 mois - revoir après.

Livre de caisse : le remettre en faisant signer photocopie conforme.

Ordre du jour journée de dimanche :

- Inventaire de ce qui a été fait - proposition travail.
- Créer appareil nécessaire pour préparer Congrès.

Secrétariat provisoire pour préparer Congrès.

Axer sur lutte contre réarmement allemand.

Ne plus utiliser Bertrand Huy, exclu du Parti pour titisme/
Cas C.C.P.

- Faire faire enquête sur Rénovation par Verdoodt et Van de Sompel.
- Cas Stas : blâme sévère et contrôle application décision.
- Bulletin des exclus à publier.

Communiqué B.P. :

- Grève des mineurs ;
- 0,50 F supprimés;
- Pétition socialiste contre 24 mois ;
- Procès américains.

Présents : Lalmand, Terfve, Van Hoorick, De Coninck, Glineur, Herssens, Vanden Boom, Libois.
Absent : Borremans malade.

Rapport sur application des décisions CC juillet 1951. A.P. Education
Rapport traitera uniquement des questions AP et Education, ne traitera ni de la presse, ni de Communisme qui sont secteur Terfve.

1. Sens des décisions de juillet 1951.

Déroulaient des constatations faites par Lalmand et Terfve au CC
Devons contrôler ce qui a été réalisé et constater les insuffisances qui subsistent en tenant compte du sens donné au CC de juillet.

2. Agitation et Propagande.

Examinons d'abord ce qui est resté le plus déficient : A.P.
Si nous examinons la situation politique au cours des 6 derniers mois que se dégage-t-il au point de vue des questions sur lesquelles auraient dû être axée la propagande et l'agitation?

Attention des masses éveillée par conséquences du réarmement et politique du Gt Phollien.

par pourparlers internationaux au sujet de la guerre ou de la paix
par les remous grandissants que provoquent les initiatives de paix de l'URSS et la marche au communisme.

Notre propagande agitation a-t-elle été concentrée sur ces objectifs déterminés. A-t-elle été suffisante?

Oui et non à la première question,
non à la seconde.

Pourquoi oui et non à la première question?

Parce que nous n'avons pas de dure que notre propagande centrale, fédérale et locale, ainsi que des principales organisations de masses que nous influençons ont fait propagande agitation à rebours.

Parce que malgré tout l'empirisme de notre AP a dominé encore le côté planifié, prévu et mûrement réfléchi.

Caractéristiques politiques des journaux et tracts fédéraux :

1) Que devient la ligne du Parti ?

- A part rares exceptions, il n'y a pas d'erreurs politiques,
- Mais il apparaît que nos rédacteurs de tracts et journaux ne sont pas assez préparés pour populariser, adapter notre ligne.
- On ne retrouve pas assez, si pas du tout le reflet des communiqués du B.P.

- Trop négatifs et pas assez positifs.

2) Les causes des difficultés des travailleurs sont assez bien exposées dans les journaux pour chômeurs, locaux,

- ils ne le sont concernant les attaques contre les salaires, le décalage salaires-prix.

- Mais ne démontrent pas assez les liaisons politiques financières du patronat,

la lutte idéologique contre les dirigeants de droite PS et syndicats est très peu menée,

- pas de lutte contre les chefs démocrates-chrétiens,

- l'unité de la classe ouvrière est évoquée, elle n'est pas démontrée à la base des faits, des nécessités pratiques,

- l'opinion des travailleurs ne se reflète pas dans nos journaux,

N'empêche que de très bonnes choses ont été réalisées.

Nous devons donc mettre fin à l'empirisme qui persiste. Il faut tout en ne se laissant pas enfermer par un plan, savoir étaler notre propagande agitation sur une longue période.

Devons améliorer le contenu politique du matériel local, d'usine et fédéral.

Propositions pour la popularisation du programme :

Populariser chapitre par chapitre pendant quelques semaines dans DR.
Brochures sur fiscalité, pensions etc....

Brochures régionales,

Inviter les fédés et sections à s'inspirer de notre programme pour leurs tracts et journaux dans leurs distributions spectaculaires dans leurs meetings.

Nos conférences, meetings Staline et Lénine doivent en être imprégnés.
Toute notre propagande AP peut en être imprégnée jusqu'au 1er mai puis jusqu'aux élections communales d'octobre.

Pourquoi non à la 2e question?

Parceque beaucoup plus peut être fait dans le cadre de nos possibilités immédiates.

Bilan matériel en 6 mois ;

Centralement : 932.000 tracts, 5 sujets.

20.000 brochures sur 2 sujets.

Fédéralement 186.350 tracts,

4.500 brochures,

4.600 affiches,

65.000 journaux locaux et d'entreprises.

Fédérations en tête : Flandre Orientale, Anvers et Liège.

Cas Borinage, Charleroi et Ath Tournai qui ont leur page dans DRD.

Matériel sorti par les O.M.

Tout ceci démontre que l'amélioration considérable érigée par le CC est loin d'être réalisée dans le secteur A.P.

Les causes?

a) Nous n'avons pas encore travaillé sur plan, nous établissons un plan concret de développement presse entreprise et locale, aide et orientation aux rédacteurs.

b) Collectif AP fédéraux sont loin d'être mis au point malgré plusieurs rappels aux instructeurs, peu de réalisations. Il faut un délai.

c) Budgets peu établis et difficultés financières font reculer les fédérations.

d) Manque d'équipement technique n'engage pas les sections à éditer. Manque de connaissances de la situation et difficultés d'adapter les mots d'ordre du Parti persiste.

Le plus important est de convaincre politiquement les militants.

e) Bureau AP central contrôle maintenant systématiquement tout ce qui paraît, critique, écrit si nécessaire. Danger de la critique de certains textes par en haut.

Bureau AP n'a pas assez impulsé,

ni pour la sortie matériel fédéral et local,

ni dans le domaine AP orale.

f) Pourquoi le Bureau APE n'a-t-il pas assez dominé la situation?

a) parcequ'il m'a fallu certain temps pour mettre collaborateurs à leur place, les guider, les impulser,

parceque le travail parpartoire pour l'éducation à tous les échelons a pris un temps matériel considérable.

La juste balance n'a pas été tenue, quoique je ne regrette pas d'avoir donné une grande attention à l'éducation, secteur où le retard du P. était le plus considérable.

CC janvier 1950 avait déjà décidé :

«Le CC insiste d'une façon spéciale sur le relèvement idéologique de l'ensemble du Parti. Il considère que les faiblesses dans ce secteur subsistent et sont à la base des fautes et carences d'un grand nombre de militants, comme elles expliquent dans une large mesure l'inactivité de trop nombreux membres.

Nous n'avons pas le droit de ne pas donner toute notre attention à

cette question, nous devons opérer le redressement par tous les moyens.

3. Education dans le Parti.

a) Soirées éducatives : 79.

Thèmes traités :

I La guerre est-elle fatale? 3 textes.

Ce que les guerres contiennent) l'humanité I

Qui est responsable de la misère et du mécontentement 4

Signification révolution d'octobre I

Question de la liberté 4.

Staline et la paix et l'indépendance 2.

Les thèmes étaient bons, collant à l'actualité, parfois matériel trop touffu.

Avons reçu nombreuses lettres félicitations, demandes de renseignements. Stimulation achat oeuvres théoriques.

Il est incontestable que c'est la bonne formule d'éducation qui a permis d'améliorer et renforcer le travail du Parti.

Il y a moyen de pousser plus à fond, à condition que nous ne soyons pas freinés par le praticisme.

Avons besoin de l'action de tous les instructeurs CC et SP fédéraux

C'est encore une bataille politique à gagner.

Groupes étude matérialisme et Histoire PC URSS.

b) B.P. 3 cercles fonctionnent avec 12 camarades.

CC, 12 cercles fonctionnent avec 56 camarades dont 16 non CC

Militants : 44 cercles fonctionnent avec 218 militants.

Programme connu.

Aux cercles BP avons assisté à approfondissement des problèmes théoriques

Aux cercles CC trop tôt pour donner opinion, mais il semble que là aussi approfondissement comparativement à la formule,

Pour cercles militants, devons craindre des difficultés avec moniteur et avec participants.

C'est pourquoi j'insiste pour que les membres du BP conduisent leur cercle de militants CC de telle manière à éclaircir les problèmes, à faire éducation des moniteurs.

4. Ecoles fédérales.

Ne sommes pas loin.

L'école au Borinage et c'est tout.

Notre programme sera prêt ce mois-ci.

Nous ferons en sorte qu'une dizaine d'écoles fédérales s'ouvrent prochainement. Mais nous sommes serrés au point de vue des moniteurs que l'on peut agréer.

Les lectures comprendront et l'étude du passage théorique important Histoire PCB URSS et des rapports et discours militants belges.

B. Ecole Centrale.

Commencée début octobre, finira début avril.

Considère que c'est une bonne expérience, non seulement par la révision du programme, mais par le fait que les camarades restent liés à l'activité du Parti (mi-temps)

Caractéristiques de notre programme :

I. Matérialisme dialectique et historique.

Société capitaliste.

Marche vers socialisme.

Société socialiste.

Politique de guerre ou de paix.

Problèmes d'organisation et des cadres du Parti.

6. A la suite du CC de juillet avons aussi décidé publier un guide lecture de l'Histoire du PCB URSS afin de pousser à l'étude personnelle. Nous pensons qu'il faut revenir momentanément sur cette décision. Ce serait briser une étape que de nous occuper de ce problème de l'éducation.

Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas pousser à la lecture des classiques et de notre littérature.

6. Etude de la langue russe.-

Solution boiteuse jusqu'à ce jour, les cours payants ABS.

Il faut trouver des profs et dresser une liste de militants désignés pour suivre ces cours.

Notre effort d'éducation provoque quelques remous dans le Parti.

Les praticistes étroits n'ont pas encore désarmé.

Ils considèrent que l'effort à peine commencé met en danger le travail du Parti. Pas un hasard que des fédérations n'ont pas fait leur devoir et que des instructeurs liassent passer.

Le rythme est fort, quand on le compare à ce qui a été fait jus'qu'ici.

Estime que si nous tenons fermement il y a peut-être quelques perturbations dans le cours actuel du Parti.

Mais nous n'avons pas le droit de reculer.

Devons nous rendre à mener jusqu'au bout les décisions du CC.

On ne fera jamais assez pour l'éducation marxiste léniniste de nos cadres.

4. Fonctionnement de l'Appareil Central APE.

Le contenu du rapport démontre comment a travaillé APE central.

Il a montré ses cotés positifs, ses lacunes et faiblesses.

Il est composé de 4 cadres :

Herssens, ouvrier d'origine ouvrière,

Dachet, journaliste origine ouvrière, 1/2 temps

Motquin, régente, origine ouvrière,

Cleassens, intellectuel.

Plus Rouchet mi temps ouvrier, d'origine ouvrière.

Composition APE s'est amélioré.

Propose maintien comme tel.

5. Fonctionnement des 2 commissions.-

Pas encore positif.

Education : 2 réunions, nécessité élargir.

AP pas de réunions.

M'ai sous-estimé peut-être ce que peut donner comme aide les commissions.

6. Récapitulation des propositions et décisions à prendre :

A.P. Développer décentralisation propagande,

Aide concrète aux camarades qui éditent.

2 campagnes de meetings : Staline, Lénine.

Pendant plusieurs mois avec notre AP sur programme revendicatif jusqu'au 1er mai,

Centralement question diffusion trop petite,

Bee : orienter politiquement et techniquement et développer les publications locales et fédérales.

Education.-

Poursuivre tout ce qui a été mis sur pied depuis juillet.

Développer soirées éducatives.

Mettre sur pied dizaine écoles fédérales, en janvier.

Appareil central Commissions.

Appareil en place a été défectueux.

Mettre date pour constitution appareils fédéraux.

Commission Education, la serrer en place.

Commission AP laisser en place.

Problème montée des cadres qui se forment par l'étude théorique.

ARRIVER à travail pratique entre Borremans et Herssens.

Rensigner à Borremans liste travail théorique accompli par les 250 militants du CC et fédéraux dans cercles d'étude.

Van Hoorick

- Propose d'abréger l'introduction au rapport car elle n'apporte aucun élément nouveau.
Etre plus concret en ce qui concerne les conséquences de la politique de préparation à la guerre sur les communes.
- Examiner complètement le rôle des organisations de masse dans ces élections.
- En ce qui concerne la liste ~~unitaire~~ unitaire, Van Hoorick pense qu'il faut un programme minimum et spécifier de quel programme il s'agit. L'essentiel est qu'il y ait une prise de position. Il se demande s'il ne faut pas tendre une perche aux socialistes à la base et à la jeunesse.
- Sur le plan communal, accorder une très grande importance au chômage et à la possibilité de résorption du chômage. (s'inspirer des ex. de l'Italie et de la Hollande).
- Dans la préparation des élections il faut toujours lutter pour l'accomplissement de notre Programme.

Borremans

- Fait quelques remarques sur les essais du rapporteur de tracer une parallèle entre la politique de 1945 et actuellement. Pense que ce passage devrait être modifié.
- Pense qu'il faudrait démontrer qu'il n'est plus possible de faire quelque chose dans une commune, sans les subsides du gouvernement. Demande quelques exemples concrets.
On ne peut pas faire une campagne électorale communale, sans relier tous les problèmes communaux à la politique gouvernementale.

- 1) crédits communaux
- 2) subsides du gouvernement qui sont bouclés depuis 1949.

Il faut engager la campagne sous l'angle de la défense de notre Programme revendicatif et dans les derniers mois discuter le Programme communal : faire une différence entre le Programme revendicatif et le programme communal. Au lieu de partir du Programme communal dès à présent, il faudrait commencer par le Programme revendicatif du Parti et arriver au Programme communal.

Candidats ; commencer à s'occuper dès à présent de ce problème. Un des critères principaux pour les candidats : dévouement et attachement au Parti. Est d'avis qu'après le CC il y aurait lieu d'établir les listes des candidats. Les candidats seront désignés :

- sur proposition des cellules
- la section terminera la liste par vote ouvert
- la liste montera au C.F. et alors le contrôle se fera par la CCP.
- contrôle par les membres de la CCP des critères
- contrôle de la CCP et le B.P. s'il y a contestation. Ce contrôle devrait se faire avec le délégué du CC de la fédération intéressée.

- Profiter de la présentation des candidats pour avoir le maximum de renseignements sur le candidat. Désigner un responsable pour rassembler ces renseignements, ce responsable pouvant devenir par la suite le responsable cadres de la section.
- Après contrôle CF et échelon CCP, retourner à la section si on n'est pas d'accord (?).

Liste unitaire

Borremans croit que ce point devrait être modifié. Il est trop pris sous l'angle politique et n'est pas assez concret. Nous devrions prendre une position sur les mots d'ordre à présenter, propose :

- diminution massive du budget de guerre
- liberté du commerce entre tous les pays
- Pacte de Paix
- contre le réarmement allemand
- retour au 12 mois de service militaire.

Le texte présenté par le rapporteur donne trop peu de chance d'arriver à constituer une liste commune.

Van den Boom

- Il y a trop souvent des répétitions politiques qui viennent ~~trop~~ à des endroits différents du rapport.
- Est d'accord que le caractère politique de ces élections soit évidemment plus important que tous les problèmes communaux, mais croit néanmoins qu'il ne faut pas faire disparaître les problèmes communaux. Pense que ces problèmes nous permettront de rendre plus clair ce que signifie la politique actuelle du gouvernement, en expliquant par exemple au personnel communal mécontent de toute une série de mesures prises contre eux, où va l'argent et les raisons pour lesquelles ces mesures sont prises. (donne quelques ex)
- Attacher une très grosse importance au problème de l'autonomie communale. C'est un mot d'ordre qui est populaire.

Programme Notre cahier de revendications contient les éléments essentiels. Les camarades les appliqueront aux différentes communes. Les problèmes communaux pourront être très concrets dans chaque commune. Deans ce domaine, mener la bataille sur les questions propres à la commune.

Compte rendu des mandats

Populariser les réalisations de nos conseillers. Au cours ~~xxx~~ de ces compte rendus, il y aurait lieu de critiquer les partis adversaires. Nos mandataires devraient convoquer le personnel de la commune et voir avec eux les questions qui les intéressent. Discuter aussi de la question de l'Enseignement et du subside accordé par le gouvernement aux institutions catholiques.

Liste unique V den Boom croit qu'il faut le faire. Politiquement très important (voix perdues etc) Il faudrait proposer un programme qui aux yeux des ouvriers soit acceptable. Première chose: ne pas négliger les problèmes communaux. Rechercher des positions prises par les jeunes gardes socialistes et les socialistes dans certaines communes et voir si ce sont de choses avec lesquelles nou

pouvons marcher : certains conseils communaux qui ont pris positions pour le Pacte à 5 etc.

Fond électoral : un seul fond.

Lalmand

- Première partie du rapport : je pense qu'il faudrait tracer une parallèle entre le climat dans lequel se sont déroulées les élections communales antérieures et celles-ci. Le rapport ne fait pas ressortir clairement cette différence. Il a donné du climat dans lequel se sont déroulées les élections de 1946 une définition floue, tendancieuse, du climat actuel une impression diffuse.
- Politique américaine en 1946 pas apparue aussi clairement que maintenant (depuis 1947, discours Churchill à Fulton etc) politique ouverte de préparation à la guerre. Cela implique toute une série de modification comme conséquence de cette politique nouvelle.
- D'autre part, manque dans le rapport un souci de concrétiser quelles sont les répercussions et modifications de l'orientation de cette politique sur le plan communal. Je pense à quelques exemples de l'attitude du gouvernement vis-à-vis des communes, compromis de l'autonomie communale. Nous constatons qu'il y a toute une série de mesures prises par le gouvernement en ce qui concerne les communes. Il est certain que les restrictions apportées à l'autonomie communale par le gouvernement se répercutent sur toute une série de problèmes. Conséquences : les écoles n'ont pas été agrandies, les crèches n'ont pas été construites, toujours parce que le gouvernement intervient.
- Lacune dans le rapport, le souci de démontrer que la politique de préparation à la guerre a une répercussion sur le plan de la politique communale. L'analyse de la situation politique de l'adversaire est trop confuse et pas assez liée aux élections communales. Il faudrait rattacher davantage aux problèmes communaux les élections communales. Signification des élections communales vue la tension qui existe, la gravité de l'heure, l'importance des ~~xxx~~ tâches auxquelles nous sommes exposés, les possibilités données par les élections communales de clarifier ces problèmes. Tout cela confère aux élections de 1952 une signification toute particulière.
- Il faudrait quelque peu préciser : liaison entre les problèmes communaux et politiques. Relier les problèmes communaux aux grands problèmes politiques ne doit pas signifier qu'on noierait les problèmes communaux. Accorder une importance capitale aux problèmes communaux doit servir pour clarifier les problèmes fondamentaux. Ex: avons fourni des efforts pour faire voter des vœux pour Pacte à 5 par communes. Nous sommes loin d'avoir démontré que nous avons une conception juste de ce que signifie la liaison de nos mandataires sur le plan de la commune. Budget par ex. démontrer à la population quelles sont les conséquences sur le plan communal. Correlation entre la situation communale et la politique de guerre du gouvernement/

Campagne électorale : doit comporter plusieurs étapes. Importance

que doit prendre l'amorçage de la dernière période.

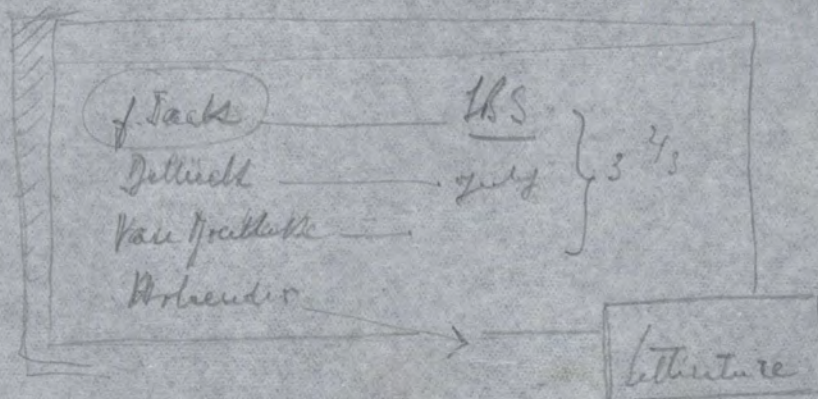
- Là où nous n'avons pas d'élus, expliquer ce que les mandataires communistes ont réalisés dans diverses communes. Comparer nos positions aux positions ~~des adversaires~~ adoptées et défendues par nos adversaires
- Dans pas mal de communes, inviter nos auditoires à constater les contradictions dont se rendent coupables les socialistes qui défendent des thèses qui sont incompatibles avec leurs positions en ce qui concerne les problèmes politiques.
- Insister sur l'émulation pour la récolte des fonds
- Obtenir que la presse participe à la campagne le plus tôt et le plus efficacement possible.
- Le monument Lahaut est un bon élément pour la campagne du Parti. Mener rapidement la campagne pour les fonds de ce monument.

BUREAU POLITIQUE DU 22.3.1952.

Rapport Politique.

- Guerre bactériologique : réclamer l'interdiction de cette arme.
- Conférence de Moscou : en tirer profit au retour.
- Lutte revendicatives : s'attacher aux petites revendications ;
lier à paix par 24 mois, impôts de guerre, fermeture d'usines,
rapport Est-Ouest.
- Popularisation programme : relier aux élections communales.
- Délégation Ougrée Marihaye : voir longuement le responsable,
le mettre en contact avec camarade habitué, connaître
d'avance les questions qui intéressent.
- 1er mai : propositions unitaires sur base régionale - possibilité
Comité coordination avec S.U. - J.P. - Pensionnés - moins
U.B.D.P. - R.F.P.

Exclusion Brunfaut - Crévecœur - vérifier si toutes les fédérations
ont été avisées.



Présents : Lalmand, Terfve, Herseens, Glineur, De Coninck, Libois, Vanden Boom.

Malades : Borremans et Van Hoorick.

Rapport sur situation politique par Herseens.

Camp de la paix : deux faits dominant la situation depuis dernière analyse au B.P. :

Adoption et signification du budget 52 en URSS.

Propositions de paix de l'URSS avec l'Allemagne.

- Budget URSS : Adversaires disent que l'URSS augmente ses dépenses militaires.

Or, budget est essentielle pacifique :

37,8% à l'économie nationale,

26,2% activités sociales et culturelles.

23,9% à la Défense Nationale.

La presse n'a vu que la hausse du budget de guerre.

Or, comparons aux autres pays : les USA 80% etc...

Les recettes amènent la réduction des impôts pour les citoyens.

9,3% payés par les citoyens, le reste par les entreprises.

Ce budget démontre une fois de plus la supériorité du monde socialiste sur le monde capitaliste en plein déclin.

- Propositions soviétiques de traité de paix avec l'Allemagne.-

Importance capitale pour maintien de la paix.

Certains troubles parmi des camarades et à l'UBDP.

- Propose un traité de paix entre toutes les puissances ayant été en guerre avec l'Allemagne et l'Allemagne unifiée.

- Fait ressortir la souveraineté de l'Allemagne.

- Permet à l'Allemagne d'avoir à nouveau des forces armées dans les limites d'un traité de paix.

Il est en effet juste, ainsi que l'a fait remarquer Grotewohl dans un discours que la question de l'Allemagne soit résolue, il est inadmissible que 7 ans après la fin des hostilités il n'y ait pas de traité de paix et que l'Allemagne n'ait pas encore recouvré sa souveraineté nationale.

Potsdam a prévu non seulement l'extirpation du nazisme, la démilitarisation, le démantèlement des usines de guerre, mais aussi la reconstruction pacifique de l'Allemagne et la possibilité pour elle de prendre à nouveau part à la vie internationale.

Rappelle le message de Staline à Pieck saluant l'Allemagne démocratique et pacifique.

L'Union Soviétique veut rétablir le peuple allemand dans ses droits

- empêcher l'Allemagne de s'intégrer dans un bloc agressif,

Il s'agit d'un projet ayant une immense portée de paix et garantissant notre propre sécurité.

Il appartient aux partis communistes de soutenir en aidant à construire un état démocratique.

Ce projet effaiblit l'impérialisme américain,

Aide au PC allemand.

- Préparation Conférence de Moscou.

Grand battage contre dans les coulisses.

Néanmoins importance considérable.

- Projet de constitution de la Pologne.

Enregistre progrès camp socialiste et progrès classe ouvrière,

Tout le pouvoir aux mains des travailleurs.

Constata que toutes les terres ne sont pas encore socialisées,

Annonce offensive contre éléments capitalistes de la ville et de la campagne.

Camp de la guerre.

-Conférence de Lisbonne.

A pour but de mettre sur pied en 52 l'Armée Européenne.

De créer 200 bases aériennes en Europe,

D'intégrer Turquie dans camp de la guerre.

Provoque des difficultés et contradictions.

Majorité du Parlement français a voté avec les communistes et renversé gouvernement Paul Faure.

Angleterre : opposition de 57 députés travaillistes groupés derrière Bevan.

En Europe du Nord des remous tendant à reconquérir neutralité (Finlande, Suède)

Lisbonne n'a pas réglé unité européenne, nombreuses oppositions, même en Allemagne.

Néanmoins les Américains ont imposé dépenses nouvelles d'où atteinte au niveau de vie, augmentation charges fiscales, augmentation des dépenses de guerre.

-Guerre Bactériologique en Chine et en Corée.-

Dénonciation par autorité Chinoises et Coréennes.

Télégramme des juristes démocrates délégués en Corée.

USA nient les faits, cependant dans le passé, nombreuses déclarations autorités américaines sur préparation guerre microbienne.

Refus de l'utiliser pendant la dernière guerre par Roosevelt.

L'utilisation de l'arme bactériologique démontre faiblesse de l'impérialisme qui ne peut imposer ses décisions à Pan Munjong.

- Situation en Belgique.

Retour de Lisbonne :

la note à payer, nouveaux impôts.

Difficultés énormes UEP.

Solution du gouvernement : réduction commerce avec pays UEP et orientation vers USA et zone dollar.

Discours Chambre autour opération gondola a jeté clarté sur dispositif de guerre, inclusion de nos unités nationales dans dispositif Américain.

Discussions sur 25 mois dans presse.

Amiral Mc Cornik a affirmé maintien 24 mois indispensable.

Lutte économiques des ouvrières, caractérisées par raidissement Gt et patronat :

ne pas renouveler les 0,50.

- opposition aux revendications communales et provinciaux.

-Refus prime de fin d'année mineurs.

- raidissement des grèves textile Gand.

Tenant compte du nombre des mouvements revendicatifs, on peut dire qu'il continue à s'amplifier.

Prise de position CGSP, Bureau FGTB.

Comme en octobre dernier FGTB réclame 3 milliards sur bénéfices réalisés, pour prime .

FGTB va engager campagne :

- pétitionnement contre les 24 mois,

- pour les 3 milliards,

- contre PSC

C'est là tout un programme.

FGTB met ainsi en avant les 3 milliards pour faire oublier le reste.

Devons populariser plus à fond notre programme :

contribuer ainsi à lutter contre politique de guerre, possibilités d'unité à la base.

Tendance progressiste dans les syndicats :

résultats obtenus chez diamantaires : 12/35 délégués, dont 10/20 à Anvers.

Lutte pour la paix.

Tenue des assemblées régionales pas mal, mais encore faible.

Nos tâches. - Continuer à mettre à l'avant-plan la lutte pour les revendications, contre les impôts, - Contre guerre microbienne, campagne dans DR, mais la question doit encore mûrir. Délégation de juristes permettre de pousser propagande. Thème pour le RFP et Amicales de PP. Pour la grande masse, il faut avoir des preuves plus tangibles. - Campagne FGTB pour 3 milliards: appuyer mais ne pas s'y limiter. - Propositions de préparation du 1er mai: mots d'ordre à mettre à l'avant plan:

- Pacte de paix.
- 12 mois.
- 20% de réduction des impôts.
- Commerce Est-Ouest.
- Autre gouvernement, autre politique.

Terfve. - 1er mai organisé par qui?

Herrens. - Essayer de réaliser l'unité dans la préparation 1er mai.

Terfve. - S'étonne que dans camp de la paix, pas d'allusion aux événements des pays coloniaux et dépendants.

Succès communistes en Indochine.

Tentatives des impérialistes de trouver moyen d'intervention possible

Pourrissement situation en Iran.

Modification situation en Egypte.

Difficultés françaises en Tunisie.

En ce qui concerne la lutte revendicative, tendance exagérée du SU à trop mettre l'accent sur l'aspect positif des 850 frs.

En réalité amputation sur fond alimenté par les travailleurs. VDB fait remarquer que cette caisse est alimentée par les patrons seulement. Guerre microbienne. - Pas d'accord avec "laisser mûrir".

Attendre démonstration est dangereux. Au contraire, faire efforts de clarification sur base d'une série d'indices précis.

C'est un thème sur lequel on peut entraîner nombreuses personnes.

1er mai, mots d'ordre essentiel, il manque débattage massif des dépenses de guerre.

Action en faveur des grecs. Déclenchement d'un mouvement d'opinion. Emotion particulière. Exemple précis ingérence américaine.

VDB. - Position Sam sur guerre microbienne pas juste.

Situation Extrême Orient conduit américains à la catastrophe.

C'est en raison de cette impuissance qu'ils recourent à la nouvelle arme.

Il faut mener la bataille immédiatement.

Attacher plus d'importance aux événements extrême Orient.

Sentiment anti-américain se développe en Belgique.

Délégation O-M en URSS provoque enthousiasme.

Or, sentiment pro soviétique va de pair avec sentiment anti-américain

Chrétiens ne partent pas, menace d'exclusion.

Prime des mineurs: résolution salue le positif. Grâce à la lutte.

Prime payés sur caisse patronale des congés supplémentaires, bénéficiaire suite aux allées et venues des Italiens qui ne bénéficient pas tous des congés.

Revendiquons pour les Italiens un coupon gratuit par an pour l'Italie

1er mai. Proposition Sam trop étriquée. Ne pas renoncer à organiser

des manifestations unitaires. Placer les manifestations sous le

signe de l'unité ouvrière. Faire des propositions aux sociaux démocrates, aux syndicats sur base certains mots d'ordre.

Que feront les OM? SU peut participer avec le P. quant aux autres, souplesses.

Glineur. - Propose popularisation propositions de loi déposées au Parlement par les communistes: chômeurs, femmes chômeuses etc..

1er mai : pas schématiser, modalités différentes selon région.
SU peut être initiateur d'un comité de coordination unitaire, permettrait d'entraîner des usines entières.
Lalmand. - Point le plus important : propositions soviétiques de paix avec l'Allemagne.
Hommage à la diplomatie soviétique. Désarroi dans camp guerre.
Armée proposée par URSS est une armée défensive.
Conférence de Moscou : résultats obtenus confirme désarroi camp imperialiste sur plan économique et financier.
Ne pas sous-estimer conférence sur base résultats en Belgique.
L'utiliser au lendemain de Moscou.
Lisbonne : difficultés économiques et financières démontrent que les USA ne sont pas capables de résoudre les problèmes posés et cela ébranle la confiance.
Lacune dans rapport : luttes libératrices peuples coloniaux.
Intensité des luttes de libération va croissant.
Rôle de plus en plus grand que joue la classe ouvrière dans ces mouvements.
Ne pas sous-estimer événements de Tunisie.
Importance événement Viet Nam.
Guerre bactériologique : essentiel n'est pas de dire si oui ou non elle a eu lieu, l'essentiel est qu'elle existe. Prenons position contre l'utilisation de l'arme bactériologique.
Rôle déterminant de l'action des masses pour empêcher la guerre.
Aggravation situation camp imperialistes aggrave les contradictions, incite à accélérer fascisation. Très avancée en France.
Revendications. Trop tendance à accorder importance aux seules grandes revendications, mais comportent des inconvénients : conduisent difficilement à l'action.
Grève n'est pas le seul moyen d'action. Communistes trop abandonnés à eux-mêmes dans les entreprises.
Se heurtent souvent aux difficultés pour appliquer ligne du P.
Difficulté de partage travail syndical et travail Parti.
D'accord populariser le programme, mais nécessité d'actions si possible unitaire.
Examiner avec délégués CC cependant rattacher campagne de popularisation du programme aux élections communales.
Délégation O-M.-
Connaitre dès maintenant questions essentielles qui se sont posées.
Reppeler aux camarades qu'il avait été décidé qu'il y aurait chaque jour un procès verbal, tenant compte composition et risques de provocation, faiblesse de nos camarades. Voir longuement le responsable, le mettre en contact avec quelqu'un ayant l'habitude des délégations.
Lutte revendicative : mieux lier aux problèmes paix, par 24 mois, impôts de guerre, fermeture d'usines, rapports est-ouest.
D'accord populariser action parlementaire.
1er mai.- Travail unitaire à sa base. Possibilité faire des propositions unitaires sur plan régional.
D'accord avec Gléneur qu'il n'y a pas de formules rigides, possibilité de comité de coordination avec SU, JP.
Pas enthousiaste pour autres OM Pas UBDP ni RTP.
Pensio nés oui.

Eclusion Brunfaut et Crevecoeur : vérifier si toutes les fédés ont été avisées.

=====:

Cde Lalmand partira en congé en URSS dans 15 jours pour raisons santé.

Nov 52

Leheina vopros

21

Situatsiia 20

Camp. pium : acclimatatsiia prirodaty

- augmentatsiia obshchego deneznaia
vsego mira

- utrobitel' nauch. i. i. i.

- agoriat' i. i. i. : Belizatsiia
Camp. pium - prirodaty

- Propozitsiia v. i. i. i. i. i.

- Konferentsiia v. i. i. i. i.

- Deneznaia i. i. i. i. i.

- Deneznaia i. i. i. i. i.

- Camp. pium i. i. i. i. i.

Plan Interim

= Vie augmentatsiia i. i. i. i. i.

- Camp. pium i. i. i. i. i.

- Camp. pium i. i. i. i. i.

- Camp. pium i. i. i. i. i.

- Camp. pium i. i. i. i. i.

- Camp. pium i. i. i. i. i.

- Camp. pium i. i. i. i. i.

Situation Internationale marquée par

2 événements importants -

- Proposition soviétique de médiation
- Utilisation armée de la force en Corée
- ~~- Développement de la lutte pour~~
l'Indépendance - (Tunisie -)

Il nous appartient au CN d'arriver
à faire clarifier ces deux problèmes
par des interventions préparées qui
documentent nos amis -

Qu'en - n fait?

Le 8 mars - fertilisation inégale:

<u>Donnes</u>	Charles.	Albert
	Centre	Renai
	Lige	Paul
	Acem	Unice.
	Bug -	Paul

Insuffisant :

Donnée - Donnes - pourtant
~~Arata~~ Ven (étranger)

Contenu itait - il poste -

Pur - ite ent - il aucun réel
 organisat ^{concentrat permettre} ~~assemblez~~ d'acem -

Letina raps en

- ~~Nettement saillant often interest~~
- ~~- Rapports sociaux de l'ère avec l'él.~~
 - ~~- Utilisation comme l'artisanat~~
 - ~~- Développement lutt. pour l'extension et
dépendants -~~

Présents : Lalmand, Terfve, Borremans, Van Hoorick, Heßsens, De Coninck, Libois, Glineur.

Complément au rapport sur travail syndical.-

Deux questions n'ont pas été traitées dans le rapport écrit présenté :

l'autocritique et le travail à accomplir.

Au lendemain de la libération, le Parti a été débordé, cadres avec expérience réformistes, d'autres par de nouveaux camarades qui rapidement glissèrent sur la pente réformiste.

Défauts de la politique 'unité syndicale : unité réalisée en dehors de la lutte, unité de sommet sans consultation de la base.

D'où méthodes de force à l'égard des militants. Les réformistes ont repris le dessus, isolement des camarades occupant des postes.

Camarades enfermés dans les statuts, sont devenus prisonniers des réformistes sans contact avec les masses (Grevecoeur, Black)

Beaucoup de camarades ont adhéré la FGTB uniquement par discipline. Beaucoup restèrent inorganisés.

Nos camarades se sont sentis impuissants devant le pouvoir réformiste d'où positions sectaires, retour aux fractions, envoi de majorité de communistes dans les délégations, sans volonté de lutte unitaire.

Sectarisme provoque des grèves sans consultation des ouvriers. D'où renforcement de la bureaucratie syndicale.

Dans de nombreuses entreprises, réformistes conservent sympathie des ouvriers. Avons cependant de nombreux délégués élus.

Mais nos délégués se sont adaptés aux méthodes réformistes pour éviter la lutte continue contre dirigeants syndicaux. Deviennent ainsi prisonniers des dirigeants réformistes.

Délégués communistes sont gangrenés par le réformisme, c'est ainsi que nos camarades du SU des Mineurs ont accepté liaison entre pris du charbon et salaires, accepté proposition de coupons aux Italiens privés ainsi des coupons normaux.

Anvers nos camarades sont enfermés dans le legalisme. Pour eux discipline équivaut à soumission aux règles syndicales.

Travail cellules aux entreprises et position du Parti à l'égard du travail syndical dénotent confusion.

Journaux entreprises du Parti ont un mauvais caractère syndical.

Trop de camarades considèrent que la cellule doit fixer les revendications ouvrières sous l'impulsion des communistes sans décision préalable.

Trop souvent AOU considérée comme fraction syndicale, or fraction engage l'ensemble des communistes ce qui a pour conséquence l'isolement.

Dans le Parti tendance à considérer que c'est le Parti qui doit faire le travail syndical, tendance aussi à renoncer au travail syndical et à quitter le syndicat.

Devons convaincre nos camarades en leur traçant perspectives de reconquêtes des syndicats.

Cas des dimantaires, des communaux peuvent nous aider à démontrer comment reconquérir positions par travail de base.

Propose une Conférence Nationale du Parti endéans les 2 ou 3 mois après avoir ~~xxxxxxxx~~ établi rapport arrêté par Sec ou BP qui serait envoyé dans les organisations du Parti.

Discussion.- On procède aujourd'hui à un échange de vues, rediscussion au prochain BP?

Terfve.- Estime qu'il faudrait dénoncer, demi mesures de compromis pouvant être obtenus sans lutte par tractations syndicales.

Faire ressortir l'absence totale à la FGTB de mots d'ordre d'action

pratique.

Pas d'accord que les ouvriers estiment qu'il faut éviter intervention des dirigeants réformistes et CSC pour qu'une grève soit victorieuse. Accidentellement seulement.

Se demande si la désaffection syndicale est la même dans toutes les centrales.

Borremans. - Bonne analyse dans la partie, mais raccourcir.

Estime que la partie est trop axée sur tares des dirigeants droitiers.

Estime que la partie fiscalité n'est pas juste. Taxe sur bénéfices de guerre ne résoudra pas la question. Il faut attaquer ensemble du système fiscal.

Dans 2e partie, pas tout à fait juste que travailleurs quittent syndicats en masse. Parfois départ suite à échec, mais reprise.

Fait remarquer que dans le passé il y avait quantité de raisons matérielles d'attachement qui n'existent plus aujourd'hui.

Glineur. - Rapport dit que confiance est ébranlée pour causes citées dans rapport.

Estime que lorsqu'on parle de manque de démocratie parce qu'il n'y a pas d'assemblées, il faut expliquer comment y arriver.

Expliquer manœuvres des droitiers pour étouffer voix des ouvriers.

Expliquer comment effectifs syndicaux sont faussés par présence de syndiqués non travailleurs d'usine.

Expliquer que les actions doivent monter même de la brigade.

De Coninck. - D'accord avec Glineur qu'il faut préciser voie à suivre.

Savoir que situation syndicale n'est pas semblable en Flandre et en Wallonie. Sections locales importantes en Flandres.

Van Hoorick. - La partie apporte beaucoup. D'accord avec les conclusions. Donner les moyens de reconquérir les syndicats est l'essentiel. Trop d'affirmations, pas assez de nuances.

S'il y a une telle perte de confiance dans les dirigeants droitiers, pourquoi leurs mots d'ordre sont-ils suivis?

Estime qu'il n'y a pas grande différence entre influence FGTB et CSC en Flandres et en Wallonie.

Fluctuations des effectifs : les raisons données sont justes.

Cependant vieillissement effectifs FGTB et rajeunissement CSC.

Campagne pour affiliation chômeurs est un échec.

Dans la deuxième partie VDB dit que l'unité syndicale après la libération a été juste. D'accord, mais il faut vérifier l'application.

Les dirigeants droitiers ont mis la main sur les syndicats.

La ligne était juste mais appliquée à un moment qui nous a conduit à la situation présente.

Nous avons relâché nos liaisons avec les masses surtout dans les entreprises.

Au moment de la fusion, il y avait ralentissement travail entreprises.

Le SU était faible en cadres, un grand nombre de cadres avaient conception réformatrice. Peu une conception juste.

Ne devons pas nous étonner des résultats à un tel moment.

Aurions du d'abord nous renforcer aux entreprises.

Avons été trop conciliants au moment de la fusion qui a été faite à la tête, sans base dans les entreprises. Avons renoncé à la lutte contre les dirigeants de droite.

Terfve. - Fait remarquer que la CBSU n'avait pas de cadres, tandis que les autres en avaient, connaissant leur métier.

Pendant période de tractation, aucun travail de formation des cadres n'a lieu. Orientation vers propre déperissement.

Lalmand. - Rapport doit être complété très sérieusement.

Depuis des années il existe malaise sur question syndicale. Il faut clarifier le problème pour réaliser progrès. Dire que nous avons eu une ligne juste n'est pas tout à fait vrai. Partie critique et autocritique pas assez développée, pas consulté documents officiels CC et résolutions CC. Devons soumettre notre comportement au crible

Duspy, Tytgat, Van Brusse, De Becker.
Utilisation Hemel pourrait être utilisé au Brabant pour administration.
Tytgat AP, Van Brussel Flandres.
Hostilité BF à Hemel. Certain état d'esprit d'équipe.
Mauvaise compréhension du rôle des CM notamment RF.
Utilisation des Elèves : Ro, Femmes; Documentation Anne Duchateau; Wolas
stijn JP; Van Brussel Brabant; Claisse SU; Rouchet Verviers; De Becker
Adjointe Van Hoorick?
Adjoint de Van Hoorick? Ninette?
Vanden Boom. Hemel pas utilisable.
Propose Thielemans du Centre comme adjoint VH.
Terfve.- D'accord Hemel Brabant.
Ninette la maintenir au Brabant.
Pas d'avis sur Thielemans.
Herssens.- Pas d'accord pour Ninette adjointe VH.
C'est l'élément le plus faible de l'école.
VH.- Hemel serait renforcement pour le Brabant.
Propose maintien Ninette au Brabant.
Borremans.- Si adjoint non technique, ni Ninette, ni Thielemans.
Lalmand.- Bureau Brabant ne propose ni Hemel ni Ninette mais Kesteloot.

Répartition des fédés.-

Van Moerkerke Anvers, Tournai, Ostende Limbourg.
De Coninck : Flandre Orientale, Courtrai, Luxembourg.
Hemel : Namur.
Borremans Brabant, Huy Motquin, Liège Herssens, Borinage Terfve,
Centre Glineur, Verviers Dejacé.

CCC Difficultés financières Centre :

Enquête sur gestion financière, manque de perspectives.
Explications au prochain CF et blâme pour SP.

Demande réadmission Reindorf.

Exclu pour raisons financières, pouvait faire travail syndical.
A remboursé ses dettes sauf petite somme à son garagiste.
Rembourse sa mère à raison de 3.500 ffs par mois.
Il se vante de son influence au P. aurait dit avoir été envoyé par le P
à Berlin au Congrès des Jeunes. A donné l'impression d'avoir été exclu
pour sauver la face. S'est payé deux vacances en SI.
R. N'a jamais été traité en exclus. Il a continué à occuper une série
de fonctions, avec contacts avec les fédés, a fait la garde au Centre.
Propose mination exclusion, interdiction accès locaux P. le sortir
du groupe unité JP.
VDB fait remarquer que lors de son entrée à l'AOU il n'a pas été mise
en garde. Tendance de R. à s'infiltrer et à s'insinuer partout.
Lalmand.- Deux griefs sérieux à caché vérité au P. a incité des membres
du P. à cacher vérité au P.
Exclu pas en tant qu'ennemi du P. mais pour raisons d'ordre privé.
A ressenti profondément son exclusion.
A essayé par tous les moyens de conserver contact et de continuer
à travailler.
Revoir attitude vis-à-vis d'exclus ; ennemis du P. fini.
Exclus pour autres raisons essayer de faire remonter.
D'accord propositions Borremans.

==:==:== = = ==:==:==:

debel

BUREAU POLITIQUE DU 29.3.52.

Question syndicale :

Rapport sera revu prochain B.P.

Communiqué B.P. :

Circulaire Van Houtte sur liberté opinion.

Salut peuple tunisien.

Subsides Femmes et Jeunes Filles au total 18.000,-

Mutations : Ro - Femmes.

Anne Duchateau - Documentation.

Wolstijn - J.P.

Van Brussel - Brabant.

Claisse - S.U.

Rouchet - Verviers.

Ninette - Brabant.

Adjoint Van Hoorick : Hemel.

Répartition des fédérations :

Van Moerkerke : Anvers - Tournai - Ostende - Limbourg.

De Coninck : Flandre Orientale - Courtrai - Luxembourg.

Hemel : Namur.

Borremans : Brabant.

Motquin : Huy

Herssens : Liège.

Terfve : Borinage.

Glineur : Centre.

Dejace : Verviers.

Communications C.C.P.

Blâme à Willy Frère et mise au point devant Conférence fédérale.

Cas Reindorf :

pas réadmis, à revoir dans 3 mois.

April 52

BP08-1952-04

Présents : Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans, De Coninck, Vanden Boon, Blinieur.

Communication sur Nemery.

Nemery sera licencié du DR avec indemnité d'un mois et demi.

Sera vu par Borremans et Terfve.

Rapport d'exclusion suivra peu après.

Discussion rapport syndical.-

Terfve.- Estime qu'il y a dans le rapport une contradiction : d'une part il y est question de désertion syndicale, mais les chiffres ne le démontrent pas.

Les tâches : il faudrait préciser comment les réaliser : faire des syndicats des instruments de lutte de classe, développer l'AOU, etc... Nous devons naturellement pas admettre la thèse de la constitution de nouveaux SU. Devons analyser les raisons profondes de non réussite, cela constitue l'élément essentiel d'un rapport de ce genre.

Avons un grand nombre de délégués syndicaux qui font plus ou moins bien leur travail mais qui ne sont pas assez guidés par le Parti. Développement AOU doit nous permettre contrôle efficace du travail syndical.

Voudrait savoir combien d'organisations AOU il existe, aucune. Combien de cellules d'entreprise exercent un contrôle sur le travail syndical. Pourquoi pas?

Malgré les lacunes, grand nombre de délégués dans les entreprises qui réagissent bien.

Dans certains cas lutte entre délégués et cellule.

VdB.- Lutte entre délégués et Parti : le Parti ne comprend pas que les délégués sont élus par les ouvriers et les représentent, tandis qu'ils ne représentent pas le Parti. Or, cellules veulent faire appliquer par les délégués les décisions du Parti.

D'autre part les délégués sont contre l'ingérence du Parti.

Lalmand.- Réformisme d'une part, sectarisme d'autre part.

Aucune instance ne tranche les différends.

Terfve.- Le rapport devrait dire que faire pour que cela change.

Expliquer comment trouver le moyen pour que les délégués syndicaux adoptent positions justes.

Devons voir dans le détail comment amorcer ce que nous voulons faire depuis des années.

Herrens.- Pour aller avec ce rapport à une Conf. Nale, il faut plus que ce qu'il y a dans le rapport, il faut des précisions pratiques, mais aussi historiques. Il y a des exemples de lutte contre le réformisme, il faut les ressortir, voir ce qui en est advenu.

Devons analyser de façon plus précise les rapports qui existent entre nos cellules et les délégués syndicaux.

En général les critiques sur conceptions cellules sont justes, mais les présenter de façon plus nuancée.

Risque des délégués qui sont pris par atmosphère EGTB voire même Comité d'Action Commune. D'où conflits.

Depuis 2 ans avons lancé le mot d'ordre des Comités d'Action. Y a-t-il eu des efforts, quels ont été les obstacles?

Cite la nouvelle mesure prise contre les délégués communistes : lettre de la Centrale des Métallurgistes, demandant qu'ils acceptent de ne pas diffuser le matériel FSM, ni Parti, ni appartenir à une cellule.

Lalmand.- Il faut avertir les ouvriers.

VdB.- Les délégués sont élus comme communistes, il faut poser la

question de leur droit de défendre leurs opinions. Aller éventuellement jusqu'au blocage des cotisations.

Lalmand. - S'incliner si les ouvriers s'opposent à la diffusion du matériel, mais naturellement ne pas renoncer à la qualité de m du P.

Borremans. - Signale que va se poser la question des élections communales risquons des difficultés au sujet des mandats syndicaux.

Lalmand. - Il faudra examiner cas par cas.

Herssens. - Fait remarquer importance de la presse communiste d'entreprise. Cette amélioration, bien que loin de la perfection.

Lalmand. - D'ici conférence nationale fournir effort collectif pour améliorer rapport.

But : mettre fin aux conceptions : qu'il n'y a plus rien à faire et qu'il faut créer de nouveaux syndicats.

Pour convaincre nos camarades, il faut prouver qu'il y a moyen de réaliser quelque chose.

Rapport tel qu'il est ne suscitera pas enthousiasme.

Il faut un tournant.

Résumer situation générale en 2 pages.

Situation syndicale : démontrer comment, par quels moyens nos syndicats se sont de plus en plus transformés en instruments de collaboration de classe. Rôle des commissions paritaires, complexité des problèmes soulevés.

Pour pratiquer une telle politique, il a fallu liquider toute démocratie et faire des ouvriers des instruments dociles.

Cela allant de pair avec isolement des communistes.

Rapport à la Conf. Nale devra être rapport du BP, tout le monde de vra s'y atteler.

Analyse doit être fouillée et porter sur certaines questions.

Par exemple, les comités d'action.

Analyser les mauvais et surtout les bons résultats.

L'édifice AOU doit trouver ses prolongements dans les entreprises.

Examiner les difficultés auxquelles on se heurte.

Que devient le Parti, comment exerce-t-il son contrôle?

Le Parti doit exercer son contrôle par les instances régulières du P.

Se pencher sur les conflits entre Parti et délégués syndicaux.

Tendance délégués à se laisser contaminer par réformisme.

D'où réactions sectaires du Parti.

Sectarisme des uns et d'excuse au réformisme des autres.

D'où nécessité de trancher les conflits.

Résoudre le contrôle par la collaboration avec la base.

Discipline syndicale est question de rapports de force.

Devons arriver, par ce rapport à convaincre nos camarades qu'il y a des possibilités, que le courant de désaffection n'est pas un courant de masse, qu'il n'y a pas un courant de masse pour reconstitution de nouveaux syndicats; qu'il y a possibilité de faire respecter démocratie syndicale, de les faire redevenir des organisations de lutte de classe.

Examiner en détail quels sont les divers moyens d'action dont on dispose sans pour cela en arriver nécessairement à la grève.

Certaines grèves se tournent contre le principe des grèves.

Analyser à fond les cas Spiltoir et Thillemont.

Devons tracer des perspectives en serrant la vis de près.

Préparer Conf. Nale par des conférences régionales, avec présences camarades du B.P.

Améliorer collectivement le rapport d'ici 2 mois.

Travail Paysan.

Rapport trop axé sur paysans. Ne signale pas les modifications politiques survenues : répercussions préparatifs de guerre, objectifs politiques tracés, objectifs réalisés.

Ainsi, on aurait pu relier les objectifs organisations des objectifs politiques.

Obtenu des monographies sérieuses dans certaines régions, elles ne suffisent pas, mais elles sont indispensables. Beaucoup de SP doivent apprendre beaucoup dans domaine paysan.

Examiner comment régler les problèmes d'organisation sur base politique, de même que l'aide du Parti.

Comment promouvoir le travail. Conception seulement d'aide fédérale se rendant en équipes dans les communes rurales. La seule façon d'y atteindre, c'est d'amener les sections du Parti à s'étendre dans les communes environnantes.

Pour cela, amener les comités de section à comprendre. Travail persévérant, de longue haleine.

Troisième.- Rapport aurait du poser le problème politiquement.

Bilan d'organisation présenté est positif. Dès lors pourquoi certain pessimisme dans perspectives?

Lauma d.- Pose la question des membres du BP qui n'interviennent pas sur un problème de cette importance.

VdB.- Travail d'organisation : trop schématique, catégorie de gens ayant conception particulière. S'efforcer de trouver formes pour se rapprocher. Examiner le travail dans les organisations autres que le MDP.

Glineur.- Le rapport est trop administratif. On ne parle pas assez des actions. Manque d'objectifs politiques.

Lelmand.- Rapport trop peu politique, limité à l'organisation.

Cependant il y a eu des actions : pour défense des planteurs de tabac et planteurs de betteraves.

Aide du Parti est posé uniquement sous angle organisation.

Fausse conception du rapport se retrouve dans attitude à l'égard des monographies.

But des monographies est d'informer cadres sur problèmes paysans dans les fédés.

Estime que cadres fédéraux ne connaissent pas problèmes paysans.

Monographie permettent de situer problème paysan dans le cadre situation générale.

Conception encore confuse dans classe ouvrière du rôle paysannerie.

Le fait que seulement deux monographies sont rentrées en un an, prouve que l'on y a attaché trop peu d'importance.

Elles ne constituent pas un but en soi, mais un premier pas.

Étaient-elles bonnes? Les plans d'action étaient-ils bons?

Estime qu'il faut revoir position adoptée à l'égard des monographies et plans de travail.

Monographie, c'est la connaissance du problème paysan?

Plan de travail repose sur connaissance du Parti.

Commission paysanne devrait pouvoir participer au contrôle réalisation des tâches.

Tâches : renforcer le MDP,

aider le Parti à pénétrer dans paysannerie.

Rapport trop pessimiste sur mise au travail des paysans.

Conception erronée du rôle du dirigeant. Mettre au travail des bénévoles, tant à l'échelon national que fédéral.

Permanences donnent des possibilités, permettent d'amener des non paysans à rendre service. Pourquoi pas appliqué?

Effort a-t-il été fait?

Véritable solution consiste à intéresser le Parti sur base plan de travail axé sur monographies.

MDP n'est pas une OM comme les autres. Composée de paysans, il s'agit de leur défense, terrain assez difficile.

Estime que le MDP est une bonne organisation ayant des perspectives, cependant ne pas se désintéresser des autres O.M.

Que tion à étudier.

Commission paysanne : fonctionne très mal, efforts renforcement assez vains.

Faire établir des monographies, faire établir plan de travail avec SP fédéraux, délégués CC et responsable MDP.

Commission doit être associée au contrôle réalisations.

Commission doit fournir aide au Parlement.

Tour d'horizon mensuel au Secrétariat National.

A revoir prochainement au BP.

:::::::::::::::

RAPPORT SUR LA SITUATION DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL
BELGE ET SUR LES TACHES DES COMMUNISTES .

Le mouvement syndical de notre pays subit , plus particulièrement dans les derniers temps , des modifications importantes tant dans le domaine politique que dans celui de l'organisation . Ces modifications ne manquent pas de susciter de sérieuses inquiétudes chez tous ceux qui sont conscients du rôle du mouvement syndical dans la lutte émancipatrice de la classe ouvrière , dans la défense des conditions de vie des travailleurs et de la paix .

Ces modifications ne sont pas le fait du hasard . Elles sont le résultat d'un long glissement vers la droite, s'accroissant à fur et à mesure de son développement , du mouvement syndical de notre pays . Ce glissement vers la droite s'opère sous la direction systématique des dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. , de la C.S.C. et de la C.S.L.

Un ensemble de faits témoignent de la confusion qui règne actuellement parmi les travailleurs , confusion d'autant plus dangereuse qu'elle conduit à l'affaiblissement de la lutte économique et politique des travailleurs , à la destruction de la confiance dans l'efficacité de la lutte syndicale et des syndicats , à l'affaiblissement de la conscience de classe .

L'on peut résumer les manifestations de cette confusion comme suit :

- 1°/ un certain nombre d'ouvriers quittent les syndicats et se refusent obstinément à y rentrer . Parmi eux se trouvent des ouvriers communistes et progressistes ;
- 2°/ de nombreux travailleurs ont abandonné et abandonnent la F.G.T.B. pour rejoindre la C.S.C. et, subsidiairement , les syndicats libéraux .
- 3°/ La F.G.T.B. - l'organisation syndicale qui groupe incontestablement la partie la plus consciente de la classe ouvrière de notre pays - voit reculer systématiquement le nombre de ses membres , pendant que la C.S.C. continue à augmenter le nombre de ses adhérents ;

*renseignement
cliffé*

40/ plus de la moitié des travailleurs de notre pays restent inorganisés . L'exemple des mineurs est particulièrement suggestif : 30 à 35.000 mineurs , sur les 165.000 sont organisés dans les différents syndicats existants de mineurs .

Sans doute , ces faits ne se manifestent pas partout avec la même intensité en raison de conditions différentes que nous examinerons dans la suite . Ils n'en révèlent pas moins la ligne générale du développement du mouvement syndical.

Cette situation grave exige de la part des communistes un examen minutieux afin de déceler tous les éléments de celle-ci, de rechercher les moyens de la redresser , de pouvoir mettre à la disposition des travailleurs tous les éléments et moyens qui doivent leur permettre de ramener leurs syndicats dans la voie de la lutte de classe , d'en refaire des instruments de lutttes et de victoires ouvrières .

Camarades,

Notre pays traverse actuellement un moment économique et politique particulièrement critique de son histoire . La bourgeoisie belge, animée par la peur et la haine du progrès social , a entraîné notre pays dans la voie ^{européenne} de la guerre contre l'U.R.S.S. et les Pays de démocratie populaire , sous la direction des impérialistes américains .

Sous les prétextes les plus fallacieux , en arguant de " la défense de la vieille civilisation occidentale "

En la menaçant
~~- d'ailleurs seulement menacée par les forces du progrès de l'Occident même -~~ la bourgeoisie belge a vendu l'indépendance de notre pays aux impérialistes américains, a transformé notre pays en un satellite des maîtres de la République Etoilée .

similitude
Il ne fait pas de doute que notre pays est l'un des plus américanisés de l'Europe . Ce sont les délégués de Truman qui , dans tous les domaines, dirigent la politique extérieure et intérieure de notre pays . Ils opèrent de plus en plus par injonctions directes et ouvertes . Connaissant bien la peur et la lâcheté de la bourgeoisie belge , les impérialistes américains imposent leurs lois, les lois de leurs intérêts , sans égard aucun pour les effets catastro-

notre pays . Toute velléité de protestation ou de simple désaccord de la part de notre bourgeoisie est immédiatement réprimée par les impérialistes américains .

du Complément
Cette politique de guerre impose à notre pays des charges financières qui dépassent largement ses capacités normales . Elle provoque un profond déséquilibre dans l'économie belge . Elle conduit à la transformation de notre économie en économie de guerre , écrasant notre industrie de paix au profit de notre industrie de guerre .

Les impôts et taxes pèsent lourdement sur les salaires et appointements, sur les revenus des petites gens . Le gouvernement, farouchement opposé à l'impôt extraordinaire sur les bénéfices des industries de guerre , entend frapper le niveau d'existence des travailleurs de nouveaux sacrifices pour satisfaire aux exigences de ses maîtres d'outre - atlantique . La "pause" que réclame le gouvernement homogène P.S.C. ne peut que se traduire par une nouvelle saignée de la classe ouvrière .

La politique financière du gouvernement conduit tout droit à la dévaluation de la monnaie dont , une fois de plus, les petites gens seraient les victimes .

L'industrie de guerre travaille à plein rendement et les Américains lui montrent un intérêt tout particulier . Ils s'efforcent de plus en plus à y faire pénétrer leurs méthodes d'exploitation des travailleurs . Sous le couvert de "l'aide Marshall" , les Américains investissent des capitaux dans notre industrie de guerre pour s'en rendre entièrement maître . Ils envoient leurs techniciens et espions dans notre industrie de guerre , pendant qu'ils invitent des techniciens et des ouvriers - triés sur le volet - à aller faire leur apprentissage dans les usines américaines .

L'industrie de paix travaille de plus en plus au ralenti . De nombreuses usines textiles, de chaussures et autres travaillant pour la consommation directe ont fermé leurs portes jetant des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses sur le pavé . D'autres usines similaires travaillent avec un personnel fortement réduit , avec un chômage intermittent et partiel . Actuellement notre pays compte plus de 12

300.000 chômeurs complets et partiels officiellement enregistrés, auxquels il faut ajouter les chômeurs et chômeuses exclus des indemnités de chômage et le contingent supplémentaire de soldats sous les armes en raison des 24 mois de service militaire.

Le gouvernement et le patronat ont passé résolument à l'attaque contre les conditions de vie et de travail des ouvriers.

Dans tous les domaines touchant au niveau de vie des masses travailleuses, le gouvernement et le patronat s'efforcent à imposer des restrictions.

Les salaires sont liés à l'index des prix de détail et, à chaque augmentation du coût de la vie, malgré et à cause de leurs fluctuations en rapport avec les fluctuations de l'index, ils subissent de nouvelles réductions de leur pouvoir d'achat. Le gouvernement s'entend à merveille pour exercer une pression systématique sur les prix de certaines marchandises secondaires afin de retenir la hausse de l'index malgré l'augmentation incontestable du coût de la vie. Il n'est pas exagéré de dire que les salaires ont, ainsi, au cours des deux dernières années, perdu plus de 20 % de leur pouvoir d'achat.

Une offensive soignée a été déclenchée par le gouvernement et le patronat contre la sécurité sociale sous toutes ses formes, supprimant une série d'avantages importants accordés après la libération. Les modifications aux règlements d'indemnisation des chômeurs se succèdent, excluent toujours de nouvelles catégories de chômeurs des droits à l'indemnité de chômage, malgré que ceux-ci payèrent leur cotisation pendant qu'ils travaillaient au Fonds de l'assurance chômage.

Pendant ce temps, souvent sous la conduite d'ingénieurs et de techniciens américains, le patronat se livre à une rationalisation effrénée, à l'accélération des cadences de travail et au sabotage de la journée des huit heures de travail. Le calcul des salaires s'établit de plus en plus sur un ensemble de primes, instaurées en vue d'accroître la productivité au détriment de la santé et de la vie des travailleurs.

Le rapport de la direction de la Société Générale de

Belgique annonce fièrement que :

1^{re}/ "Les entreprises consommatrices de combustibles ont été très
" actives en 1951 : la production de la sidérurgie et celle des
" centrales électriques , calculées par rapport à 1950 ont,
" en effet , respectivement atteint les indices 134 et
" 112,5 % ;

2^{de}/ " l'industrie charbonnière belge a donc fourni un gros
" effort pour accroître sa production, qui est passée de /
" 27.300.000 tonnes en 1950 , à 29.600.000 tonnes en 1951.
" Cet effort a porté à la fois sur l'augmentation de la
" productivité et sur l'accroissement des effectifs . La
" hausse de la productivité moyenne du personnel fond et
" surface s'est poursuivie malgré l'inexpérience de la main-
" d'œuvre étrangère mise au travail au cours de l'exercice.
" La productivité est passée de 693 Kgs . en 1950 à 738 Kgs.
" en 1951 ;

3^{de}/ " l'année 1951 a vu se poursuivre l'expansion de la produc-
" tion sidérurgique qui se manifestait depuis les derniers
mois de 1950 . Le tonnage de lingots réalisé par l'ensemble
" des aciéries belges est passé de 3.735.000 tonnes en 1950,
" à 5.000.000 de tonnes en 1951 , chiffre jamais atteint
" jusqu'à présent ".

Et l'on pourrait multiplier ces exemples indiquant tous,
l'exploitation accrue des travailleurs .

Mais , ce que la direction de la Société Générale de
Belgique n'a pas cru devoir signaler dans son rapport, c'est
l'augmentation inquiétante du nombre d'accidents de travail ,
mortels et autres , c'est l'augmentation pas moins inquiétante
du nombre des invalides du travail , particulièrement dans les
charbonnages . Ceux-ci sont le résultat direct de la surex-
ploitation que pratique le patronat , du manque de mesures de
sécurité et d'hygiène dans les entreprises .

Tous ces faits indéniables sont la contribution à la
préparation à la guerre que le patronat impose à la classe
ouvrière de notre pays , pendant qu'il réalise des bénéfices
scandaleux qui eux aussi n'ont "jamais été atteints jusqu'ici".

Généralités.

Il apparaît de plus en plus clairement que la bourgeoisie belge n'a pu réussir cette politique de réduction du niveau de vie des travailleurs, de surexploitation et de préparation à la guerre que grâce à l'aide qu'elle a trouvée dans le ^{travailleur} camp de la classe ouvrière, à la tête des organisations syndicales.

L'histoire du mouvement ouvrier de notre pays est un témoignage brillant de la combativité de notre classe ouvrière, de sa décision courageuse dans la lutte et de sa ténacité, de sa maturité politique. Les réactions et les luttes ouvrières de ces derniers temps démontrent que le faux argument "de la passivité ouvrière" dont certains se servent pour expliquer la situation actuelle, ne leur sert que pour jeter un voile sur les raisons réelles des succès patronaux, que pour camoufler l'aide pratique qu'ils apportent au patronat, à la bourgeoisie.

"La passivité de la classe ouvrière" est l'argument favori des dirigeants de droite du mouvement syndical, particulièrement des dirigeants de la F.O.F.B. et cela n'est pas le fait du hasard ! Ce slogan leur sert excellemment de couverture pour tromper les travailleurs, de prétexte pour justifier leur politique de collaboration de classe qui n'est autre qu'une politique de soumission de la classe ouvrière aux intérêts de la bourgeoisie.

En fait, il est bien difficile de distinguer - quant au fond - la différence entre la politique de la bourgeoisie, de sa partie la plus réactionnaire, la plus américanisée et celle des dirigeants des syndicats, de la F.O.F.B. aussi bien que de la C.B.C. et des syndicats libéraux. Sans doute, sur des questions de détail, les dirigeants syndicaux de droite se querellent avec les patrons et le gouvernement ; ils ne sont pas d'accord sur les modalités d'application pratique de la politique qui leur est commune, ils prétendent seulement de savoir mieux la réaliser. Ces querelles, plus ou moins ridicules, permettent aux dirigeants syndicaux de droite de mieux tromper les travailleurs, en se donnant des airs de combattre le patronat.

Sur l'essentiel, les dirigeants syndicaux de droite et le

bourgeoisie sont d'accord .

Ils sont d'accord sur le maintien du régime capitaliste, qu'ils disent vouloir corriger de ses défauts . Les dirigeants de la F.G.T.B. ne parlent plus du socialisme que pour capter la confiance de leurs membres , pendant que ceux de la C.S.C. jurent sur le soi-disant anti-capitalisme des encycliques papales pour les mêmes raisons que leurs collègues de la F.G.T.B.

Dès lors , ils sont d'accord avec la bourgeoisie, avec sa partie la plus réactionnaire , pour accuser l'U.R.S.S. et les Pays de démocratie populaire - dans ces pays où les travailleurs ont aboli le capitalisme et s'orientent respectivement dans la voie du communisme et du socialisme - de troubler la quiétude du monde capitaliste , de le menacer d'une guerre. Aussi s'entendent-ils à merveille avec la bourgeoisie pour organiser et orchestrer les campagnes anti-communistes et anti-soviétiques .

Ils sont les plus chauds partisans de toutes les mesures de préparation à la guerre des impérialistes américains et de leurs valets belges . Le plan Marshall , le plan Schuman - Finet est le candidat de la C.I.S.L. à "la haute autorité" de celui-ci - l'armée européenne, le mouvement européen socialiste - le secrétariat de la C.S.S.P. vote une cotisation annuelle à ce mouvement , heureusement repoussée par le Bureau Exécutif - et autres moyens de préparation à la guerre , n'ont trouvé de meilleurs défenseurs que les dirigeants de droite du mouvement syndical .

Ils sont d'accord pour réclamer , pour imposer à la classe ouvrière des sacrifices, dans tous les domaines de sa vie , pour préparer cette guerre contre l'U.R.S.S. et les Pays de démocratie populaire, dont ils attendent le sauvetage du régime capitaliste . Ces sacrifices ont été ouvertement réclamés par Finet, le secrétaire général de la F.G.T.B. et par Cool , le président de la C.S.C.

Les dirigeants de droite de la F.G.T.B. et de la C.S.C. sont les promoteurs de l'accrochage des salaires à l'index des prix de détail , sachant bien que ce système conduit à une réduction continue du pouvoir d'achat de ceux-ci . Ils ont été aux côtés des patrons pour se dresser contre les travailleurs qui exigeaient des augmentations des salaires en évoquant la

sacro-sainteté des conventions conclues entre eux et les patrons .

Les dirigeants syndicaux de droite de la F.O.T.R. et de la C.R.C. sont les promoteurs des primes à la production et autres, qui s'appuient sur des bas salaires fixes de base . Chaque fois que les travailleurs consentent de partir en grève pour une augmentation des salaires , ils s'avancent avec des primes qui ont cette triple conséquence - sagement calculée par les dirigeants syndicaux - de n'accorder qu'une amélioration relative et momentané à ceux qui l'obtiennent , de pousser à l'augmentation de la production et à la division des ouvriers.

Ils sont les promoteurs de conventions collectives à long terme - le plus souvent conclues à l'insu des travailleurs - dans les commissions paritaires nationales . Ces conventions tentent d'enfermer les travailleurs dans un ensemble de commissions et de sub- et sous-commissions, de commissions techniques et catégorielles , de conciliation et d'arbitrage , et d'autres encore . Ces conventions reçoivent pour mission de freiner les luttes pour l'amélioration permanente des conditions d'existence des travailleurs et servent de prétexte pour étouffer de "sauvages " les grèves déclenchées par les travailleurs et de leur refuser les indemnités de grève .

Ils sont les promoteurs de l'institution d'une quantité innombrable de catégories , avec des salaires différents , dans les entreprises . Ce système a pour conséquence :

- 1°/ que les ouvriers , dans leur immense majorité , sont dans l'impossibilité de calculer avec exactitude leurs salaires et sont à la merci des patrons ;
- 2°/ de créer la suspicion et la division parmi les ouvriers et, de les dresser les uns contre les autres , de rendre l'établissement d'une revendication générale et la lutte d'ensemble pour sa réalisation difficiles .

Ils soutiennent en sous-main les attaques gouvernementales et patronales contre la sécurité sociale , leur chasse aux "abus" qui sert au gouvernement de justification . Les dirigeants syndicaux de droite se bornent à des protestations, parfois un peu criardes , mais ils évitent soigneusement de faire appel aux travailleurs pour défendre la sécurité sociale.

Les dirigeants de la F.C.T.B. se livrant, de temps à autre, à des manifestations spectaculaires soi-disant revendicatives. Ils "revendiquent" des "prélèvements" de plusieurs milliards sur les bénéfices capitalistes, qui se tournent invariablement en prélèvements sur des caisses de la sécurité sociale (de pension, de congés complémentaires et autres) pour détourner le mécontentement des ouvriers et pour briser leur volonté de lutte.

Ils sont les promoteurs de l'augmentation de la production et déclarent - sans que cela n'ait le moindre effet - que les ouvriers doivent en recevoir leur part. Ils sont les défenseurs du plan Robinson, des exigences rationalisatrices du plan Schuman, du chronométrage et autres systèmes Bedaux;

Ils sont les partisans de l'expulsion des ouvriers étrangers de nos mines, pour les remplacer par les chômeurs des industries flamandes, en vue de résoudre le chômage.

Ils sont prêts à donner leur accord - Gailly et d'autres au nom de la F.C.T.B. sont allés négocier avec le général Eisenhower - à la déportation des travailleurs de notre pays vers les mines et les usines de la Ruhr ... tout comme au temps de la gloire d'Hitler!

Ainsi, chacun peut s'en rendre compte, la politique des dirigeants syndicaux de droite de la F.C.T.B., comme de ceux de la C.B.C., n'est admirablement la politique des impérialistes américains, se confond avec la politique des mandants de Truman.

Camarades,

La réalisation de cette politique pose une série de conditions, sans lesquelles les dirigeants syndicaux de droite devraient échouer dans leur entreprise.

Si les dirigeants syndicaux de droite, de la F.C.T.B. et de la C.B.C. veulent pouvoir servir la politique des impérialistes américains, ils doivent s'atteler à paralyser l'action revendicative, sociale et politique des travailleurs, ils doivent empêcher les travailleurs à se servir de leurs organisations syndicales, en détournant celles-ci de leurs tâches, ils doivent ébranler la confiance des travailleurs en eux-mêmes et dans leurs organisations syndicales, dans l'action syndicale. Les faits prouvent que les dirigeants syndicaux de

*Substituer, l'w
pour créer l'w*

droite se sont attachés et s'attachent de plus en plus à cette tâche et qu'ils ont, malheureusement partiellement réussi.

Les dirigeants syndicaux, tant ceux de la F.S.T.B., que ceux de la C.T.C. exercent une dictature quasi absolue sur les syndicats et les syndiqués. Une bureaucratie syndicale corrompue, entièrement à la dévotion de la politique capitaliste, dicte sa loi en éliminant toute démocratie syndicale des syndicats, en faisant écarter pratiquement les travailleurs de la direction de leurs organisations syndicales.

Les travailleurs n'ont plus à s'occuper de leurs revendications, elles sont établies par des commissions nationales techniques auprès des directions des Centrales syndicales. Elles sont soumises aux patrons, discutées dans les commissions paritaires avant même qu'elles sont connues par les travailleurs intéressés. Les dirigeants syndicaux concluent des accords avec les patrons souvent à l'insu ou contre la volonté des ouvriers. Les revendications venant des ouvriers, établies dans des assemblées d'usine par l'ensemble du personnel ou par les seuls syndiqués sont délibérément écartées par les dirigeants syndicaux. Les dirigeants de la F.S.T.B. posent des revendications tout à fait générales comme "le prélèvement de 3 milliards sur les bénéfices capitalistes" pour "garantir les engagements pris et à prendre" et qui se prélèvent finalement sur les caisses de la Sécurité sociale -- "revendications qui doivent être réglées autour du tapis vert, pour détourner les travailleurs de leurs revendications immédiates, à l'usine, et de la lutte directe pour les réaliser. Et, s'ils ne réussissent pas dans leurs manœuvres, les dirigeants syndicaux transfèrent les revendications ouvrières d'augmentation des salaires en priant la production au plus grand profit des patrons".

Il en est des conditions de travail comme des salaires. Elles sont établies dans les commissions paritaires, sans consultation préalable des travailleurs intéressés, souvent à leur insu. Elles leur sont imposées par les dirigeants syndicaux après qu'ils se sont mis d'accord avec les patrons, dans les commissions paritaires.

Sentant bien que le point le plus vulnérable de leur politique reste l'entreprise, les dirigeants syndicaux créent, avec l'accord des patrons et parfois sur frais de ces

derniers, des organismes pour faire respecter leurs décisions par les ouvriers dans les entreprises.

Les délégations syndicales dans les entreprises sont une conquête importante des travailleurs. Mais les manœuvres ^{sur papier de} communes des patrons et des dirigeants syndicaux les transforment en leur contraire. Les dirigeants syndicaux posent la candidature de leurs hommes aux élections des délégués syndicaux, ils ont réussi à décourager des bons défenseurs des intérêts ouvriers à accepter les fonctions de délégué syndical ou de le rester en les posant devant le choix de participer à leur corruption et de se compromettre devant les travailleurs ou être victimes des mesures patronales ou s'en aller. Ces délégués syndicaux, hommes à tout faire des dirigeants syndicaux et favorisés par les patrons, travaillent avec ceux-ci pour freiner l'action ouvrière à l'entreprise et mènent la vie dure à leurs collègues délégués syndicaux qui sont restés fidèles à leur classe et que les dirigeants syndicaux n'ont pu évincer. Ces délégués syndicaux font régner une véritable terreur dans certaines entreprises; souvent les ouvriers craignent de leur déplaire de peur qu'ils ne les défendraient pas devant les patrons, voire même qu'ils les dénonceraient aux patrons et leur feraient perdre leur emploi. L'exemple le plus clair que l'on peut citer est celui des dockers auvernois où, de commun accord entre les patrons et les délégués syndicaux, surtout sur l'insistance de ces derniers, les camarades du "comité d'action" se sont vu retirer leur carte de travail après une action qu'ils avaient dirigée.

Il en est de même avec les conseils d'entreprise. Dans de nombreux cas, l'on retrouve dans les conseils d'entreprise des délégués syndicaux, confondant non seulement les fonctions qui leur ont été confiées par les ouvriers, mais aussi les tâches différentes des deux organismes. Ce que les dirigeants de la F.S.T.B. et de la C.S.C. attendent des conseils d'entreprise ? Elie TROUDET, parlant à la Chambre au nom de la F.S.T.B. déclare : " les ouvriers veulent être admis dans l'entreprise, occuper une fonction déconique et y acquérir une valeur propre ". H. Cool, président de la C.S.C. précise : " le conseil d'entreprise est un organe de collaboration ... Le conseil d'entreprise est l'organe qui met en présence tous les éléments de l'entreprise en vue de son développement

et du partage des fruits ". En fait , aux yeux des dirigeants réformistes et chrétiens et dans leur pratique quotidienne, le conseil d'entreprise constitue la prolongation de leur politique du topie vert jusqu' dans l'entreprise et appelé à briser l'action ouvrière .

Les dirigeants syndicaux de la F.O.T.B. et de la C.S.C. se sont arrangés de telle sorte que les ouvriers aient le moins de recours possible contre cette politique dans les syndicats. Les réunions syndicales d'entreprise ne peuvent être convoquées sans leur accord par les délégués syndicaux ; ils ont obtenu des patrons de ne tolérer que de telles réunions dans leurs entreprises . Les assemblées syndicales locales ne sont convoquées que très rarement par les dirigeants qui les prétendent inutiles , qui se refusent à les convoquer même si elles sont demandées par des groupes d'ouvriers syndiqués . Toutes les décisions sont prises par les comités syndicaux dont les membres dans de nombreux cas , ne sont pas élus par les ouvriers mais désignés par les dirigeants syndicaux parmi ceux qui leur sont les plus attachés . Dans le meilleur des cas, ils organisent des réunions d'informations de militants , leur permettant d'y convoquer surtout ceux qu'ils savent être de leur bord. Les congrès régionaux et nationaux ne donnent pas lieu à l'élection de délégués par les ouvriers syndiqués , les dirigeants portent les mandats de délégué au congrès parmi leurs amis sûrs . Toute démocratie syndicale est quasi - bannie des syndicats de la F.O.T.B. et de la C.S.C.

Les dirigeants de la F.O.T.B. et de la C.S.C. se sont de plus en plus efforcés à faire des syndicats des rouages de l'Etat capitaliste. D'abord , les dirigeants syndicaux se sont efforcés et s'efforcent à déplacer le centre de la lutte économique et sociale des travailleurs , ils s'en prennent de moins en moins aux patrons, mais à l'Etat ; ainsi , ils veulent empêcher que les ouvriers se mêlent directement de la défense de leurs intérêts pour porter le différend sur le plan parlementaire et des paillettes . A tout propos et surtout hors propos ils réclament l'intervention de l'Etat capitaliste, du gouvernement pour jouer le soi-disant arbitre , pour prendre des décisions par la voie législative qui seraient obligatoires pour les deux parties . Les dirigeants ont chargé les syndicats de fonctions qui ne leur appartenaient pas mais qui les

lient directement à l'Etat capitaliste . Donnons deux exemples :

- 1°/ Dans des commissions paritaires , les dirigeants syndicaux ont établi , de commun accord avec les patrons et le gouvernement, des règlements de police en cas de grève, qui fixent ce qui doit rester au travail lorsque les ouvriers décident d'arrêter le travail dans des industries déterminées et qui justifient à l'avance l'intervention de l'appareil de répression de l'Etat contre les grèves;
- 2°/ Les syndicats sont chargés du paiement des chômeurs involontaires et de participer à la chasse des soi-disant "abus"; des fonctionnaires syndicaux sont ainsi payés par l'Etat. Les dirigeants syndicaux veulent aller encore plus loin en exigeant de l'Etat , ceux de la F.O.T.B., une loi obligeant tous les travailleurs à se syndiquer , ceux de la C.B.O. , une loi obligeant tous les ouvriers à payer une cotisation syndicale par l'intermédiaire d'une retenue à la source et transmise par l'Etat aux syndicats .

Cette politique ne manque pas de provoquer certaines réactions directes chez les travailleurs . Malgré les efforts des dirigeants réformistes , des grèves éclatent . Ces grèves sont décriées par eux de "sauvages" ce qui veut dire que les indemnités de grève ne sont pas payées aux grévistes .

Les dirigeants syndicaux considèrent que le déclenchement de la grève est exclusivement de leur domaine , que les travailleurs n'ont rien à dire en cette matière .

A titre d'exemple , voici ce qu'en disent les statuts de la Centrale des Métallurgistes de Belgique :

- " Dans le cas où la direction des usines intéressées se refuse à tout arrangement , il sera procédé à un référendum.
- " Pour que celui-ci soit valable, il faut que 80 % au moins de l'ensemble des syndiqués impliqués dans le conflit y prennent part et que 65 % se prononcent pour la grève...
- " D'accord avec l'organisme régional ou provincial , le Comité National pourra , si les circonstances l'exigent , poser la question de la reprise du travail. Lorsqu'il interviendra dans ce sens , la grève ne pourra continuer que si 80 % des grévistes syndiqués ont pris part à un nouveau scrutin et si 65 % d'entre eux se prononcent pour sa continuation " .
- " Le Comité National ou le comité exécutif se réserve la

" droit de ratifier ou de rejeter le résultat de la consultation des ouvriers en cas où il jugerait qu'une ou plus des clauses ci-dessus n'auraient pas été respectées."

Ce n'est pas que les dirigeants syndicaux se trompent sur le caractère de ces "grèves sauvages", ils ne croient même pas - ils le disent eux-mêmes en ces termes - " que nous nous trouvons ici en présence d'un phénomène passager mais d'un phénomène permanent de notre société moderne. Un problème en effet qui va vraisemblablement croître au lieu de diminuer, à moins que nous ne trouvions un moyen de le liquider". Quel est selon eux ce caractère? Voici :

" Chaque grève non-officielle est une révolte des travailleurs, non pas simplement contre un employeur, mais contre un ensemble d'instances administratives dont leur propre organisation, leur syndicat fait partie au même titre que leur employeur ... Et tout cela est bien étrange, car, jadis, les grèves non-officielles étaient dirigées contre de mauvais patrons, tandis que ces grèves sont dirigées aujourd'hui contre de bons employeurs, ou plutôt elles sont moins dirigées contre l'employeur que contre l'ensemble du système des relations employeur-syndicat qui lie les deux parties ..."

Ajoutons encore que, outre ~~que~~ les dirigeants syndicaux se prétendent des "hommes d'Etat industriels" qui s'appuient sur leurs "bureaux d'étude", sur leurs "économistes, avocats, techniciens", en vue de convaincre le patronat de la justesse mathématique de leurs revendications, ils ont une singulière opinion d'eux-mêmes qui montre combien ils sont loin des travailleurs et de leurs intérêts. C'est un dirigeant syndical qui l'écrivait dans "Raak", l'organe du mouvement ouvrier chrétien:

" Pour nous, permanents, il n'existe plus de problème du
" travail. En ce qui nous concerne personnellement, ce
" problème est résolu. Nous vivons dans l'aisance, où que nous
" nous présentons, nous sommes considérés, et nous avons notre
" formation générale. La bourgeoisie qui s'entretient avec
" nous, ne nous traite plus guère de haut. Elle nous traite
" même avec une certaine admiration, parce que nous sommes
" parvenus à nous élever au-dessus de la condition ouvrière.
" Car voilà précisément le problème: ils ne nous considèrent
" plus comme des ouvriers, et quand ils parlent avec nous des
" ouvriers, ils le font avec une humiliante pitié qui JADIS
" nous eût fait sortir de nos gonds."

L'on peut résumer ceci en disant que c'est par ces voies, qu'en ordre principal, les dirigeants syndicaux de droite sont parvenus à imposer la politique de la bourgeoisie à la classe ouvrière, qu'ils sont parvenus à apporter leur contribution au ~~système~~ ^{soutien} du régime capitaliste.

Camarades,

Cette politique des dirigeants syndicaux de droite a eu et a des conséquences graves pour la classe ouvrière et pour son mouvement syndical.

Malgré l'accentuation des attaques patronales et gouvernementales contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, malgré l'abaissement réel du niveau de vie des travailleurs, des chômeurs, des malades et invalides, des pensionnés, la résistance ^{réunie à l'heure} ~~ouvrière a faibli~~. Les patrons et le gouvernement ont réussi, dans les domaines les plus divers, à reprendre des avantages conquis par les travailleurs, sans se heurter à une puissante opposition de leur part. La direction de la C.S.C., dans le "discours de nouvel-an" de M. Cool, annonce avec grande satisfaction que "l'année a été favorable pour la caisse de résistance. Il a été payé 8.940.413,17 frs en indemnités de grève, contre 50.723.257,70 frs en 1950 et 21.517.543,60 frs en 1949. Les réserves de la caisse centrale de résistance ont donc augmenté dans une large mesure, et nous pouvons envisager l'avenir en toute tranquillité."

Après avoir annoncé que "l'avoir de la caisse centrale ~~est~~ de résistance est investi", M. Cool donne cours aux préoccupations principales des dirigeants syndicaux chrétiens - qui sont aussi celles de ses collègues de la F.C.T.B. - en ces termes:

"Espérons que la paix sociale ne sera pas troublée en 1952
"et que nous pourrons continuer à consolider nos réserves".

Cela ne signifie pourtant nullement que les travailleurs sont contents du sort qui leur est fait. Il règne un profond mécontentement parmi les travailleurs, qui trouvent même, de temps à autre, son expression dans des grèves, les unes "reconnues" par les dirigeants réformistes et chrétiens, les autres dénommées par eux de "sauvages."

Dans les industries travaillant pour la guerre, les ouvriers ont arraché, par l'action à l'entreprise et sans l'intervention des dirigeants syndicaux, de nombreux avantages appréciables. Ces actions ne dépassent cependant guère le cadre de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci, elles ne sont pas liées avec les entreprises similaires.

Il est important de souligner que, chez les ouvriers se développe la conviction qu'il faut éviter l'intervention des dirigeants réformistes et chrétiens pour qu'une lutte soit victorieuse et qu'il faut rechercher, à l'entreprise, les formes d'action qui évitent ces interventions, c.à.d. des formes d'action qui ne nécessitent pas le paiement d'indemnités de grève.

Dans les industries travaillant pour la paix, où le chômage partiel ou complet est particulièrement intense, où les attaques patronales se multiplient, la résistance ouvrière est plus faible et les dirigeants syndicaux de droite essayent de s'en tirer en menaçant les patrons de leurs foudres pour... les temps où la conjoncture économique sera plus favorable aux industries de paix!

Les ouvriers, dans leur grande majorité, sont convaincus et le déclarent, que les dirigeants syndicaux de droite trahissent leurs intérêts, qu'ils défendent les intérêts patronaux. Dans les rares assemblées syndicales convoquées par les dirigeants syndicaux, les ouvriers ne manquent pas de leur dire ce qu'ils pensent d'eux. Les dirigeants syndicaux doivent parfois quitter les assemblées syndicales sous les huées des syndiqués. Mais cela ne se traduit pas en changements dans les

syndicats.

Les ouvriers se sont convaincus aussi, dans le cadre syndical actuel, de l'inutilité de leurs décisions, étant donné que les dirigeants syndicaux en "font ce qu'ils veulent". Une longue expérience leur a appris que la bureaucratie syndicale se refuse systématiquement à la convocation d'assemblées syndicales en vue d'empêcher les travailleurs de discuter et de prendre des décisions dans le cadre de leur organisation syndicale.

Les ouvriers ont perdu leur confiance dans les dirigeants syndicaux de droite, ce qui n'est certainement pas grave. Mais la politique et les agissements des dirigeants syndicaux ont également ébranlé la confiance des travailleurs dans l'avenir des syndicats et dans le syndicalisme.

Voici comment le correspondant à Londres du "Nieuwe Gids", à l'occasion d'une grève de dockers, dépeint la situation et les sentiments des syndiqués:

" Les syndicats sont trop bureaucratisés. Ils ont accepté des
" tâches de gestion qui sont, en partie, en contradiction avec
" leur fonction originelle... On constate que les syndicats, en
" se substituant en partie aux employeurs, se sont trouvés dans
" une situation fausse vis-à-vis de leurs membres. Le lien
" qui unit l'ouvrier à son syndicat s'est relâché, et chaque
" fois qu'une revendication doit être posée avec force, on voit,
" devant l'indifférence des mandataires syndicaux, des dirigeants
" improvisés se faire les porte-paroles de leurs compagnons de
" travail."

Un dirigeant réformiste anglais a précisé encore plus clairement quelles sont les conséquences de la politique des chefs syndicaux réformistes et chrétiens, en disant qu'il résulte de cette situation

" dans le sein du mouvement syndical moderne une inévitable rupture
" entre les travailleurs et leurs dirigeants".

La politique des dirigeants syndicaux de droite et leur dictature sur les syndicats et les syndiqués, ont conduit à créer ce sentiment chez les travailleurs, que les syndicats ne sont plus leurs organismes, leurs organisations, qu'ils ne s'y sentent pas à l'aise, qu'ils payent pour des organisations qui ne sont pas à eux, et qu'on utilise contre eux, qu'ils payent leur cotisation syndicale pour nourrir des gens qui agissent contre leurs intérêts.

Beaucoup d'ouvriers - surtout parmi les plus combattifs - ont abandonné l'espoir de pouvoir reconquérir leurs syndicats et les ramener dans la voie de la lutte pour la défense de leurs intérêts. Ceux-là se contentent de payer leurs cotisations ou ont abandonné le syndicat.

Camarades,

Malgré qu'il y ait lieu de se servir avec beaucoup de prudence des statistiques sur le nombre de syndiqués élaborées par les dirigeants syndicaux, celles-ci restent néanmoins assez suggestifs quant à l'évolution des effectifs syndicaux.

Les dirigeants de la F.G.T.B., contrairement à ce qu'ils faisaient dans les premières années après la libération, ont perdu l'habitude de publier les chiffres de leurs effectifs; ils ont même déclaré être adversaires de tout contrôle sur ceux-ci. Les derniers chiffres globaux publiés par eux disent:

1945	1946	1947
-----	-----	-----
511.851	585.269	567.071

Depuis lors, plus de chiffres globaux.

Chacun sait cependant que les effectifs de la F.G.T.B. ont continué dans la voie de la baisse qu'ils avaient déjà commencée en 1947. Cette tendance se traduit assez clairement dans des chiffres partiels qui ont été publiés, ou que l'on peut trouver dans certains rapports syndicaux.

Dans un compte-rendu d'une assemblée d'information pour militants syndicaux, tenue le 3 mai 1951, il est dit :

"Situation des effectifs de la Régionale au 1er mars 1951:

" 4.000 membres contre 10.000 en 1946 et 17.000 en 1939. Ces

" chiffres donnent immédiatement une idée du chemin à parcourir."

Les statistiques des cotisations mensuelles rentrées, publiées par la C.G.S.P. (il faut tenir compte qu'il s'agit " des cotisations rentrées") donnent 123.930 (sans les pensionnés) , cotisations en août 1951, 81.917 cotisations en février 1952. La perte se répartit sur tous les secteurs qu'englobe la C.G.S.P., mais particulièrement sur celui des cheminots: 35.797 cotisations en août 1951, contre 24.734 cotisations en février 1952.

Nos amis de Verviers nous ont fourni les chiffres suivants pour la Régionale de la F.G.T.B.: 17.002 membres en 1949, 15.600 membres en 1951. Les industries les plus atteintes par la baisse des effectifs sont le textile (probablement des femmes exclues de l'indemnité de chômage, ont quitté le syndicat) et la métallurgie).

Alors que la F.G.T.B. a le gros de ses effectifs en Wallonie, c'est là que les pertes ont été les plus sensibles.

D'ailleurs, dans son rapport sur l'augmentation des cotisations syndicales à la Régionale des Métallurgistes de Charleroi, GAILLY prévoyait tranquillement de nouvelles désertions syndicales à cause de cette augmentation.

Dans son "discours de nouvel-an", M. Cool, parlant des effectifs de la C.S.C. , déclarait:

" Pour la seconde fois, nous avons établi le chiffre de nos
" effectifs, non pas 'après les membres inscrits, mais d'après
" les cotisations payées, ce qui nous donne une plus grande
" garantie de l'exactitude de nos chiffres. Nous n'avons pas
" considéré le nombre de membres inscrits au 30 septembre 51,
" mais la moyenne des cotisations perçues du 1er octobre 50 au
" 30 septembre 51. Nous arrivons ainsi à 575.160 membres contre
" 547.912 au 30 septembre 1950, soit un progrès de 27.248 membres..
" La Centrale qui marque les progrès les plus importants est
" évidemment la Centrale du Textile, avec un gain de 7.052 m...
" Léger progrès en Wallonie"....

le principal des effectifs de la C.S.C. se trouvant en Flandre.

Nous possédons peu de précisions sur les syndicats libéraux, mais il semble que leurs effectifs sont légèrement en hausse, mais ne dépassent pas les 60.000 membres.

Les Syndicats Uniques des Mineurs et Carriers sont légèrement en hausse; cela est surtout vrai pour les mineurs.

Cela signifie qu'à peine 40 à 45% des travailleurs syndiqués sont syndiqués, et la tendance, malgré le gain des syndicats chrétiens, reste à la baisse des effectifs.

D'une analyse des effectifs syndicaux il se dégage:

1° Que le nombre de non-syndiqués et d'ouvriers abandonnant les syndicats se trouvent surtout dans les industries qui sont peu ou pas tributaires des caisses syndicales spéciales: mines, où il n'y a pas de chômage (35.000 syndiqués à peine sur 165.000 mineurs environ), métallurgistes, etc.

- 2° Que le nombre des syndiqués est le plus élevé dans les industries ou les travailleurs sont le plus tributaires des caisses spéciales, à caractère mutualiste-assurance; l'industrie textile, avec son chômage quasi-permanent, docks, avec l'existence du chômage permanent et la caisse de sécurité d'existence, etc;
- 3° Que le nombre de non-syndiqués et d'ouvriers désertant les syndicats est plus fort en Wallonie qu'en Flandre, cela surtout en raison des positions géographiques des industries.
- 4° Que les syndicats chrétiens, et subsidiairement les syndicats libéraux, continuent à se développer en Flandre, et très peu en Wallonie, tout en n'élevant pas le nombre global des syndiqués;
- 5° Que la désertion syndicale se manifeste surtout chez les mineurs, les métallurgistes, le bâtiment et les transports.
(Chemins de fer et tram).

Il est à souligner que c'est dans la métallurgie wallonne ~~se~~ que se manifestent certaines tendances à la constitution de S.U. ou d'adhésion au S.U. des mineurs, ^{tandis} ~~alors~~ que dans le bâtiment et les transports, des ouvriers réclament la constitution de nouveaux syndicats combattifs.

Camarades,

Quelles sont donc les raisons du léger glissement des effectifs syndicaux de la F.G.T.B. vers la C.S.D?

De la courte analyse qui précède, il apparaît clairement qu'un nombre important d'ouvriers restent dans les syndicats parce qu'ils y trouvent certaines facilités, non pas parce que ce sont des organisations de combat, mais parce qu'ils offrent des assurances contre les difficultés diverses de la vie quotidienne.

Le glissement vers la C.S.C. ne s'opère pas parce que les ouvriers ont une plus grande confiance dans les dirigeants de la C.S.C. , quant à la combattivité de ceux-ci, mais parce qu'elle offre plus de garanties du point de vue des assurances contre les difficultés de la vie, et à meilleur compte.

Les cotisations syndicales de la C.S.C. sont souvent inférieures à celles de la F.G.T.B., alors qu'elles présentent les mêmes avantages, et parfois même plus d'avantages que la F.G.T.B. Les services de la C.S.C. sont mieux assurés que ceux de la F.G.T.B.; les travailleurs y sont généralement mieux reçus. Les services de la C.S.C. aident mieux les ouvriers à résoudre les situations personnelles que ceux de la F.G.T.B. La C.S.C. jouit d'une administration plus solide que la F.G.T.B. Etre membre de la C.S.C. est souvent mieux vu par les patrons que d'être membre de la F.G.T.B.

C'est de la façon suivante que s'exprimait un docker anversois, reflétant l'opinion de beaucoup d'ouvriers syndiqués:

" Quand on est obligé d'être syndiqué, et puisque ce sont tous les
" mêmes, on va chez ceux qui donnent le plus, pour la cotisation la
" plus basse! "...

Mais il est évident que cette situation n'est pas moins inquiétante!...

Camarades,

Les dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. et de la C.S.C. sont eux aussi inquiets au sujet de la désertion syndicale. Ils sont surtout inquiets de ce qu'il entre moins de cotisations dans leurs caisses syndicales. Ils ne cherchent pas après des syndiqués, ils réclament des cotisants.

Leur argumentation est très simple; tous les ouvriers "profitent" de leur action, dès lors il leur paraît logique que tous les ouvriers, syndiqués et non-syndiqués, payent leurs services!

Les dirigeants de la F.G.T.B. avaient espéré que la suppression des bureaux communaux de paiement des chômeurs, pour les remplacer par des bureaux régionaux, leur aurait permis un recrutement massif de cotisants désireux de ne pas trop devoir se déranger pour toucher leurs indemnités en cas de chômage. Malgré tout leur battage autour de cette question, malgré les mensonges qu'ils ont débités, les non-syndiqués n'ont pas rejoint les syndicats. Cet échec leur paraît d'autant plus tragique que l'augmentation des cotisations syndicales, prévue pour les premières semaines, risque, de leur propre aveu, d'entraîner des désertions syndicales importantes.

Dès lors, les dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. se sont jetés sur l'obligation, pour tous les syndiquables, d'être syndiqués. Ils réclament du parlement bourgeois une loi dans ce sens... voulant garantir ainsi la liberté individuelle qu'ils disent leur être si chère!

Les dirigeants de la C.S.C. ont deux solutions, semble-t-il :

- 1° Ils partent du même point de vue et des mêmes préoccupations que leurs collègues de la F.G.T.B. ils proposent que les non-syndiqués payent.... une cotisation syndicale qui serait prélevée sur leur salaire par le patron, transmise aux dirigeants syndicaux par l'entremise du gouvernement.
- 2° Tournant leur regard vers l'Amérique, ils réclament l'application, en Belgique, de "L'Union shop", c.à.d. que les conventions collectives contiendraient une clause obligeant les patrons à veiller à ce que tous leurs ouvriers soient syndiqués. Les patrons deviendraient donc des agents

recruteurs des syndicats.

Tout ceci démontre que les ~~agents~~ re dirigeants syndicaux de droite ne cherchent pas un renforcement de la capacité de lutte du syndicat, ni l'unité des travailleurs en vue de la lutte. Leur but est de récolter plus de cotisations; de disposer de plus d'argent pour entretenir leurs services techniques et pseudo-scientifiques, de renforcer leur bureaucratie, et de la rendre encore plus indépendante des travailleurs syndiqués.

Il est un autre aspect de ce même problème, que nous devons examiner avec encore plus de minutie, si nous voulons être capables de modifier cette situation désastreuse. C'est celui de notre travail à nous, communistes.

Nous voulons un mouvement syndical puissant, englobant l'ensemble de la classe ouvrière, l'aidant à défendre ses revendications immédiates, économiques et sociales, luttant pour l'abolition du salariat, défendant la liberté et la paix.

Qu'avons-nous fait pour avoir un tel mouvement syndical en Belgique?

Chacun admet que la trahison des dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. et la situation particulière que la Belgique a connue depuis la libération, à elles seules, ne peuvent expliquer l'état actuel du mouvement syndical. Il serait faux de sousestimer ces facteurs, mais il serait aussi faux, il serait même particulièrement dangereux de les surestimer, car cela conduirait à voiler nos propres faiblesses et nous empêcherait de trouver les moyens et les forces pour redresser la situation.

Au lendemain de la libération, notre Parti possédait de fortes positions dans les entreprises, surtout dans les industries principales du pays. Le mouvement syndical, revenu à la légalité, se développait rapidement et était fortement influencé par notre Parti. Les anciens dirigeants syndicaux réformistes et chrétiens s'efforcèrent, avec un succès relatif, de reconstituer leurs syndicats, provoquant ainsi la division de la classe ouvrière et du mouvement syndical.

Notre Parti prit la décision juste de lutter pour l'unité de la classe ouvrière et du mouvement syndical, soulignant que cette unité était indispensable à la défense des revendications ouvrières et à la marche en avant vers le progrès social.

RAPPORT SUR LA SITUATION DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL BELGE
=====

ET SUR LES TACHES DES COMMUNISTES.
=====

Notre pays traverse actuellement un moment économique et politique particulièrement critique de son histoire. La bourgeoisie belge, animée par la peur et la haine du progrès social, a entraîné notre pays dans la voie de la préparation à la guerre contre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire, sous la direction des impérialistes américains.

2/ Sous les prétextes les plus fallacieux, en arguant de la "défense des vieilles institutions occidentales" -- d'ailleurs seulement menacées par les forces progressistes de l'occident même -- la bourgeoisie belge a vendu l'indépendance de notre pays aux impérialistes américains, a transformé notre pays en un satellite des maîtres de la République Etoilée.

Il ne fait pas de doute que notre pays est l'un des plus américanisés de l'Europe. Ce sont les délégués de Truman qui, dans tous les domaines, dirigent la politique extérieure et intérieure de notre pays. Ils opèrent de plus en plus par injonctions directes et ouvertes. Connaissant bien la servilité de la bourgeoisie belge, les impérialistes américains imposent leurs lois, les lois de leurs intérêts, sans égard aucun pour les effets catastrophiques qui en découlent pour l'économie de notre pays. Toute velléité de protestation ou de simple désaccord de la part de notre bourgeoisie est immédiatement réprimée par les impérialistes américains.

Cette politique de guerre impose à notre pays des charges financières qui dépassent largement ses capacités normales. Elle provoque un profond déséquilibre dans l'économie belge. Elle conduit à la transformation de notre économie en économie de complément

...../

américain

de l'industrie de guerre, dérasant notre industrie de paix au profit de l'industrie de guerre, avilissant notre production.

Les impôts et taxes pèsent lourdement sur les salaires et appointements, sur les revenus des petites gens. Le Gouvernement farouchement opposé à l'impôt extraordinaire sur les bénéfices des industries de guerre, entend faire peser sur ~~le~~ le ~~niveau~~ d'existence des travailleurs de nouvelles charges pour satisfaire aux exigences de ses maîtres d'Outre-Atlantique. La "pause" que réclame le Gouvernement homogène P.S.C. ne peut que se traduire par une nouvelle saignée de la classe ouvrière.

La politique financière du Gouvernement conduit tout droit à la dévaluation de la monnaie dont, une fois de plus, les petites gens seraient les victimes.

L'industrie de guerre travaille à plein rendement et les américains lui portent un intérêt tout particulier. Ils s'efforcent de plus en plus à y faire pénétrer leurs méthodes d'exploitation des travailleurs. Sous le couvert de l'"aide Marshall" les Américains investissent des capitaux dans notre industrie de guerre pour s'en rendre entièrement maîtres. Ils envoient leurs techniciens et espions dans notre industrie de guerre, pendant qu'ils invitent des techniciens et des ouvriers - triés sur le volet - à aller faire leur apprentissage dans les usines américaines. Ils mènent une campagne effrénée pour l'augmentation de la productivité.

L'industrie de paix travaille de plus en plus au ralenti. De nombreuses usines textiles, de chaussures et autres travaillant pour la consommation directe ont fermé leurs portes jetant des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses sur le pavé. D'autres usines similaires travaillent avec un personnel fortement réduit, avec un chômage intermittent et partiel. Actuellement notre

...../

pays compte plus de 250.000 chômeurs complets et partiels officiellement enregistrés, auxquels il faut ajouter les chômeurs et chômeuses exclus des indemnités de chômage et le contingent supplémentaire de soldats sous les armes en raison des 24 mois de service militaire.

Le Gouvernement et le patronat ont passé résolument à l'attaque contre les conditions de vie et de travail des ouvriers.

~~Dans tous les domaines touchant au niveau de vie des masses travailleuses, le Gouvernement et le patronat s'efforcent à imposer des restrictions.~~

Les salaires sont liés à l'index truqué des prix de détail qui ne reflète nullement l'augmentation réelle du coût de la vie. Le Gouvernement en accord avec le patronat s'entend à merveille pour exercer une pression systématique sur les prix de certaines marchandises secondaires afin de ^{la hausse}retenir/ou faire baisser l'index. L'adaptation des salaires suivant les règles de l'index, ne compense pas la réduction de leur pouvoir d'achat. Il n'est pas exagéré de dire que les salaires ont, ainsi, au cours des deux dernières années, perdu plus de 20% de leur pouvoir d'achat.

Une offensive acharnée a été déclenchée par le Gouvernement et le patronat contre la Sécurité Sociale sous toutes ses formes, supprimant une série d'avantages importants accordés après la Libération. Les modifications aux règlements d'indemnisation des chômeurs se succèdent, excluant toujours de nouvelles catégories de chômeurs des droits à l'indemnité de chômage, malgré que lorsqu'ils étaient au travail ceux-ci payèrent leur cotisation au Fonds de l'assurance chômage.

Pendant ce temps, souvent sous la conduite d'ingénieurs et de techniciens américains, le patronat se livre à une rationalisation effrénée, à l'accélération des cadences de travail et au sabotage de la journée des huit heures de travail. Le calcul des salaires s'établit

...../

4

de plus en plus sur en ensemble de primes, instaurées en vue d'accen-
tuer la productivité au détriment de la santé et de la vie des travail-
leurs. Ces primes ont de plus en plus tendance à former l'essentiel du
salaire ^{au détriment du salaire} de base, forçant les ouvriers à augmenter leur production pour
arriver à un salaire permettant de nourrir leur famille. Ce système
a en même temps cet avantage pour les patrons de mettre les ouvriers
dans l'impossibilité de connaître exactement ce qu'ils auront gagné à
la fin de leur semaine.

Le rapport de la direction de la Société générale de Belgique
annonce fièrement que :

- " 1° Les entreprises consommatrices de combustibles ont été très
" actives en 1951; la production de la sidérurgie et celle des centrales
" électriques, calculées par rapport à 1950, ont, en effet, respecti-
" vement atteint les indices 134 et 112,50%
- " 2° L'industrie charbonnière belge a donc fourni un gros effort pour
" accroître sa production, qui est passée de 27.300.000 tonnes en 1950
" à 29.600.000 tonnes en 1951.
" Cet effort a porté à la fois sur l'augmentation de la productivité
" et sur l'accroissement des effectifs. La hausse de la productivité
" moyenne du personnel fond et surface s'est poursuivie malgré l'inex-
" périence de la main d'oeuvre étrangère mise au travail au cours de
" l'exercice. La productivité est passée de 623 Kgs en 1950 à 738 Kgs
" en 1951 ;
- " 3° "l'année 1951 a vu se poursuivre l'expansion de la production si-
" dérurgique qui se manifestait de puis les derniers mois de 1950. Le
" tonnage de lingots réalisé par l'ensemble des aciéries belges est
" passé de 3.735.000 tonnes en 1950, à 5.000.000 de tonnes en 1951,
" chiffre jamais atteint jusqu'à présent"

Mais, ce que la direction de la Société générale de Belgique
n'a pas cru devoir signaler dans son rapport, c'est que cette augmen-

tation de la production est avant tout le résultat de la rationalisation et de l'accélération des cadences de travail, entraînant une augmentation inquiétante du nombre d'accidents de travail, mortels et autres, ainsi qu'une augmentation pas moins inquiétante du nombre des invalides du travail, particulièrement dans les charbonnages. Ceux-ci sont le résultat direct de la surexploitation que pratique le patronat, du manque de mesures de sécurité et d'hygiène dans les entreprises. Et l'on pourrait multiplier ces exemples indiquant tous, l'exploitation accrue des travailleurs.

Tous ces faits indéniables sont la contribution à la préparation à la guerre que le patronat impose à la classe ouvrière de notre pays, pendant qu'il réalise des bénéfices scandaleux qui eux aussi n'ont jamais été atteints jusqu'ici

Camarades,

Il apparaît de plus en plus clairement que la bourgeoisie belge n'a pu réussir cette politique de réduction du niveau de vie des travailleurs, de surexploitation et de préparation à la guerre que grâce à l'aide qu'elle a trouvée auprès des agents au sein de la classe ouvrière, se trouvant à la tête des organisations syndicales.

Le mouvement syndical de notre pays subit, plus particulièrement dans les derniers temps, des modifications importantes tant dans le domaine politique que dans celui de l'organisation. Ces modifications ne manquent pas de susciter de sérieuses inquiétudes chez tous ceux qui sont conscients du rôle qui incombe au mouvement syndical, dans la défense des conditions de vie des travailleurs et de la paix, dans la lutte émancipatrice de la classe ouvrière.

Ces modifications ne sont pas le fait du hasard. Elles sont le résultat du processus de désagrégation du régime ca-

...../

pitaliste de sa fascisation qui marque au fer rouge le déclin du capitalisme et de la tentative des dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. de la C.S.C. et de la C.S.L. de mettre les syndicats à la disposition des capitalistes pour prolonger l'existence de leur domination de classe.

Un ensemble de faits témoignent de la confusion qui règne actuellement parmi les travailleurs, confusion d'autant plus dangereuse qu'elle freine la lutte économique et politique des travailleurs et tend à affaiblir la confiance dans l'efficacité de la lutte syndicale et des syndicats.

L'on peut résumer les manifestations de cette confusion comme suit:

- 1° un certain nombre d'ouvriers quittent les syndicats et se refusent obstinément à y rentrer. Parmi eux se trouvent des ouvriers communistes et progressistes;
- 2° des travailleurs ont abandonné et abandonnent la F.G.T.B. pour rejoindre la C.S.C. et, subsidiairement les syndicats libéraux;
- 3° La F.G.T.B. - l'organisation syndicale qui groupe incontestablement la partie la plus consciente de la classe ouvrière de notre pays - voit reculer systématiquement le nombre de ses membres, pendant que la C.S.C. continue à augmenter le nombre de ses adhérents;
- 4° plus de la moitié des travailleurs de notre pays restent inorganisés. L'exemple des mineurs est particulièrement suggestif: 30 à 35.000 mineurs, sur les 165.000 sont organisés dans les différents syndicats existants de mineurs.

Sans doute, ces faits ne se manifestent pas partout avec la même intensité en raison de conditions différentes, que nous examinerons dans la suite. Ils n'en révèlent pas moins la ligne générale du développement du développement du mouvement syndical.

Cette situation grave exige de la part des commu-

nistes, un examen minutieux afin de déceler tous les éléments de celle-ci, de rechercher les moyens de la redresser, de pouvoir mettre à la disposition des travailleurs tous les éléments et moyens qui doivent leur permettre de ramener leurs syndicats dans la voie de la lutte de classe, d'en refaire des instruments de luttes et de victoires ouvrières.

L'histoire du mouvement ouvrier de notre pays est un témoignage brillant de la combattivité de notre classe ouvrière, de sa décision courageuse dans la lutte et de sa ténacité, de sa maturité politique. Les réactions et les luttes ouvrières de ces derniers temps démontrent que le faux argument " de la passivité ouvrière " dont certains se servent pour expliquer la situation actuelle, ne leur sert que pour jeter un voile sur les raisons réelles des succès patronaux, que pour camoufler l'aide pratique qu'ils apportent au patronat, à la bourgeoisie.

"La passivité de la classe ouvrière " est l'argument favori des dirigeants de droite du mouvement syndical, particulièrement des dirigeants de la F.G.T.B. et cela n'est pas le fait du hasard! Ce slogan leur sert excellemment de couverture pour tromper les travailleurs, de prétexte pour justifier leur politique de collaboration de classe, qui n'est autre qu'une politique de subordination de la classe ouvrière aux intérêts de la bourgeoisie.

En fait, il est bien difficile de distinguer - quant au fond - une différence entre la politique de bourgeoisie, de sa partie la plus réactionnaire, la plus américanisée et celle des dirigeants des syndicats, de la F.G.T.B. aussi bien que de la C.S.C. et des syndicats libéraux. Sans doute, sur des questions de détail, les dirigeants syndicaux de droite se querellent avec les patrons et le Gouvernement; ils ne sont pas d'accord sur les modalités d'application pratique de la politique de la bourgeoisie, ils prétendent seulement de savoir mieux la réaliser. Ces querelles permettent aux

seulement de savoir mieux la réaliser . Ces querelles permettent aux dirigeants syndicaux de droite de mieux tromper les travailleurs, en se donnant des airs de combattre le patronat.

Les dirigeants syndicaux de droite usent d'habileté aidés en d'ailleurs par les patrons, pour faire croire aux ouvriers que leurs compromis et demi-mesures sont des "victoires" arrachées sans luttes au patronat.

L'essentiel, c'est que les dirigeants syndicaux de droite mettent tout en oeuvre pour accomplir leur mission, qui est celle de faire accepter la politique de la bourgeoisie par la classe ouvrière.

Ils sont d'accord sur le maintien du régime capitaliste, qu'ils disent vouloir corriger de ses défauts. Les dirigeants de la F.G.T.B. ne parlent plus du socialisme que pour capter la confiance de leurs membres, pendant que ceux de la C.S.C. jurent sur le soi-disant anti-capitalisme des encycliques papales pour les mêmes raisons que leur collègues de la F.G.T.B.

Dès, lors, ils sont d'accord avec la bourgeoisie, avec sa partie la plus réactionnaire, pour accuser l'U.R.S.S., les Pays de Démocratie populaire - dans ces pays où les travailleurs ont aboli le capitalisme et s'orientent respectivement dans la voie du communisme et du socialisme - de troubler la quêtude du monde capitaliste, de le menacer d'une guerre. Aussi s'entendent-ils à merveille avec la bourgeoisie pour organiser et orchestrer les campagnes anti-communistes et anti-soviétiques.

Ils sont les plus chauds partisans de toutes les mesures de préparation à la guerre des impérialistes américains et de leurs valets belges. Le plan Marschall, le plan Schuman - FINET est le candidat de la C.I.S.L à "la haute autorité" de celui-ci - l'armée européenne, le mouvement européen socialiste - le secrétariat

...../

de la C.G.S.P. vota une cotisation annuelle à ce mouvement, heureusement repoussée par le Bureau Exécutif - et autres moyens de préparation à la guerre, n'ont trouvé de meilleurs défenseurs que les dirigeants de droite du mouvement syndical.

Ils sont d'accord pour réclamer, pour imposer à la classe ouvrière des sacrifices, dans tous les domaines de sa vie, pour préparer cette guerre contre l'U.R.S.S. et les Pays de démocratie populaire, dont ils attendent le sauvetage du régime capitaliste. Ces sacrifices ont été ouvertement réclamés par FINET, le secrétaire général de la F.G.T.B. et par COOL, le président de la C.S.C.

Les dirigeants de droite de la F.G.T.B. et de la C.S.C. sont les promoteurs de l'accrochage des salaires à l'index des prix de détail, sachant bien que ce système conduit à une réduction continue du pouvoir d'achat de ceux-ci. Ils ont été aux côtés des patrons pour se dresser contre les travailleurs qui exigeaient des augmentations des salaires en évoquant la sacro-sainteté des conventions conclues entre eux et les patrons.

Les dirigeants syndicaux de droite de la F.G.T.B. et de la C.S.C. sont les promoteurs des primes à la production et autres, qui s'appuient sur des bas salaires fixes de base. Chaque fois que les travailleurs menacent de partir en grève pour une augmentation des salaires, ils s'avancent avec des primes qui ont cette triple conséquence - savamment calculée par les dirigeants syndicaux - de n'accorder qu'une amélioration relative et momentanée à ceux qui l'obtiennent, de pousser à l'augmentation de la production et à la division des ouvriers.

Ils sont les promoteurs de conventions collectives à long terme - le plus souvent conclues à l'insu des travailleurs - dans les commissions paritaires nationales. Ces conventions tentent

...../

d'enfermer les travailleurs dans un ensemble de commissions et de sub- et sous-commissions, de commissions techniques et catégorielles de conciliation et d'arbitrage, et d'autres encore. Ces conventions reçoivent pour mission de freiner les luttes pour l'amélioration permanente des conditions d'existence des travailleurs et servent de prétexte pour décréter de "sauvages" les grèves déclenchées par les travailleurs et de leur refuser les indemnités de grève.

Ils sont les promoteurs de l'institution d'une quantité innombrable de catégories, avec des salaires différents, dans les entreprises. Ce système a pour conséquence:

1° que les ouvriers, dans leur immense majorité, sont dans l'impossibilité de calculer avec exactitude leurs salaires et sont à la merci des patrons;

2° de créer la suspicion et la division parmi les ouvriers de les dresser les uns contre les autres, de rendre l'établissement d'une revendication générale et la lutte d'ensemble pour sa réalisation difficiles.

Ils soutiennent en sous-main les attaques gouvernementales et patronales contre la Sécurité Sociale, leur chasse aux "abus" qui sert au Gouvernement de justification. Les dirigeants syndicaux de droite se bornent à des protestations, parfois un peu criardes, mais ils évitent soigneusement de faire appel aux travailleurs pour défendre la Sécurité Sociale.

Les dirigeants de la F.C.T.B. se livrent, de temps à autre à des manifestations spectaculaires soi-disant revendicatives. Ils "revendiquent" des "prélèvements" de plusieurs milliards sur les bénéfices capitalistes, qui se tournent invariablement en prélèvements sur les caisses de la Sécurité Sociale (de pension de congés complémentaires et autres) pour détourner le mécontente-

...../

des ouvriers et pour briser leur volonté de lutte. Ils ont d'ailleurs soin d'éviter de donner des mots d'ordre d'action pratiques

Ils sont les promoteurs de l'augmentation de la productivité et déclarent - sans que cela n'ait le moindre effet - que les ouvriers doivent en recevoir leur part. Ils sont les défenseurs du plan Robinson, des exigences rationalisatrices du Plan Schuman, du chronométrage et autres systèmes Bedeaux.

Ils sont les partisans de l'expulsion des ouvriers étrangers de nos mines, pour les remplacer par les chômeurs des industries flamandes, en vue de résoudre le chômage

Ils sont prêts à donner leur accord - Gailly et d'autres au nom de la C.I.S.L., sont allés négocier avec le général Eisenhower - à la déportation des travailleurs de notre pays vers les mines et les usines de la Ruhr.... tout comme au temps de la gloire d'Hitler!

Ils n'hésitent pas à faire appel à la police et à la gendarmerie comme pendant la grève des dockers anversois pour briser la grève et pour se protéger contre la colère de leurs propres membres.

Ainsi chacun peut s'en rendre compte, la politique des dirigeants syndicaux de droite de la F.G.T.B. comme de ceux de la C.B.C. sert admirablement la politique des impérialistes américains, se confond avec la politique des mandatsⁿ de Truman.

Camarades,

La réalisation de cette politique pose une série de conditions, sans lesquelles les dirigeants syndicaux de droite devraient échouer dans leur entreprise.

Si les dirigeants syndicaux de droite, de la F.G.T.B. et de la C.B.C. veulent pouvoir servir la politique des impérialistes

...../

américains, ils doivent s'atteler à paralyser l'action revendicative sociale et politique des travailleurs, ils doivent empêcher les travailleurs à se servir de leurs organisations syndicales, en détournant celles-ci de leurs tâches, ils doivent ébranler la confiance des travailleurs en eux-mêmes et dans l'organisation et l'action syndicales. Les faits prouvent que les dirigeants syndicaux de droite se sont attachés et s'attachent de plus en plus à cette tâche et qu'ils ont, malheureusement partiellement réussi.

Les dirigeants syndicaux, tant ceux de la F.O.T.B. que ceux de la C.S.C. exercent une dictature quasi-absolue sur les syndicats et les syndiqués. Une bureaucratie syndicale corrompue, entièrement à la dévotion de la politique capitaliste, dicte sa loi en éliminant toute démocratie syndicale des syndicats, en écartant pratiquement les travailleurs de la direction de leurs organisations syndicales. S

Selon eux, les travailleurs n'ont plus à s'occuper de leurs revendications, elles sont établies par des commissions nationales techniques auprès des directions des centrales syndicales. Elles sont soumises aux patrons, discutées dans les commissions paritaires avant même qu'elles soient connues par les travailleurs intéressés. Les dirigeants syndicaux concluent des accords avec les patrons souvent à l'insu ou contre la volonté des ouvriers. Les revendications venant des ouvriers, établies dans des assemblées d'usine par l'ensemble du personnel ou par les seuls syndiqués, sont délibérément écartées par les dirigeants syndicaux. Les dirigeants de la F.O.T.B. posent des revendications tout à fait générales comme le prélèvement de 3 milliards sur les bénéfices capitalistes "pour garantir les engagements pris et à prendre" - et qui se prélèvent finalement sur les caisses de la Sécurité Sociale - "reven-

...../

dications" qui doivent être réglées autour du tapis vert, pour détourner les travailleurs de leurs revendications immédiates, à l'usine, et de la lutte directe pour les réaliser. Et, s'ils ne réussissent pas dans leurs manœuvres, les dirigeants syndicaux transforment les revendications ouvrières d'augmentation des salaires en primes à la production au plus grand profit des patrons.

Il en est des conditions de travail comme des salaires. Elles sont établies dans les commissions paritaires, sans consultation préalable des travailleurs intéressés, souvent à leur insu. Elles leur sont imposées par les dirigeants syndicaux après qu'ils se sont mis d'accord avec les patrons dans les commissions paritaires.

Sentant bien que le point le plus vulnérable de la réalisation de leur politique est l'entreprise, les dirigeants syndicaux créent, avec le accord des patrons et parfois aux frais de ces derniers, des organismes pour faire respecter leurs décisions par les ouvriers dans les entreprises.

Les délégations syndicales dans les entreprises sont une conquête importante des travailleurs. Mais les manœuvres communes des patrons et des dirigeants syndicaux ont pour but de les transformer en leur contraire. Les dirigeants syndicaux posent la candidature de leurs hommes aux élections des délégués syndicaux, ils ont réussi à décourager de bons défenseurs des intérêts ouvriers à accepter les fonctions de délégués syndicaux ou de le rester en les posant devant le choix de participer à leur corruption et se compromettre devant les travailleurs ou être victimes des mesures patronales ou s'en aller. Certains délégués syndicaux hommes à tout faire des dirigeants syndicaux et favorisés par les

...../

patrons travaillent avec ceux-ci pour freiner l'action ouvrière à l'entreprise et mènent la vie dure à leurs collègues délégués syndicaux qui sont restés fidèles à leur classe et que les dirigeants syndicaux n'ont pu évincer. Ces délégués syndicaux font régner une véritable terreur dans certaines entreprises; souvent les ouvriers craignent de leur déplaire de peur qu'ils ne les dénonceraient pas devant les patrons, voire même qu'ils les dénonceraient aux patrons et leur feraient perdre leur emploi. L'exemple le plus clair que l'on peut citer est celui des dockers anversois ou, de commun accord entre les patrons et les délégués syndicaux, surtout sur l'insistance de ces derniers, les camarades du "comité d'action" se sont vu retirer leur carte de travail après une action qu'ils avaient dirigée.

Il en est de même avec les conseils d'entreprise. Dans de nombreux cas, l'on retrouve dans les conseils d'entreprise des délégués syndicaux, confondant non seulement les fonctions qui leur ont été confiées par les ouvriers, mais aussi les tâches différentes des deux organismes. Ce que les dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. attendent des conseils d'entreprise. Elie TROCLLET parlant à la Chambre au nom de la F.G.T.B. déclare: " les ouvriers veulent être admis dans l'entreprise, occuper une fonction économique et y acquérir une valeur propre " M COOL, président de la C.S.C., précise: "Le conseil d'entreprise est un organe de collaboration.... " Le Conseil d'entreprise est l'organe qui met en présence tous les éléments de l'entreprise en vue de son épanouissement et du partage des fruits ". En fait, aux yeux des dirigeants réformistes et chrétiens et dans leur pratique quotidienne, le conseil d'entreprise, constitue la prolongation de leur politique du tapis vert, jusque dans l'entreprise et appelé à briser l'action ouvrière .

...../

Les dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. et de la C.S.C. se sont arrangés de telle sorte que les ouvriers aient le moins de recours possibles contre cette politique dans les syndicats. Les réunions syndicales d'entreprise ne peuvent être convoquées sans leur accord par les délégués syndicaux; ils ont obtenu des patrons de ne tolérer que de telles réunions dans leurs entreprises. Les assemblées syndicales locales ne sont convoquées que très rarement par les dirigeants qui les prétendent inutiles, qui se refusent à les convoquer même si elles sont demandées par des groupes d'ouvriers syndiqués. Toutes les décisions sont prises par les comités syndicaux dont les membres, dans de nombreux cas, ne sont pas élus par les ouvriers mais désignés par les dirigeants syndicaux parmi ceux qui leur sont les plus attachés. Dans le meilleur des cas, ils organisent des réunions d'information de militants leur permettant d'y convoquer surtout ceux qu'ils savent être de leur bord. Les congrès régionaux et nationaux ne donnent pas lieu à l'élection de délégués par les ouvriers syndiqués, les dirigeants partagent les mandats de délégué au congrès parmi leurs amis sûrs. Toute démocratie syndicale est quasi-bannie des syndicats de la F.G.T.B. et de la C.S.C.

Les dirigeants de la F.G.T.B. et de la C.S.C. se sont de plus en plus efforcés à faire des syndicats des rouages de l'Etat capitaliste. D'abord, les dirigeants syndicaux se sont efforcés et s'efforcent à déplacer le centre de la lutte économique et sociale des travailleurs, ils s'en prennent de moins en moins aux patrons, mais à l'Etat; ainsi, ils veulent empêcher que les ouvriers se mêlent directement de la défense de leurs intérêts, pour porter le différend sur le plan parlementaire et des parlottes. A tout propos et surtout hors propos ils réclament l'interven-

...../

tion de l'Etat capitaliste, du gouvernement pour jouer le soi-disant arbitre, pour prendre des décisions par la voie législative qui seraient obligatoires pour les deux parties. Les dirigeants ont chargé les syndicats de fonctions qui ne leur appartiennent pas mais qui les lient directement à l'Etat capitaliste. Donnons deux exemples: 1° dans des commissions paritaires les dirigeants syndicaux ont établi, de commun accord avec les patrons et le Gouvernement, des règlements de police en cas de grève, qui fixent ce qui doit rester au travail lorsque les ouvriers décident d'arrêter le travail dans des industries déterminées et qui justifient à l'avance, l'intervention de l'appareil de répression de l'Etat contre les grèves; donnant ainsi de nouvelles formes à la mobilisation civile introduite par VAN ACKER.

2° les syndicats sont chargés du paiement des chomeurs involontaires et de participer à la chasse des soi-disant "abus"; des fonctionnaires syndicaux sont ainsi payés par l'Etat. Les dirigeants syndicaux veulent aller encore plus loin en exigeant de l'Etat, ceux de la F. .T.B., une loi obligeant tous les travailleurs à se syndiquer, ceux de la C.S.C., une loi obligeant tous les ouvriers à payer une cotisation syndicale par l'intermédiaire d'une retenue à la source et transmise par l'Etat aux syndicats.

Cette politique ne manque pas de provoquer certaines réactions directes chez les travailleurs. Malgré les efforts, des dirigeants réformistes, des grèves éclatent. Ces grèves sont décrétées par eux de "sauvages", ce qui veut dire que les indemnités de grève ne sont pas payées aux grévistes. Les dirigeants syndicaux considèrent que le déclenchement de la grève est exclusivement de leur domaine, que les travailleurs n'ont rien à dire en cette matière. A titre d'exemple, voici ce qu'en disent les statuts de la Centrale

...../

des Métallurgistes de Belgique;

" Dans le cas où la direction des usines intéressées se
 " refuserait à tout arrangement il sera procédé à un référen-
 " dum. Pour que celui-ci soit valable, il faut que 80% au
 " moins de l'ensemble des syndiqués impliqués dans le conflit
 " y prennent part et que 65% se prononcent pour la grève.
 " D'accord avec l'organisme régional ou provincial, le Comité
 " National pourra, si les circonstances l'exigent, poser la
 " question de la reprise du travail.. Lorsqu'il interviendra
 " dans ce sens, la grève ne pourra continuer que si 80% des
 " grévistes syndiqués ont pris part à un nouveau scrutin et si
 " 65% d'entre eux se prononcent pour sa continuation "

" Le Comité National ou le Comité Exécutif national se
 " réserve le droit de ratifier ou de rejeter le résultat de
 " la consultation des ouvriers au cas où il jugerait qu'une
 " ou plus des clauses ci-dessus n'auraient pas été respectées

Ce n'est pas que les dirigeants syndicaux se trompent
 sur le caractère de ces "grèves sauvages", ils ne croient même pas -
 ils le disent eux-mêmes en ces termes - " que nous nous trouvons ici
 " en présence d'un phénomène passager, mais d'un phénomène permanent
 de notre société moderne. Un problème, en effet, qui va vraisembla-
 blement croître au lieu de diminuer, à moins que nous ne trouvions
 un moyen de le liquider". Quel est selon eux ce caractère? Voici:

" Chaque grève non officielle est une révolte des tra-
 " vailleurs, non pas simplement contre un employeur, mais
 " contre un ensemble d'instances administratives dont leur
 " propre organisation, leur syndicat fait partie au même titre
 " que leur employeur Et tout cela est bien étrange, car
 " jadis, les grèves non-officielles étaient dirigées contre
 " de mauvais patrons, tandis que ces grèves sont dirigées

18

aujourd'hui contre de bons employeurs, ou plutôt elles sont moins dirigées contre l'employeur que contre l'ensemble du système des relations employeur-syndicat qui lie les deux parties "...

Ajoutons encore que, outre que les dirigeants syndicaux se prétendent des "hommes d'Etat industriels" qui s'appuient sur leurs "bureaux d'études", sur leurs "économistes, avocats et techniciens" en vue de convaincre le patronat de la justesse mathématique de leurs revendications, ils ont une singulière opinion d'eux-mêmes qui montre combien ils sont loin des travailleurs et de leurs intérêts. C'est un dirigeant syndical qui l'écrivait dans "Raak" l'organe du mouvement ouvrier chrétien;

"Pour nous permanents, il n'existe plus de problème du
" travail. En ce qui nous concerne personnellement ce problème est
" résolu. Nous vivons dans l'aisance, où que nous nous présentons,
" nous sommes considérés, et nous avons notre formation générale.
" La bourgeoisie qui s'entretient avec nous ne nous traite plus guè-
" re de haut. Elle nous traite même avec une certaine admiration
" parce que nous sommes parvenus à nous élever au dessus de la con-
" dition ouvrière. Car voilà précisément le problème: ils ne nous
" considèrent plus comme des ouvriers, et quand ils parlent avec
" nous des ouvriers, ils le font avec une humiliante pitié qui
" JADIS nous eût fait sortir de nos gonds".

L'on peut résumer ceci en disant que c'est par ces voies qu'en ordre principal, les dirigeants syndicaux de droite sont parvenus à imposer la politique de la bourgeoisie à la classe ouvrière, qu'ils sont parvenus à apporter leur contribution au soutien du régime capitaliste.

Camarades,

Cette politique des dirigeants syndicaux de droite à eu et a des conséquences graves pour la classe ouvrière et pour

.... /

son mouvement syndical.

Malgré l'accentuation des attaques patronales et gouvernementales contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, malgré l'abaissement réel du niveau de vie des travailleurs, des chômeurs, des malades et invalides, des pensionnés, les dirigeants syndicaux ont réussi à freiner la résistance ouvrière. Les patrons et le Gouvernement ont réussi, dans les domaines les plus divers à reprendre des avantages conquis par les travailleurs, sans se heurter à une puissante opposition de leur part. La direction de la C.S.C. dans le "discours de nouvel-an de M. COOL" annonce avec grande satisfaction que "l'année a été favorable pour la caisse de résistance. Il a été payé 8.940.413,17 frs en indemnités de grève contre 50.723.257,70 frs en 1950 et 21.517.543,60 frs en 1949. Les réserves de la Caisse centrale de résistance ont donc augmenté dans une large mesure, et nous pouvons envisager l'avenir en toute tranquillité". Après avoir annoncé que "l'avoir de la caisse centrale de résistance est investi", M. Cool donne cours aux préoccupations principales des dirigeants syndicaux chrétiens - qui sont ceux aussi de ses collègues de la F.C.T.B. - en ces termes: " espérons que la paix sociale ne sera pas troublée en 1952 et que nous puissions continuer à consolider nos réserves".

Cela ne signifie pourtant nullement que les travailleurs sont contents du sort qui leur est fait. Il règne un profond mécontentement parmi les travailleurs qui trouve même, de temps à autre, son expression dans des grèves, les unes "reconnues" par les dirigeants réformistes et chrétiens, les autres dénommées par eux de "sauvages". Les récentes grèves après celles contre le retour du roi telles que celles des communaux, des mineurs de Seraing et de Charleroi, des travailleurs des produits chimiques de Gand, témoi-

.... /

gnent d'une grande volonté de lutte des travailleurs. Les dirigeants syndicaux s'efforcent d'ailleurs de briser ces luttes ou de les user dans l'isolement.

Dans les industries travaillant pour la guerre, les ouvriers ont arraché, par l'action à l'entreprise et sans l'intervention des dirigeants syndicaux, de nombreux avantages appréciables. Ces actions ne dépassent généralement guère le cadre de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci, elles ne sont pas liées avec les entreprises similaires. Il est important de souligner que, chez les ouvriers les plus clairvoyants, commence à se développer la conviction qu'il faut éviter l'intervention des dirigeants réformistes et chrétiens pour qu'une lutte soit victorieuse et qu'il faut rechercher, à l'entreprise, les formes d'action qui évitent ces interventions, c'est à dire des formes d'action qui ne nécessitent pas le paiement d'indemnités de grève.

Dans les industries travaillant pour la paix, ou le chômage complet et partiel est particulièrement intense, ou les attaques patronales se multiplient, la résistance ouvrière est plus faible et les dirigeants syndicaux de droite essaient de s'en tirer en menaçant les patrons de leurs foudres pour les temps où la conjoncture économique sera plus favorable aux industries de paix!

Les ouvriers, dans leur majorité, sont convaincus et le déclarent, que les dirigeants syndicaux de droite trahissent leurs intérêts, qu'ils défendent les intérêts patronaux. Dans les rares assemblées syndicales convoquées par les dirigeants syndicaux, les ouvriers ne manquent pas de leur dire ce qu'ils pensent d'eux. Les dirigeants syndicaux doivent parfois quitter les assemblées syndicales sous les huées des syndiqués. Mais cela ne se traduit pas en changements dans les syndicats.

...../

Une bonne partie des ouvriers se sont convaincus aussi, dans le cadre syndical actuel, de l'inutilité de leurs décisions, étant donné que les dirigeants syndicaux en "font ce qu'ils veulent". Une longue expérience leur a appris que la bureaucratie syndicale ne tient nullement compte de leurs décisions. Plus, que la bureaucratie syndicale se refuse systématiquement à la convocation d'assemblées syndicales en vue d'empêcher les travailleurs de discuter et de prendre des décisions dans le cadre de leur organisation syndicale.

Les ouvriers ont perdu leur confiance dans les dirigeants syndicaux de droite, ce qui n'est certainement pas grave. Mais la politique et les agissements des dirigeants syndicaux ont également commencé à ébranler leur confiance dans l'avenir des syndicats et dans le syndicalisme.

Voici comment le correspondant à Londres du "Nieuwe Gids" à l'occasion d'une grève de dockers, décrit la situation et les sentiments des syndiqués:

" Les syndicats sont trop bureaucratisés. Ils ont accepté
 " des tâches de gestion qui sont, en partie, en contradiction avec
 " leur fonction originelle ... On constate que les syndicats, en se
 " substituant en partie aux employeurs, se sont trouvés dans une
 " situation fautive vis à vis de leurs membres. Le lien qui unit l'ou-
 " vrier à son syndicat s'est relâché et chaque fois qu'une revendi-
 " cation doit être posée avec force on voit, devant l'indifférence
 " des mandataires syndicaux, des dirigeants improvisés se faire les
 " porte-paroles de leurs compagnons de travail".

Un dirigeant syndical réformiste anglais a précisé encore plus clairement quels sont les conséquences de la politique des chefs syndicaux réformistes et chrétiens en disant qu'il résulte de cette situation " dans le sein du mouvement syndical moderne une inévitable rupture entre les travailleurs et leurs dirigeants".

La politique des dirigeants syndicaux de droite et leur dictature sur les syndicats et les syndiqués, ont conduit à créer ce sentiment chez les travailleurs que les syndicats ne sont plus leurs organisations, qu'ils ne s'y sentent pas à l'aise, qu'ils paient pour des organisations qui ne sont pas à eux et qu'on utilise contre eux, qu'ils paient leur cotisation syndicale pour nourrir des gens qui agissent contre leurs intérêts.

Beaucoup d'ouvriers - parmi lesquels l'on compte de bons combattants - ont abandonné l'espoir de pouvoir reconquérir leurs syndicats et les ramener dans la voie de la lutte pour la défense de leurs intérêts. Ceux-là se contentent de payer leurs cotisations ou abandonnent le syndicat.

Camarades,

Malgré qu'il y a lieu de se servir avec beaucoup de prudence des statistiques sur le nombre de syndiqués, élaborés par les dirigeants syndicaux, ceux-ci restent néanmoins assez suggestifs sur l'évolution des effectifs syndicaux.

Les dirigeants de la F.C.T.B contrairement à ce qu'ils faisaient dans les premières années après la Libération, ont perdu l'habitude de publier les chiffres de leurs effectifs; ils ont même déclaré être adversaires de tout contrôle sur ceux-ci. Les derniers chiffres globaux publiés par eux disent:

1945	1946	1947
511.851	585.269	567.071

Depuis lors, plus de chiffres globaux.

Chacun sait cependant que les effectifs de la F.C.T.B. ont continué la baisse qu'ils avaient déjà commencée en 1947. Cette tendance se traduit assez clairement dans des chiffres partiels qui ont été publiés ou que l'on peut trouver dans certains rapports syndicaux.

...../

Dans un compte-rendu d'une assemblée d'information pour militants syndicaux, dans le Brabant wallon, tenue le 3 mai 1951, il est dit:

" Situation des effectifs de la Régionale au 1er mars 1951:
" 4.000 membres contre 10.000 en 1946 et 17.000 en 1939. Ces
" chiffres donnent immédiatement une idée du chemin à parcourir ".

Les statistiques des cotisations mensuelles rentrées, publiées par la C.G.S.P. (il faut tenir compte qu'il s'agit des "cotisations rentrées", et qu'il peut y avoir certains retards dans les versements,) donnent 123.930 (sans les pensionnés) cotisations en août 1951; 81.917 cotisations en février 1952. La perte se répartit sur tous les secteurs qu'englobe la C.G.S.P., mais particulièrement sur celui des cheminots: 35.797 cotisations en août 1951, 24.734 cotisations en février 1952.

Nos amis de Verviers nous ont donné les chiffres suivants: pour la régionale F.G.T.B.: 17.002 membres en 1949, 15.600 membres en 1951. Les industries les plus atteintes par la baisse des effectifs sont le textile (probablement des femmes exclues de l'indemnité du chômage ont quitté le syndicat) et la métallurgie.

D'ailleurs, dans son rapport sur l'augmentation des cotisations syndicales à la Régionale métallurgistes de Charleroi, GAILLY prévoyait tranquillement de nouvelles désertions syndicales à cause de cette augmentation.

Les effectifs de la F.G.T.B. marquent une tendance de plus en plus accentuée à déplacer leur majorité en Flandres. Selon les chiffres donnés dans le rapport administratif de la F.G.T.B. de 1948, il y avait dans les arrondissements flamands 255.311 membres contre 286.529 membres (Bruxelles avec 48.245 membres compris) pour la partie d'expression française du pays. Les abandons des syndicats se produisent surtout en Wallonie.

...../

Dans son "discours de nouvel an" M. COOL, parlant des effectifs de la C.S.C. déclarait:

" Pour la seconde fois, nous avons établi le chiffre de nos effectifs non pas d'après les membres inscrits, mais d'après les cotisations payées, ce qui nous donne une plus grande garantie de l'exactitude de nos chiffres. Nous n'avons pas considéré le nombre de membres inscrits au 30 septembre 1951, mais la moyenne des cotisations perçues du 1er octobre 1950 au 30 septembre 1951. Nous arrivons ainsi à 575.160 membres contre 547.912 au 30 septembre 1950 soit un progrès de 27.248 membres.... La centrale qui marque les progrès les plus importants est évidemment la Centrale du Textile avec un gain de 7.052 membres Léger progrès en Wallonie".

le principal des effectifs de la C.S.C. se trouvant en Flandres.

Nous possédons peu de précisions sur les syndicats libéraux, mais il semble que leurs effectifs sont légèrement en hausse mais ne dépassent pas les 60.000 membres.

Les Syndicats Uniques des Mineurs et des Carriers sont légèrement en hausse; cela est surtout vrai pour les mineurs.

Cela signifie que 40 à 45% des travailleurs syndiqués sont syndiqués et la tendance, malgré le gain des syndicats chrétiens reste à la baisse des effectifs.

D'une analyse des statistiques des effectifs syndicaux il se dégage:

1° que le nombre des syndiqués est le plus élevé dans les industries où les travailleurs sont le plus tributaires des caisses spéciales, à caractère mutualiste-assurance; l'industrie textile avec son chômage quasi-permanent: dock avec l'existence du chômage permanent et la caisse de sécurité d'existence, etc....

2° que le nombre de non-syndiqués et d'ouvriers abandonnant les syndicats se trouvent surtout dans les industries qui sont

peu ou pas tributaires des caisses syndicales spéciales: mines, où il n'y a pas de chômage (35.000 syndiqués à peine sur 165.000 mineurs environ) métallurgistes etc....;

3° que le nombre de non-syndiqués et d'ouvriers désertant les syndicats est plus fort en Wallonie qu'en Flandres cela surtout en raison des positions géographiques des industries.

4° que les syndicats chrétiens, et subsidiairement les syndicats libéraux, continuent à se développer lentement en Flandres et très peu en Wallonie, tout en n'élevant pas le nombre global des syndiqués;

5° que la désertion syndicale se manifeste surtout chez les mineurs, les métallurgistes, le bâtiment et les transports (chemin de fer et tram);

Il est à souligner que c'est dans la métallurgie wallonne que se manifestent certaines tendances à la constitution de S.U. ou d'adhésion aux S.U. des mineurs, pendant que dans le bâtiment et les transports, des ouvriers réclament la constitution de nouveaux syndicats combattifs.

Ces quelques chiffres montrent qu'il n'est pas question d'une désertion de masse des syndicats existants et que la masse des ouvriers reste syndiquée.

Camarades,

Quelles sont les raisons de la baisse des effectifs syndicaux de la F.G.T.B. et de la légère hausse de ceux de la C.S.C.?

De la courte analyse qui précède, il apparaît clairement qu'un nombre important d'ouvriers restent dans les syndicats parce qu'ils y trouvent certaines facilités, non pas parce que ce sont des organisations de combat, mais parce qu'ils offrent des assurances contre des difficultés diverses de la vie quotidienne.

..../

La légère augmentation des effectifs de la C.S.C. ne s'explique pas par le fait que les ouvriers ont une plus grande confiance dans les dirigeants de la C.S.C. quant à la combattivité de ceux-ci, mais parce qu'elle offre plus de garanties du point de vue des assurances contre les difficultés de la vie et à meilleur compte. ~~xx~~

Les cotisations syndicales de la C.S.C. sont souvent inférieures à celles de la F.G.T.B., alors qu'elle présente les mêmes avantages, parfois plus d'avantages, que la F.G.T.B.. Les services de la C.S.C. sont mieux assurés que ceux de la F.G.T.B. les travailleurs y sont généralement mieux reçus. Les services de la C.S.C. aident mieux les ouvriers à résoudre les situations personnelles que ceux de la F.G.T.B. La CSC a une administration plus solide que la F.G.T.B. Etre membre de la C.S.C. est souvent mieux vu par les patrons que d'être membre de la F.G.T.B.

Ainsi c'est un docker anversois qui exprimait l'opinion de beaucoup d'ouvriers syndiqués: quand on est obligé d'être syndiqué et puisque ce sont tous les mêmes, on va chez ceux qui donnent le plus pour la cotisation la plus basse!

Mais il est évident que cette situation n'en est pas moins inquiétante!

Camarades,

Les dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. et de la C.S.C. eux aussi sont inquiets au sujet de la désertion syndicale. Ils sont surtout inquiets de ce ~~que~~ qu'il entre moins de cotisations dans leurs caisses syndicales. Ils ne cherchent pas des syndiqués ils réclament des cotisants.

Leur argumentation est très simple: tous les ouvriers

.... /

"profitent" de leur action, dès lors il leur paraît logique que tous les ouvriers, syndiqués et non-syndiqués, paient leurs services!

Les dirigeants de la F.G.T.B. avaient espéré que la suppression des bureaux communaux de paiement des chômeurs, pour les remplacer par des bureaux régionaux, leur aurait permis un recrutement massif de cotisants désireux de ne pas trop devoir se déranger pour toucher leurs indemnités en cas de chômage. Malgré tout leur battage autour de cette question, malgré les mensonges qu'ils ont débités, peu de non-syndiqués ont rejoint les syndicats. Cet échec partiel leur paraît d'autant plus tragique que l'augmentation des cotisations syndicales, prévue pour les premières semaines, risque de leur propre aveu, d'entraîner des désertions syndicales importantes.

Dès lors, les dirigeants syndicaux de la F.G.T.B. se sont jetés sur l'obligation, pour tous les syndiquables d'être syndiqués. Ils réclament du parlement bourgeois une loi en ce sens... voulant garantir ainsi la liberté individuelle qu'ils disent leur être si chère!

Les dirigeants de la C.S.C. ont deux solutions semble-t-il. 1° partant du même point de vue et des mêmes préoccupations que leurs collègues de la F.G.T.B., ils proposent que les non-syndiqués paieraient une cotisation syndicale qui serait prélevée sur leur salaire par le patron, transmise aux dirigeants syndicaux par l'intermédiaire du Gouvernement.

2° tournant leur regard vers l'Amérique, ils réclament l'application en Belgique de "l'Union shop", c'est à dire que les conventions collectives contiendraient une clause obligeant les patrons à veiller à ce que tous leurs ouvriers soient syndiqués; les patrons deviendraient donc des agents recruteurs des syndicats.

Tout ceci démontre que les dirigeants syndicaux de

...../

droite ne cherchent pas un renforcement de la capacité de lutte du syndicat, ni l'unité des travailleurs en vue de lutte, leur but est de récolter plus de cotisations, de disposer de plus d'argent pour entretenir leurs services techniques et pseudo-scientifiques de renforcer leur bureaucratie et de la rendre encore plus indépendante des travailleurs syndiqués.

Camarades,

Il est un autre aspect, de ce même problème que nous devons examiner avec plus de minutie encore, si nous voulons savoir modifier cette situation désastreuse pour le mouvement ouvrier, si nous voulons être capables de guider les travailleurs dans leur lutte pour le redressement syndical et pour ramener les syndicats dans la voie de la lutte de classe. Cet aspect, c'est notre activité et la qualité de celle-ci dans le mouvement syndical.

Nous voulons un mouvement syndical puissant, combatif, englobant l'ensemble des travailleurs. Nous voulons un mouvement syndical aidant les travailleurs à défendre leurs revendications immédiates, économiques et sociales, défendant la liberté et la paix, guidant la lutte pour l'abolition du salariat. Cette position, qui souligne l'importance capitale du mouvement syndical dans la lutte émancipatrice du prolétariat, est la position traditionnelle des communistes.

Mars définissait, dans sa brochure "Travail salarié et capital", ainsi le rôle des syndicats:

"L'unique puissance sociale du côté des ouvriers est leur masse. Cependant la puissance de la masse est brisée par la désunion. La dispersion des ouvriers est engendrée et entretenue par leur concurrence inévitable. Les syndicats sont nés tout d'abord de tentatives spontanées de la part d'ouvriers pour supprimer ou du moins restreindre cette concurrence, pour arracher des conditions de travail concrètes les élevant au moins au-dessus de la condition de simples esclaves"

" D'un autre côté, les syndicats, sans en avoir conscience sont devenus des foyers d'organisation de la classe ouvrière, comme les municipalités et les communes du moyen-âge le furent pour la

" bourgeoisie. Si les syndicats sont indispensables pour la guerre d'es-
 " carmouches quotidiennes entre le capital et le travail, ils sont encore
 " plus importants en tant qu'appareils organisés pour hâter l'abolition du
 " système même du salariat"

L'analyse de l'état du mouvement syndical de notre pays
 démontre nettement que notre classe ouvrière est loin de posséder une telle
 arme puissante de lutte.

Il est certain que personne n'osera affirmer que la trahison
 des chefs syndicaux de la F.O.T.R. et de la C.S.C. que la situation par-
 ticulière que la Belgique a connue après la libération, à elles seules,
 suffisent pour expliquer l'état actuel du mouvement syndical de notre
 pays. Certes il serait faux négliger ou de sous-estimer ces facteurs;
 mais il serait encore plus faux, il serait même particulièrement dangereux
 de les surestimer. La surestimation de l'importance de ces facteurs
 nous conduirait à voiler nos faiblesses et nos fautes, elle nous empê-
 cherait en même temps de trouver les moyens et les forces pour les sur-
 monter, pour redresser la situation.

Camarades,

Notre Parti est sorti de la bataille contre l'oc-
 cupant nazi considérablement renforcé, son prestige et ses effectifs
 avaient sensiblement grandi. La bourgeoisie était acculée, sous la pres-
 sion des masses travailleuses, à lui faire place dans le Gouvernement.

Au lendemain de la Libération, notre Parti menait la lutte
 pour " la rénovation du pays", qui était celle de la production et de
 l'amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.
 Dans cette lutte contre les résidus du fascisme et de la collaboration
 avec les nazis, notre Parti posa le problème de la réalisation de l'unité
 syndicale au tout premier plan. Au comité central du 31 octobre 1944, le
 camarade LALANDE déclara dans son rapport:

" Nous croyons utiles d'insister sur l'importance capitale

" pour la classe ouvrière de la réalisation de son unité sur le plan
 " syndical... Notre travail en faveur de l'unité syndicale ne doit pas
 " nous faire perdre de vue la lutte revendicative. C'est dans l'action
 " qu'est née la poussée vers ~~ix~~ l'unification syndicale que nous constatons
 " aujourd'hui; c'est par l'action que doit être renforcée cette poussée,
 " car une unification des forces syndicales qui n'aurait pas l'action
 " pour base et le renforcement de l'action pour résultat serait vaine
 " et éphémère".

Notre Parti possédait de fortes positions dans les entreprises surtout dans celles des industries principales du pays, les mines, la métallurgie, les services publics, etc.. Le mouvement syndical, retourné dans la légalité, se développait rapidement. Les anciens dirigeants syndicaux réformistes et chrétiens s'efforçaient, avec un succès relatif, de reconstituer leurs syndicats. Les dirigeants syndicaux réformistes et chrétiens disposaient d'une vieille expérience, de cadres plus ou moins expérimentés et de locaux, dont ils se sont servis pour provoquer la division de la classe ouvrière et du mouvement syndical.

Grâce aux Comités de Lutte Syndicale, nés dans l'illégalité notre Parti avait réussi à donner une orientation nouvelle au mouvement syndical, concrétisé par la Conférence Nationale des C.L.S. de septembre 1944. La réalisation de l'unité syndicale, dans le sens bien précis indiqué dans le rapport du camarade LAIMAND, était au centre des préoccupations de notre Parti.

La réalisation de ce mot d'ordre incontestablement juste, correspondant aux intérêts de la classe ouvrière de notre pays, se heurtait cependant à de grosses difficultés. Les cadres de notre Parti étaient politiquement faibles, inexpérimentés dans le travail syndical. Les anciens cadres syndicaux, qui avaient adhéré à notre Parti, étaient venus avec armes et bagages réformistes, avec leur expérience de mi-

litants syndicaux réformistes et contaminèrent rapidement les camarades que le Parti avait mis à la disposition du travail syndical. Notre participation au Gouvernement et les mauvaises traditions parlementaires de notre classe ouvrière ont fortement influencé l'ensemble de notre travail syndical et ont contribué aux échecs que notre Parti a subi dans le domaine syndical.

Dans la réalisation de l'unité syndicale, notre Parti a commis trois fautes essentielles, qui devaient avoir les conséquences graves que l'on connaît:

1° malgré l'avertissement de notre camarade LAURENT au Comité Central du 21 octobre 1944, disant que "c'est dans l'action qu' " est née la poussée vers l'unification syndicale que nous constatons " aujourd'hui; c'est par l'action que doit être renforcée cette poussée, " car une unification des forces syndicales qui n'aurait pas l'action " pour base et le renforcement de l'action pour résultat, serait vaine " et éphémère", l'unité syndicale au sein de la F.G.T.B. s'est réalisée en dehors de l'action, sans qu'elle n'ait eu pour résultat de renforcer l'action ouvrière. Nos camarades responsables du travail syndical se sont laissés prendre aux "arguments" réformistes de la prudence dans l'action "afin de ne pas gêner le Gouvernement socialiste, communiste et libéral, la collaboration entre les trois partis";

2° l'unité syndicale se réalisant en dehors de la lutte ouvrière, n'ayant pas le renforcement de l'action pour résultat, devait forcément se traiter au sommet, entre les dirigeants, sans le concours des ouvriers. Nos camarades responsables du travail syndical se sont laissés enfermer par les dirigeants réformistes dans des négociations, non pas d'unité syndicale, mais de dosage de fonctions et de places rétribuées dans le mouvement syndical soi-disant unifié. En permettant aux dirigeants réformistes d'écarter les ouvriers de la réalisation de

l'unité syndicale, en violant ainsi eux-mêmes la démocratie syndicale, ils ont facilité les manœuvres des dirigeants réformistes et ouvrent la voie à toutes les compromissions;

5° cette politique devait nécessairement rencontrer de l'opposition, voire même de l'hostilité chez les travailleurs. De nombreux ouvriers, syndiqués d'avant-guerre, n'avaient plus confiance dans les anciens dirigeants syndicaux. Par la politique d'unité syndicale suivie, cette hostilité envers les anciens dirigeants syndicaux devait se transformer en hostilité envers la réalisation de l'unité syndicale avec la participation de ces dirigeants syndicaux. Nos camarades responsables syndicaux se sont livrés à des méthodes de force là où les ouvriers résistaient à la fausse politique d'unité syndicale, qui n'était autre qu'une politique qui livrait le mouvement syndical aux dirigeants syndicaux réformistes; En n'écoulant pas les ouvriers, ils ont persévéré dans leurs erreurs et écarté de bons militants ouvriers du mouvement syndical.

Les conséquences de cette fausse politique d'unité syndicale ne devaient pas se faire attendre, conséquences qui pèsent encore lourdement aujourd'hui sur notre mouvement syndical.

Les dirigeants syndicaux réformistes ont rapidement pris le dessus. Ne s'appuyant pas sur les ouvriers ni sur l'action de ceux-ci nos camarades se sont rapidement fait isoler dans les bureaux, pendant que certains se sont laissés corrompre par les dirigeants réformistes et sont devenus eux-mêmes des bonzes réformistes.

Les dirigeants réformistes ont rapidement élaboré une série de règlements et de statuts, détruisant la démocratie syndicale, ligotant l'action ouvrière et faisant pratiquement de nos camarades dirigeants syndicaux, qu'ils n'avaient pas encore éliminés de leurs fonctions leurs prisonniers. Dans certains cas, nos camarades ont contribué "par esprit unitaire" à l'élaboration de ces règlements et statuts.

Un nombre de nos camarades communistes et sympathisants n'ont pas suivi, ont tenté de résister à cette fausse politique d'unité syndicale. Certains ont déclaré "qu'ils ne retourneraient pas à la vieille écurie" et sont restés inorganisés. D'autres ont adhéré à la F.G.T.B. par "discipline de Parti," mais se sont désintéressés de l'action syndicale pour se cantonner dans ce qu'ils appellent "l'action propre du Parti".

Au VIII^e Congrès de notre Parti, notre camarade LAIMAND dénonce les "trop nombreuses intrigues et manœuvres" menées "contre les militants unitaires" de la part des dirigeants syndicaux réformistes. Il lance en même temps un appel disant:

"Ouvriers, employés communistes, le Parti vous appelle à intensifier votre activité syndicale, à recruter par milliers des/ouvriers syndiqués, à former par centaines de nouvelles sections syndicales d'entreprise. Soyez dans votre syndicat, quel que soit le poste que vous y occupez ou le rôle que vous y jouez, des syndicalistes honnêtes, dévoués, et actifs".

Cet appel n'a trouvé que peu d'échos parmi nos camarades, il n'a pas conduit à l'adhésion de nos camarades aux syndicats, ni à l'activation de ceux qui avaient adhéré à la F.G.T.B. par "discipline de Parti".

Nos camarades militant dans les syndicats se sentaient de plus en plus impuissants devant les progrès réalisés par les dirigeants réformistes dans l'écartement de la politique et des militants unitaires, recouraient à des méthodes sectaires souvent mêlées d'opportunisme. Ces camarades voulaient tout régler par les fractions syndicales communistes, prenant des "mesures" disciplinaires pour faire assister nos camarades aux réunions syndicales et les faire voter dans un sens bien arrêté. Ils portaient du point de vue que les comités syndicaux devaient

être composés en majorité de communistes, ainsi que les délégations aux congrès, sans faire un réel travail de masse de notre part et s'appuyant sur des petites manœuvres... qui devaient d'ailleurs se dégonfler rapidement.

Mêmes méthodes sectaires de la part de nos camarades dans les syndicats où nous avons gardé des positions sérieuses. Pour répondre aux vœux d'ordre d'action de notre Parti, nos camarades "décrétaient" des grèves, sans consultation des travailleurs, sans préparation suffisante dans les entreprises. Des actions de ce genre devaient inévitablement conduire à des échecs, à fatiguer les ouvriers et à discréditer nos camarades militants syndicaux, à jeter la confusion parmi eux. Elles renforçaient en même temps les positions des dirigeants syndicaux réformistes.

Dans de nombreux cas, l'activité syndicale de certains de nos camarades ne diffère pas sensiblement de celle des dirigeants réformistes. Citons quelques exemples précis, ils nous permettront de mieux comprendre comment certains de nos amis accusent les dirigeants réformistes de négliger l'avis des ouvriers, de transposer les rapports entre les patrons et les ouvriers de la lutte directe vers le "tapisvert" des "savantes" discussions, tout en agissant de la même façon qu'eux.

Les communistes à la Commission Nationale Mixte des Mines se rallient à un accord prévoyant une hausse des prix du charbon à chaque hausse des salaires des mineurs; ils se rallient "aux prestations civiles" en cas de grève, justifiant à l'avance la mobilisation des mineurs à l'intervention de la gendarmerie. Quels sont les arguments de nos camarades? Ils disent, ce qui est juste, que les décisions de la C.N.M.M. pour être valables, doivent être prises à l'unanimité et que s'ils ne s'étaient pas ralliés à cet accord, ils auraient pu être

exclus de la C.N.M.M. Ils n'ont pas songé semble-t-il à faire appel aux mineurs pour trancher la question.

Au cours de discussions avec nos amis de la direction des S.U. des Mineurs, relatives aux coupons gratuits pour les ouvriers italiens, nos amis répondent que nos propositions ne sont pas acceptables, parce qu'elles bouleversent les règles établies et les règlements de la C.N.M.M. Même réponse de la part de nos amis dockers d'Anvers à qui l'on faisait la proposition d'inviter les dockers à ne pas travailler que lorsque leur salaire est établi, nos amis répondaient que cela flanquerait les règles établies par le "codex" (la convention collective) par terre. Il est certain que ce n'est pas notre tâche d'inviter les ouvriers à respecter les lois et les conventions élaborées par la bourgeoisie et ses agents, au détriment et contre les travailleurs.

Dans nombreuses entreprises, des camarades membres de notre Parti, ont gagné la confiance de leurs camarades de travail par suite de leur attitude courageuse vis à vis du patronat et de leur clairvoyance dans les problèmes qui se posent devant les travailleurs. Ils ont été élus délégués syndicaux ou membres du conseil d'entreprise. Nombreux sont ceux de ces camarades qui croient que la discipline syndicale veut qu'ils appliquent les décisions anti-ouvrières des dirigeants syndicaux de droite, en se faisant ainsi eux-mêmes des agents de la bourgeoisie. Il doit être clair qu'il n'y a pas de discipline syndicale réelle sans démocratie syndicale, c'est à dire sans que les travailleurs aient la possibilité de décider eux-mêmes de la politique et de l'action syndicale.

Nos cellules d'entreprise, là où elles existent, parviennent difficilement à redresser ces erreurs en raison de la confusion qui existe au sujet de leur travail dans les entreprises. Nos cellules

ont souvent tendance à vouloir remplacer les syndicats, à ne pas faire ce qui est leur tâche essentielle: le travail politique, éclairer politiquement la lutte revendicative des ouvriers et l'élever ainsi à un degré supérieur, politique.

Nos journaux d'entreprise reflètent très clairement cette confusion. Ils sont généralement de mauvais journaux syndicaux, tranchant les problèmes de la lutte revendicative et syndicale en lieu et place des ouvriers. Trop peu liés aux travailleurs de l'entreprise, n'aidant pas suffisamment les ouvriers à se réunir et à exprimer leur opinion, ne stimulant pas l'action syndicale à l'entreprise, nos cellules sont amenées à confondre les opinions des communistes avec celles de l'ensemble des ouvriers, à présenter leurs opinions comme étant celles des ouvriers. Cet état de faits provoque souvent des conflits entre les délégués syndicaux communistes et la cellule, à l'éloignement de ces camarades du Parti.

Souvent les communistes expliquent que ce sont les ouvriers qui se refusent à des petites actions dans l'entreprise, à des grèves partielles, à des grèves de 24 heures en déclarant qu'ils veulent des grèves générales.

Souvent les communistes expliquent que les ouvriers désertent en masse les syndicats, qu'ils veulent reconstituer ou constituer des syndicats uniques, convaincus qu'il n'y a plus rien à faire dans les syndicats réformistes et réactionnaires.

Il est incontestable qu'il y a une certaine désertion syndicale, que les ouvriers perdent de plus en plus la confiance dans les dirigeants syndicaux, que les ouvriers veulent voir se manifester la solidarité la plus large dans la lutte, mais certains communistes ont la tendance à exagérer ces faits et à faire passer leurs exagérations pour l'opinion des ouvriers.

Sans doute est-il difficile de travailler dans les syndicats.

LENINE y attirait l'attention des communistes en ces termes précis:

" Les mencheviks de l'Occident se sont bien mieux "implan-
 " tés " dans les syndicats et une "aristocratie ouvrière" syndicale
 " étroite, vaniteuse, revêche, cupide, petite bourgeoise, d'un état
 " d'esprit impérialiste, soudoyée d'ailleurs et corrompue par l'im-
 " périalisme, est apparue bien plus puissante que chez nous. C'est in-
 " discutable. La lutte contre les Compars et les Herderson, contre
 " MM Jouhaux, Merxheim, Legien et Cie en Europe occidentale est in-
 " comparablement plus difficile que la lutte contre les mencheviks,
 " qui représentent un type politique et social essentiellement homogène"

Et le camarade LAIMAND reprenait, au Xe congrès de notre Parti
 cet autre extrait de l'oeuvre admirable de LENINE.

" N'en doutons pas, les "leaders" de l'opportunisme auront
 " recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au
 " concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des
 " tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour
 " les en chasser, pour les accabler d'ennui et d'insultes, de tracass
 " et de persécutions, pour leur rendre la situation intenable".

C'est devant ces difficultés que trop de communistes ont ten-
 dance à reculer ou ont reculé. Et les opinions fausses qu'ils attribuent
 trop facilement aux ouvriers, sont faites pour expliquer ou camoufler
 leur propre recul devant les difficultés. Notre camarade LAIMAND dénon-
 çait avec une particulière vigueur, à notre IXe Congrès, cette tendance,
 il disait:

"L'unité ouvrière se défend et se réalise, en ordre "prin-
 cipal, sur le plan syndical.

" L'activité de nos adversaires est à ce sujet une fois de plus
 " fort instructive. En effet, c'est dans le secteur syndical que les

" impérialistes et leurs agents fournissent le principal de leurs
 " effort en vue de diviser les forces ouvrières. C'est précisément sur
 " le terrain syndical qu'apparaissent chez nous les faiblesses et les
 " incompréhensions les plus graves. Le problème syndical, tel qu'il se
 " pose à l'heure actuelle en Belgique, est un problème épineux autant
 " que délicat. Il donne lieu, dans nos rangs, à certaines hésitations
 " voire même à certaines déviations....

" Je connais des camarades travaillant dans les organisations
 " syndicales, qui nous disent: " je suis naturellement d'accord avec la
 " ligne du parti, nous devons faire l'impossible pour maintenir l'unité
 " syndicale. Mais hélas! Les travailleurs le comprennent de moins en
 " moins et quand nous leur parlons de l'unité, quand nous avons le mal-
 " heur de prononcer le nom de la F.O.T.B., ils nous traitent de renégats".

" Ces camarades endossent aux travailleurs la responsabilité
 " des opinions qui leur sont propres. Quand ils viennent nous dire "
 " il est clair que je suis d'accord avec la ligne du Parti et il est
 " clair que nous devons défendre l'unité syndicale", ils ne disent pas
 " ce qu'ils pensent à réalité, à savoir qu'il faudrait créer de nou-
 " veaux syndicats "....

"... on s'abstient de souligner qu'il y a encore, au sein du
 " Parti, un certain nombre de syndiqués qui ne sont affiliés à aucune
 " organisation syndicale? Qu'il y en a d'autres, plus nombreux, qui
 " bien que syndiqués ne s'intéressent nullement à ce qui se passe dans
 " les syndicats, n'assistent pas aux assemblées syndicales"....

C'est cela aussi qui explique, dans une large mesure, l'atti-
 " tude négative de bon nombre de camarades, parmi lesquels certains ont
 " des fonctions responsables dans le Parti, vis à vis du mouvement de
 " l'Action Ouvrière Unitaire". Ces camarades considèrent ce mouvement com-
 " inutile. Ils prétendent que le Parti possède plus d'autorité auprès des

ouvriers et qu'il n'a pas besoin de se cacher derrière ce mouvement pour parler aux ouvriers. Ils estiment que ce mouvement ne peut être qu'une doublure du Parti, qui enlèverait une partie des fonctions des directions du Parti en qui mangerait, en plus, trop de cadres nécessaires au travail du Parti. Les faits prouvent qu'une telle attitude ne peut que contribuer à l'isolement du Parti des larges masses de travailleurs et de faciliter les manœuvres de division des agents de l'impérialisme au sein du mouvement syndical.

Camarades,

L'analyse de la situation du mouvement syndical de notre pays, loin d'infirmer la justesse des décisions du Parti en ce qui concerne l'unité syndicale et la nécessité pour les communistes de travailler dans les syndicats, la confirme. Elle souligne en même temps que ce serait une lourde faute que de tenter de constituer des syndicats uniques.

En effet, cette analyse montre très clairement qu'une des conditions essentielles pour notre Parti de se lier aux masses, c'est d'être et de travailler dans les organisations de masse des travailleurs, par excellence dans les syndicats. C'est à dire qu'elle montre nettement que dans la mesure où le Parti a mal fait son travail dans les syndicats existants, où les communistes n'ont pas rejoint les syndicats où y sont restés inactifs, dans cette mesure le Parti s'est coupé des masses, s'est isolé des masses, a perdu en influence sur les masses travailleuses et sur leurs luttes économiques et politiques.

Rappelons encore une fois l'opinion de LENINE sur le travail dans les syndicats "réactionnaires" - c'est ainsi qu'il appelle les syndicats dirigés par les dirigeants syndicaux de droite - si brillamment résumée dans "La maladie infantile du communisme" brochure qui a tant provoqué la colère des dirigeants syndicaux réformistes sur ordres de leurs maîtres capitalistes. Après avoir indiqué que "les syndicats manifestent inévitablement un certain réactionnarisme" il précise:

" L'absurde théorie" d'après laquelle les communistes doivent renoncer à militer au sein des syndicats réactionnaires
 " montre précisément avec quelle légèreté ces communistes de
 " "gauche" considèrent la question de l'influence sur les "masses"
 " et quel abus ils font dans leurs discours du mot "masse" .

où sont les
travailleurs

désaffectés
par comment
mon

Const. SU. par
Conseil de
mon

" Pour savoir venir en aide à la "masse," pour conquérir sa sym-
 " pathie et son appui, il faut ne pas craindre les difficultés, les
 " vexations, les pièges, les insultes, les persécutions de la part
 " des "leaders" (qui, opportunistes et social-chauvins, ont le
 " plus souvent des relations directes ou indirectes avec la bour-
 " geoisie et la police) et travailler nécessairement ou est la
 " masse. Il faut savoir consentir toutes sortes de sacrifices, sur-
 " monter les obstacles les plus grands afin de se livrer à une pro-
 " pagande et à une agitation systématiques, opiniâtres, persévé-
 " rantes, patientes précisément dans toutes les institutions, les
 " associations, les organisations - et quand même ce serait au
 " sein des plus réactionnaires - où il y a des masses prolétariennes
 " ou demi-prolétariennes. Les syndicats sont des organisations
 de ce genre ...

" Il faut savoir résister à tout cela, consentir à
 " tous les sacrifices, user même - en cas de nécessité - de tous
 " les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se
 " taire parfois, celer parfois la vérité, à seule fin de pénétrer
 " dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir, malgré tout,
 " la tâche communiste...."

" Agir de même est naturellement très difficile
 " dans les pays de l'Europe occidentale, pénétrés de préjugés
 " constitutionnels, démocratico-bourgeois, légalistes, bien enre-
 " cinés. Mais on peut et on doit y réussir et procéder systéma-
 " tiquement.

L'analyse de nos faiblesses et de nos erreurs montre
 que nous n'avons pas su mettre en pratique ces sages conseils -
 fruits de l'expérience du mouvement ouvrier international - de
 LENINE.

Ce n'est pas vers la constitution de nouveaux syndicats qu'il faut s'orienter - comme le demandent certains de nos amis - mais vers un véritable travail patient et persévérant dans les syndicats, dans la F.O.T.B., tout en donnant notre aide totale au développement des syndicats uniques des Mineurs et des Carriers, qui ont été exclus de la F.O.T.B.

*qui doivent et nous
éprouver*

Les résultats récents obtenus dans différents syndicats et plus particulièrement dans le syndicat des diamantaires d'Anvers, où 11 syndicalistes progressistes ont été élus démocratiquement au Comité syndical, montrent la voie à suivre, les succès que nous pouvons obtenir dans la lutte pour la démocratie syndicale pour le redressement du mouvement syndical.

Il nous appartient de nous convaincre nous-mêmes des possibilités de lutte dans les syndicats, d'éclairer les perspectives qui s'offrent à la classe ouvrière de ramener les syndicats dans la voie de la lutte de classe. Il nous appartient d'en convaincre les meilleurs fils de la classe ouvrière et de les entraîner dans cette lutte.

Camarades,

Quels sont, dans ce domaine, nos tâches?

1° - Les communistes se doivent de multiplier leurs initiatives, dans les entreprises, pour la défense des intérêts des travailleurs. Ils doivent s'intéresser à toutes les revendications ouvrières, surtout à celles qui se posent quotidiennement dans les entreprises. En attirant l'attention des ouvriers sur leurs intérêts, ils aideront ceux-ci à formuler leurs revendications et à trouver les moyens d'action à mettre en œuvre pour les réaliser, en évitant soigneusement de se substituer